

Conformément à l'article 87 de la Nouvelle Loi Communale, vous êtes invité(e) à assister à la réunion du Conseil communal qui aura lieu dans la salle du Conseil communal au Centre Administratif d'Uccle, le jeudi 11 septembre 2025, à 18:30.

Overeenkomstig artikel 87 van de Nieuwe Gemeentewet, wordt u uitgenodigd om de vergadering van de Gemeenteraad bij te wonen die zal plaatsvinden in de Raadzaal in het Administratief Centrum van Ukkel op donderdag 11 september 2025, om 18:30.

Uccle, le 3 septembre 2025
Ukkel, 3 september 2025

CONSEIL COMMUNAL DU 11 SEPTEMBRE 2025
GEMEENTERAAD VAN 11 SEPTEMBER 2025

NOTES EXPLICATIVES COMPLÉMENTAIRES
AANVULLENDE TOELICHTINGSNOTA

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

DÉPARTEMENT AFFAIRES GÉNÉRALES - DEPARTEMENT ALGEMENE ZAKEN

Secrétariat central - Centraal secretariaat

1 **Hommage à Mme Caroline Vanneste et M. Charles-Emmanuel van de Put, anciens Conseillers communaux (Complémentaire)**

Eerbetoon aan Mevr. Caroline Vanneste en dhr. Charles-Emmanuel van de Put, gewezen Gemeenteraadsleden. (Aanvullend)

2 **Communication du Bourgmestre : Nouveau commissariat de police. (Complémentaire)**

Mededeling van de Burgemeester: Nieuw politiecommissariaat. (Aanvullend)

3 **Interpellation citoyenne : Stationnement illégal.**

Burgerinterpellatie: Illegaal parkeren.

4 **Approbation du registre des séances du Conseil communal du 25 mai 2025 et du 26 juin 2025.**

5 A.S.B.L. Piscine Longchamp.- Démission d'un administrateur.- Remplacement.

Le Conseil,
Attendu que Mme Marie Charon, administrateur au sein de l'A.S.B.L. Piscine Longchamp, a démissionné et doit dès lors être remplacée;
Que le groupe Liste du Bourgmestre auquel appartenait l'intéressée, propose la candidature de Mme. Béatrice Fraiteur pour la remplacer,
Désigne Mme Béatrice Fraiteur en qualité d'administrateur à l'A.S.B.L. Piscine Longchamp.

V.Z.W. Zwembad Longchamp.- Ontslag van een bestuurder.- Vervanging.

De Raad,
Aangezien dat Mevr. Marie Charon, bestuurder bij de V.Z.W. Zwembad Longchamp, heeft ontslag genomen en dus vervangen dient te worden;
Dat de groep Burgemeester Lijst waartoe belanghebbende behoorde, de volgende kandidate ter vervanging voorstelt : mevr. Béatrice Fraiteur,
Duidt mevr. Béatrice Fraiteur aan als bestuurder in de V.Z.W. Zwembad Longchamp.

6 Mission locale de Forest.- Représentation de la Commune d'Uccle auprès du Conseil d'administration et de l'Assemblée générale.

Le Conseil

Vu que la Commune d'Uccle a droit à un représentant à l'Assemblée générale et au Conseil d'administration de la Mission locale de Forest conformément aux statut de cette Mission locale ;

Considérant que jusqu'à présent, la Commune d'Uccle était représentée dans la Mission locale pour l'emploi de Forest par M. Lambert-Limbosch en sa qualité d'échevin de l'emploi;

Considérant que cette compétence est désormais attribué à Mme l'échevine De Brouwer;

Qu'il y a dès lors lieu de désigner un nouveau représentant de la Commune d'Uccle,

Décide :

de désigner Mme De Brouwer, échevine ayant l'emploi dans ses compétences, comme représentante de la Commune tant à l'Assemblée générale qu'au Conseil d'administration de la Mission locale pour l'Emploi de Forest.

Mission locale van Vorst. - Vertegenwoordiging van de gemeente Ukkel in de raad van bestuur en de algemene vergadering.

De Raad,

Aangezien dat de gemeente Ukkel overeenkomstig de statuten van de Mission locale van Vorst recht heeft op een vertegenwoordiger in de algemene vergadering en de raad van bestuur van deze "Mission locale";

Overwegende dat de gemeente Ukkel tot op heden in de Mission locale pour l'emploi van Vorst vertegenwoordigd werd door de heer Lambert-Limbosch in zijn hoedanigheid van schepen van Werkgelegenheid;

Overwegende dat deze bevoegdheid werd overgenomen door mevrouw De Brouwer;

Dat het bijgevolg nodig is een nieuwe vertegenwoordiger van de gemeente Ukkel aan te stellen,

Besluit,

Mevrouw De Brouwer, schepen van werkgelegenheid, aan te stellen als afgevaardigde van de gemeente bij de Mission locale pour l'Emploi Van Vorst.

Solidarité internationale - Internationale solidariteit

7 Solidarité internationale. - Mon école solidaire. - Octroi d'un subside Ecole Decroly.

Le Conseil,

Vu l'accord de principe au lancement d'un appel à projet « Mon école solidaire » auprès des écoles primaires et secondaires de la commune d'Uccle par le Collège du Collège du 17 novembre 2020 ;

Vu que le règlement et le formulaire de l'appel à projets « Mon école solidaire » ont été approuvés par le Conseil communal du 17 décembre 2020 et que ceux-ci n'ont pas été modifiés ;

Vu que le budget consacré aux subsides de la Solidarité internationale 2025 inscrit à l'article 15001/332-02/64 représente un montant de 11.000 € ;

Vu que la somme de 1.000 € a été budgétisée pour l'année 2025 sur l'article 15001/332-02/64 en vue de subsidier les projets soumis dans le cadre de l'appel à projets « Mon école solidaire » ;

Vu que ce règlement vise l'octroi de subsides d'un montant compris entre 200 et 1000 euros et ce, dans les limites du budget disponible ;

Vu que sont éligibles les actions de coopération et de solidarité internationale telles que l'ouverture d'un magasin de commerce équitable dans une école, la mise en œuvre de projets de solidarité ou coopération internationale en partenariat avec des associations belges ou internationales, l'organisation d'actions d'éducation à la citoyenneté mondiale et solidaire au sein des écoles ;

Vu que les projets doivent être proposés et mis en œuvre par un groupe d'au moins 5 élèves (ne nécessitant pas de référent pédagogique ou administratif mais avec l'accord du Pouvoir organisateur de l'école) ou par un(e) enseignant(e) pour un projet de classe; indiquer un budget réaliste compris entre 200 euros et 1.000 euros affecté à un projet défini et non au fonctionnement des écoles concernées; comporter un volet de communication ; prendre en compte les 17 Objectifs de développement durable des Nations Unies (<https://www.un.org/sustainabledevelopment/fr/objectifsde-developpement-durable/>);

Vu que le Service Solidarité internationale a reçu une proposition de projet de la part de l'Ecole Decroly en vue de subsidier une action d'éducation à la citoyenneté mondiale et solidaire qui a pour « *objectif de permettre aux élèves à travers le parcours des enfants d'Izieu d'appréhender la migration, la fuite, la cache puis la déportation et l'extermination des enfants pendant la Seconde guerre mondiale, ainsi que les enjeux contemporains de citoyenneté qui y sont rattachés : droit de l'enfant, justice, mémoire, lutte contre les racismes et l'antisémitisme* » et visera notamment à « *créer une rencontre et des travaux inter-établissements pour permettre à 60 élèves de primaire et secondaire de plusieurs écoles bruxelloises, de Flandre et de Liège, belges de différents réseaux – public et libre-, de construire ensemble un projet mémoriel et citoyen à partir de la mémoire des 10 enfants juifs d'Izieu originaires de Belgique, déportés et assassinés à Auschwitz-Birkenau* »;

Vu que ce projet se déroule dans le cadre d'une coopération entre l'Ecole Decroly, l'Association pour la Mémoire de la Shoah, la Maison d'Izieu (France), l'Ecole Professionnelle Edmond Peeters EPEP d'Ixelles, l'Ecole primaire communale n°14 de Molenbeek-Saint-Jean, l'École Saint Joseph de Primont, l'AMS, l'UEJB, le CCU et la société civile ;

Vu que le projet prévoit comme activité plusieurs rencontres au cours de l'année scolaire entre les écoles partenaires ainsi qu'une soirée de restitution de tous les travaux produits par les élèves grâce aux rencontres ;

Vu que la demande de l'Ecole Decroly répond à l'ensemble des critères d'éligibilité de l'appel ;

Vu que le subside d'un montant de 1.000 € (exercice 2025 article budgétaire 15001/332-02/64) demandé à la commune d'Uccle complètera le budget du projet financé par d'autres institutions ;

Vu qu'après approbation en Conseil communal, 80 % du montant du subside octroyé est versé au demandeur et les 20 % restants seront versés dès réception des justificatifs des dépenses, d'un rapport financier et d'un rapport d'activité au plus tard trois mois après la finalisation du projet soutenu ;

Décide :

- D'accorder un subside de 1.000,00 € (15001/332-02/64) à l'Ecole Decroly (Drève des gendarmes, 1180 Uccle) sur le compte en banque BE 17 3101 6923 nom du titulaire : Ecole Decroly, Uccle pour la réalisation du projet susmentionné;
- De charger le Collège de l'application de cette décision.

Internationale Solidariteit. - Mijn solidaire school. - Toekenning van een subsidie aan de school Decroly.

De raad,

Gelet op het principeakkoord voor de lancering van een projectoproep "Mijn solidaire school" bij de lagere en middelbare scholen van de gemeente Ukkel, goedgekeurd door het college van 17 november 2020;

Aangezien het reglement en het formulier van de projectoproep "Mijn solidaire school" door de gemeenteraad goedgekeurd werden op 17 december 2020 en ze niet gewijzigd werden;

Aangezien het budget voor de subsidies van Internationale Solidariteit 2025, ingeschreven op artikel 15001/332-02/64, een bedrag van € 11.000 vertegenwoordigt;

Aangezien voor het jaar 2025 de som van € 1.000 begroot werd onder artikel 15001/332-02/64 om de projecten ingediend in het kader van de projectoproep "Mijn solidaire school" te subsidiëren;

Aangezien dit reglement de toekenning van subsidies voor een bedrag van € 200 tot € 1.000 beoogt, en dit binnen de grenzen van het beschikbare budget;

Aangezien de acties rond internationale samenwerking en solidariteit in aanmerking komen, zoals de opening van een fairtradewinkel in een school, de uitvoering van projecten rond internationale solidariteit of samenwerking in partnerschap met Belgische of internationale verenigingen, de organisatie van acties rond wereldburgerschapseducatie in de scholen;

Aangezien de projecten voorgesteld en uitgevoerd moeten worden door een groep van minstens 5 leerlingen (die geen pedagogisch of administratief aanspreekpunt nodig hebben, maar wel de toestemming van de inrichtende macht van de school) of door een leerkracht voor een klasproject, een realistisch budget van € 200 tot € 1.000 moeten opgeven, bestemd voor een vastgelegd project en niet voor de werking van de betrokken scholen, een communicatieluik moeten bevatten en rekening moeten houden met de 17 doelstellingen van duurzame ontwikkeling van de Verenigde Naties (<https://www.un.org/sustainabledevelopment/fr/objectifs-de-developpement-durable/>);

Aangezien de dienst Internationale Solidariteit een projectvoorstel van de school Decroly ontvangen heeft om een actie rond wereldburgerschapseducatie te subsidiëren, met als doel *"het de leerlingen doorheen het parcours van de kinderen van Izieu mogelijk maken de migratie, de vlucht, het onderduiken en vervolgens de deportatie en de uitroeiing van de kinderen tijdens de Tweede Wereldoorlog te begrijpen, alsook de hedendaagse uitdagingen van burgerzin die ermee gepaard gaan: kinderrechten, rechtvaardigheid, herdenken, strijd tegen racisme en antisemitisme "*, en die er meer bepaald toe strekt *"een ontmoeting en werken tussen instellingen tot stand te brengen zodat 60 leerlingen van verschillende lagere en middelbare scholen in Brussel, Vlaanderen, Luik, België en Duitsland van verschillende netten - openbaar en vrij - samen een sociaal bewust herdenkingsproject kunnen bouwen vertrekkend van de nagedachtenis van de 10 joodse kinderen van Izieu uit België, die gedeporteerd en om het leven gebracht werden in Auschwitz-Birkenau"*;

Aangezien dit project deel uitmaakt van een samenwerking tussen de school Decroly, l'Association pour la Mémoire de la Shoah, la Maison d'Izieu (Frankrijk), l'Ecole Professionnelle Edmond Peeters EPEP van Elsene, l'Ecole primaire communale n°14 van Sint-Jans-Molenbeek, l'École Saint Joseph van

Sprimont, AMS, UEJB, het CCU en de samenleving;

Aangezien het project als activiteit voorziet in verschillende ontmoetingen tijdens het schooljaar tussen de partnerscholen en in een reconstructie-avond van alle werken die door de leerlingen vervaardigd werden dankzij de ontmoetingen;

Aangezien de vraag van school Decroly alle criteria van de oproep om in aanmerking te komen in acht neemt;

Aangezien de subsidie voor een bedrag van € 1.000,00 (dienstjaar 2025, begrotingsartikel 15001/33202/64) die aan de gemeente Ukkel gevraagd wordt een aanvulling zal vormen op het budget van het project, dat gefinancierd wordt door andere instellingen;

Aangezien na goedkeuring in de gemeenteraad 80 % van het bedrag van de toegekende subsidie gestort wordt aan de aanvrager en de overige 20 % gestort zal worden na ontvangst van de bewijsstukken van de uitgaven, een financieel verslag en een activiteitenverslag uiterlijk drie maanden na de afwerking van het ondersteunde project;

Beslist:

- Zijn goedkeuring te verlenen aan de vastlegging en de betaling van de subsidie van € 1.000 (15001/332-02/64) aan de school Decroly (Gendarmendreef, 1180 Ukkel) op bankrekening BE17 3101 6923, naam van de titularis: School Decroly, Ukkel, voor de verwezenlijking van het voormelde project.

8 Solidarité internationale - Composition du Conseil consultatif de la Solidarité internationale (CCSI) législature 2025-2030 d'Uccle.- Nouvelle candidature

Le Conseil,

Vu que le Collège en sa séance du 23 février 2021 a donné son accord de principe pour la création d'un Conseil consultatif de la Solidarité internationale ;

Vu que les statuts du Conseil consultatif de la Solidarité internationale ont été approuvés par le Conseil communal en sa séance du 24 juin 2021 ;

Vu qu'un appel à candidature a été ouvert du 1 mars 2025 afin de former le Conseil consultatif ;

Vu qu'il est rappelé que les membres du Conseil sont nommés par le Conseil communal sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

Vu qu'il est rappelé que les critères d'éligibilités sont les suivants : être âgé(e) de 18 ans au moins, jouir des droits civils et politiques, bénéficier d'une légitimité pour représenter les intérêts des acteurs de la Solidarité internationale ou exprimer un intérêt marqué pour la Solidarité internationale, la coopération au développement, l'éducation à la citoyenneté mondiale et solidaire, les migrations ou le commerce équitable et avoir des liens avec la Commune de par sa résidence, sa profession ou tout autre critère, telle que l'expertise, ou activité, accepté(es) par le Collège des Bourgmestre et Echevins qui peut contribuer de façon utile à la réalisation des objectifs du Conseil consultatif ;

Vu qu'il est rappelé qu'il est possible d'être membre du Conseil consultatif soit pour représenter une association, soit à titre individuel ;

Vu qu'il est rappelé que la durée du mandat est celle de la législature, qu'il est gratuit et renouvelable ;

Vu qu'une nouvelle candidature a été parvenue au service solidarité internationale ;

Vu que l'appel à candidatures est toujours ouvert ;

Vu que la candidature suivante a été jugée recevable, pertinente et est proposée au Conseil communal afin de la nommer membre du Conseil consultatif de la solidarité internationale (CCSI) d'Uccle :

- Madame Claudia Geraets, à titre personnel ;

Vu que le secrétariat du Conseil consultatif sera assuré par le service Solidarité internationale ;

Décide : de nommer membre du Conseil consultatif de la Solidarité Internationale (CCSI) d'Uccle jusqu'à la fin de la législature : Madame Claudia Geraets, à titre personnel.

Internationale Solidariteit - Samenstelling van de Adviesraad voor Internationale Solidariteit (ARIS) legislatuur 2025-2030 van Ukkel.- Nieuwe kandidatuur

De raad,

Aangezien de algemene beleidsverklaring 2018-2024 de invoering van "een echt beleid inzake internationale solidariteit dat kwalitatief, efficiënt en duurzaam is, met een coherente coördinatie van

alle activiteiten van gemeentediensten die zich inzetten voor internationale solidariteit" en de oprichting van een "Adviesraad voor Internationale Solidariteit" vermeldt;
Aangezien het college in zitting van 23 februari 2021 zijn principeakkoord gegeven heeft voor de oprichting van een Adviesraad voor Internationale Solidariteit;
Aangezien de statuten van de Adviesraad voor Internationale Solidariteit door de gemeenteraad goedgekeurd werden in zitting van 24 juni 2021;
Aangezien er een oproep tot kandidaatstelling opengesteld werd op 1 maart 2025 om de adviesraad te vormen;
Aangezien eraan herinnerd wordt dat de leden van de raad benoemd worden door de gemeenteraad, op voorstel van het college van burgemeester en schepenen;
Aangezien herinnerd wordt aan de volgende criteria om in aanmerking te komen: minstens 18 jaar oud zijn, de burgerlijke en politieke rechten genieten, genieten van een legitimiteit om de belangen van de partners inzake internationale solidariteit te vertegenwoordigen of een uitgesproken interesse tonen in internationale solidariteit, ontwikkelingssamenwerking, wereldburgerschapseducatie, migratie of fair trade en banden hebben met de gemeente uit hoofde van zijn woonplaats, beroep of elk ander criterium, zoals deskundigheid of activiteit, aanvaard door het college van burgemeester en schepenen, die op nuttige wijze kan bijdragen tot de verwezenlijking van de doelstellingen van de adviesraad;
Aangezien eraan herinnerd wordt dat het mogelijk is individueel lid te zijn van de adviesraad of als vertegenwoordiger van een vereniging;
Aangezien eraan herinnerd wordt dat de duur van het mandaat gelijkloopt met die van de legislatuur, dat het gratis en hernieuwbaar is;
Aangezien een nieuwe kandidatuur is ontvangen door de dienst internationale solidariteit;
Aangezien de oproep tot kandidaatstelling nog steeds open is;
Aangezien de volgende kandidatuur ontvankelijk en relevant is bevonden en wordt voorgesteld aan de gemeenteraad om te worden benoemd tot lid van de Adviesraad voor internationale solidariteit (CCSI) van Ukkel:
-Mevrouw Claudia Geraets, op persoonlijke titel;
Aangezien het secretariaat van de adviesraad verzorgd wordt door de dienst Internationale Solidariteit;

Beslist:

tot lid van de Adviesraad voor Internationale Solidariteit (CCSI) van Ukkel te benoemen tot het einde van de zittingsperiode: Mevrouw Claudia Geraets, op persoonlijke titel.

DÉPARTEMENT AFFAIRES CULTURELLES ET RÉCRÉATIVES - DEPARTEMENT CULTURELE EN RECREATIEVE ZAKEN

Manifestations publiques - Openbare manifestaties

- 9 Manifestations publiques. - Convention relative à la mise à disposition d'une partie de façade en vue du placement d'une plaque commémorative. – Accord.**

Le Conseil,

Vu qu'en date du 23 mai 2024, le Conseil a marqué son accord sur la modification de la partie ucloise de la rue Edmond Picard en rue Andrée Geulen;

Vu qu'il est proposé, en collaboration avec la Commune d'Ixelles, d'y adjoindre une plaque explicative afin que les passants puissent être informés de ce changement;

Considérant que cette plaque a pour but de contextualiser ce changement de nom;

Considérant que la plaque sera placée sur la façade du n° 55 de la rue Andrée Geulen;

Considérant que l'immeuble situé à cette adresse relève de la propriété de Monsieur Eric Verlinden, domicilié avenue des Chasseurs 29 à 1410 Waterloo;

Considérant que, par un courrier du 15 juillet 2025, lui a été transmis l'information du placement d'une plaque sur la façade de son immeuble;

Considérant qu'il y a lieu de formaliser cet accord dans une convention de mise à disposition d'une partie de façade, en vue du placement d'une plaque commémorative; Vu que l'inauguration se fera le dimanche 7 septembre 2025;

Décide :

- de ratifier la convention ci-annexée.

Openbare Manifestaties. - Overeenkomst betreffende het ter beschikking stellen van een deel van de gevel voor het aanbrengen van een gedenkplaat. – Akkoord.

De Raad,

Overwegende dat de Raad op 23 mei 2024 zijn akkoord heeft gegeven voor de naamswijziging van het deel van de Edmond Picardstraat in Ukkel in Andrée Geulenstraat;

Overwegende dat voorgesteld wordt om, in samenwerking met de gemeente Elsene, een informatieplaat aan te brengen zodat voorbijgangers op de hoogte worden gebracht van deze wijziging;

Overwegende dat deze gedenkplaat tot doel heeft deze naamswijziging in context te plaatsen;

Overwegende dat de plaat zal worden aangebracht op de gevel van nr. 55 in de Andrée Geulenstraat;

Overwegende dat het gebouw op dit adres eigendom is van de heer Eric Verlinden, woonachtig te Chasseurslaan 29 te 1410 Waterloo;

Overwegende dat hem bij brief van 15 juli 2025 informatie is verstrekt over de plaatsing van een plaque op de gevel van zijn gebouw;

Overwegende dat het wenselijk is deze overeenkomst te formaliseren in een overeenkomst voor het ter beschikking stellen van een deel van de gevel, met het oog op het aanbrengen van een gedenkplaat;

Gezien het feit dat de onthulling zal plaatsvinden op zondag 7 september 2025;

Besluit:

- het bijgevoegde overeenkomst te bekrachtigen.

DÉPARTEMENT AFFAIRES SOCIALES ET ÉCONOMIQUES - DEPARTEMENT SOCIALE EN ECONOMISCHE ZAKEN

Prévention - Preventie

10 Service Prévention.- Nouvelle convention de partenariat avec Schola ULB pour la remédiation scolaire, transition secondaire, 2025-2026

Le Conseil,

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 décembre 2024 relatif à l'octroi de la subvention « pASc Continuité 2025 » à la commune d'Uccle de 100.209,39 euros en vue de financer ses projets favorisant l'accrochage scolaire pour la période de janvier à juin 2025, ainsi que sa prolongation attendue pour la période de juillet à décembre 2025;

Vu le Projet 5 du plan « Favoriser l'accrochage scolaire au niveau collectif » qui a pour objectif de développer les ressources individuelles des ucclois afin de leur permettre de suivre une scolarité réussie; Que dans l'atteinte de cet objectif, une des méthodes d'intervention du Service prévention est la mise en place d'offres collectives qui répondent à des problématiques individuelles récurrentes;

Considérant le déficit d'aide scolaire abordable à Uccle et l'importance d'offrir un soutien supplémentaire aux élèves en difficultés scolaires dans les matières pédagogiques principales; Vu l'impact et l'évaluation positive des collaborations en 2024-2025 avec Schola ULB dont la dernière approuvée au Collège du 16 décembre 2024 pour l'organisation d'atelier de préparation aux épreuves de certificat de base pendant les vacances de printemps;

Vu l'évaluation positive réalisée entre le partenaire et le service au mois de juin 2025 portant sur la collaboration;

Considérant qu'il est opportun de renouveler la convention pour l'année scolaire 2025-2026;

Considérant que les parties marquent en plus leur accord pour renouveler le « contrat de sous-traitance relatif au traitement des données à caractère personnel » pour une durée indéterminée tant que la collaboration existe entre la commune et schola ULB;

Considérant que les dépenses sont éligibles pour le financement via les subsides octroyés à la commune dans le cadre du plan d'Accrochage Scolaire communale géré par le service école de l'organisme régionale perspective.brussels, le Bureau bruxellois de la planification;

Décide : d'approuver la nouvelle convention de partenariat avec Schola ULB pour l'année 2025-2026 ainsi que le nouveau contrat de sous-traitance relatif au traitement des données à caractère personnel.

Preventiedienst.- Nieuwe partnerovereenkomst met Schola ULB voor de schoolremediëring, overgang secundair, 2025-2026

De raad,

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 december 2024 met betrekking tot de toekenning van de subsidie "gPS Voortzetting 2025" aan de gemeente Ukkel van € 100.209,39 om haar projecten ter bevordering van de schoolinschakeling in de periode van januari tot juni 2025 te financieren en de verwachte verlenging ervan voor de periode van juli tot december 2025;

Gelet op project 5 van het plan, "De schoolinschakeling op collectief vlak bevorderen", dat als doel heeft om de individuele hulpmiddelen van de Ukkelaars te ontwikkelen zodat ze een succesvolle schooltijd kunnen beleven;

Aangezien een van de interventiemethodes van de Preventiedienst om deze doelstelling te bereiken bestaat in de invoering van een collectief aanbod dat beantwoordt aan terugkerende individuele problematieken;

Overwegende het tekort aan betaalbare schoolhulp in Ukkel en het belang om extra ondersteuning te bieden aan de leerlingen met schoolmoeilijkheden in de voornaamste vakken, in het bijzonder bij de overgang naar het secundair;

Gelet op de goedkeuring van de partnerovereenkomst met Schola ULB voor de schoolremediëring, overgang secundair 2024-2025 van 12/09/2024 en de positieve evaluatie van dit project; Gelet op de positieve evaluatie van de samenwerking door de partner en de dienst in juni 2025;

Overwegende dat het wenselijk is de overeenkomst te hernieuwen voor het schooljaar 2025-2026;

Overwegende dat de partijen het bovendien eens zijn om de duur van de

"onderaannemingsovereenkomst met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens" afgesloten op 16 december 2024 te verlengen voor de periode die de nieuwe partnerovereenkomst dekt, meer bepaald het schooljaar 2025-2026;

Overwegende dat de uitgaven in aanmerking komen voor de financiering via de subsidies die aan de gemeente toegekend worden in het kader van het gemeentelijk Preventieplan tegen Schoolverzuim, beheerd door de dienst Scholen van het gewestelijk organisme perspective.brussels, het Brussels Planningsbureau;

Beslist:

De nieuwe partnerovereenkomst met Schola ULB voor de schoolremediëring, overgang secundair, 2025-2026 goed te keuren.

DÉPARTEMENT AFFAIRES CULTURELLES ET RÉCRÉATIVES - DEPARTEMENT CULTURELE EN RECREATIEVE ZAKEN

Jeunesse - Jeugd

- 11 **Département des Affaires culturelles et récréatives.- Service Jeunesse.- Demande d'un subside exceptionnel en faveur de l'ASBL Ma Maison à Toi – Maison des Jeunes « L'Antirides ».**
».Engagement de la dépense.

Le Conseil,

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ainsi que la circulaire y afférente;

Considérant que la commune par sa déclaration de politique générale s'est engagée à soutenir les mouvements de jeunesse représentant un vecteur de citoyenneté important sur le territoire communal;

Vu la demande d'un subside introduit le 1er juillet 2025 par l'asbl Ma Maison à Toi – Maison des Jeunes « L'Antirides » pour l'organisation du festival l'Incontournable qui se déroulera le 27 septembre 2025 et des 45 ans de la Maison des Jeunes ;

Vu que qu'un crédit est prévu à l'art. budgétaire 76101/332-02-MJ/61 du budget 2025 pour des subsides aux mouvements de Jeunesse ;

Attendu qu'un crédit de 1.000€ peut être alloué pour l'événement ;

Décide,

- D'octroyer un subside exceptionnel de 1.000€ à l'asbl Ma Maison à Toi – Maison des Jeunes « L'Antirides » pour l'organisation du festival l'Incontournable et les 45 ans de la Maison des Jeunes « L'Antirides » ;
- D'autoriser l'engagement de 1.000€ l'art. budgétaire 76101/332-02-MJ/61 pour l'asbl Ma Maison à toi – Maison des Jeunes « L'Antirides ».

Afdeling Culturele en Recreatieve Zaken - Jeugddiensten - Aanvraag voor een uitzonderlijke subsidie ten gunste van de vzw Ma Maison à Toi – Maison des Jeunes “L'Antirides” Vastlegging van de uitgave.

De raad,

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen en de daarbij horende omzendbrief;

Gelet op de subsidieaanvraag, ingediend op 1 juli 2025 door vzw Ma Maison à Toi - Maison des Jeunes "L'Antirides" voor de organisatie van het festival l'Incontournable dat zal plaatsvinden op 27 september 2025 en de 45ste verjaardag van het jeugdhuis;

Aangezien er een krediet van € 8.000 is voorzien onder begrotingsartikel 76101/332-02-MJ/61 van de begroting 2025 voor subsidies aan jeugdbewegingen;

Beslist,

- een subsidie van € 1.000 euro toe te kennen aan vzw Ma Maison à Toi - Maison des Jeunes "L'Antirides" voor de organisatie van het festival l'Incontournable en de 45ste verjaardag van het jeugdhuis "L'Antirides";
- de vastlegging van € 1.000 aan vzw Ma Maison à toi - Maison des Jeunes "L'Antirides" goed te keuren.

DÉPARTEMENT AFFAIRES GÉNÉRALES - DEPARTEMENT ALGEMENE ZAKEN

Contrôle interne - Interne controle

12 Approbation du Rapport Annuel 2024 sur les activités de contrôle interne de l'administration communale d'Uccle

Le Conseil,

Considérant que, sur proposition du Collège en séance du 18 juin 2024, le Conseil a approuvé le cadre définitif de mise en œuvre du système de contrôle interne de l'administration communale d'Uccle lors de sa séance en date du 27 juin 2024.

Considérant qu'en vertu de l'article 263 terdecies de la Nouvelle Loi Communale, la Secrétaire communale fait rapport annuellement sur les activités de contrôle interne, au Collège des Bourgmestre et Echevins et au Conseil communal.

Décide :

D'approuver le Rapport Annuel 2024 des missions de contrôle interne de l'administration communale d'Uccle et tel que documenté dans les annexes.

Goedkeuring van het jaarverslag 2024 over de activiteiten van de dienst Organisatiebeheersing van het gemeentebestuur van Ukkel

De raad,

Overwegende dat de raad, op voorstel van het college in zitting van 18 juni 2024, in zitting van 27 juni 2024 het definitieve kader voor de tenuitvoerlegging van het interne controlesysteem van het gemeentebestuur van Ukkel heeft goedgekeurd.

Overwegende dat de gemeentesecretaris krachtens artikel 263 terdecies van de Nieuwe Gemeentewet jaarlijks verslag uitbrengt over de activiteiten van de dienst Organisatiebeheersing aan het college van burgemeester en schepenen en aan de gemeenteraad.

Beslist:

Het jaarverslag 2024 van de opdrachten van de dienst Organisatiebeheersing van het gemeentebestuur van Ukkel, zoals gedocumenteerd in de bijlagen, goed te keuren.

DÉPARTEMENT ESPACE PUBLIC - DEPARTEMENT OPENBARE RUIMTE

Voirie - Wegen

13 Réfection de chaussées - Mercure - Dolez - exercice 2025 - Approbation de la dépense, des documents du marché et de la procédure de passation du marché.

Le Conseil,

Vu le crédit de 2.300.000,00 € inscrit à l'article 421/731-60/82-20250273 du budget extraordinaire de 2025 pour la réfection de voiries en asphalte;

Considérant que le Collège propose la réfection des chaussées de l'avenue de Mercure et de l'avenue Dolez, tronçon entre le numéro 160 et l'avenue du Prince d'Orange ;

Considérant que ces artères sont empruntées par des lignes de transports en commun de la STIB, que les structures de ces voiries ne sont pas conçues pour supporter un charroi lourd et que le passage régulier des bus a fortement dégradé les chaussées;

Considérant que les travaux comprendront principalement la réfection du revêtement des chaussées en asphalte y compris le remplacement des fondations;

Considérant que l'estimation de la dépense de ces travaux s'élève à 658.207,50 €, hors TVA, soit 915.895,74 € révision et TVA incluse et que cette dépense sera engagée à l'article 421/731-60/8220250273 du budget extraordinaire 2025;

Considérant que la procédure de passation du marché sera la procédure négociée directe avec publication préalable;

Vu l'article 234 de la nouvelle loi communale;

Décide :

1. d'approuver l'estimation d'un montant de 915.895,74 € TVA comprise;

2. d'approuver le cahier spécial des charges devant régir les travaux du présent dossier;
3. d'approuver la procédure de passation du marché, qui sera la procédure négociée directe avec publication préalable et fixer les renseignements concernant les capacités techniques des entrepreneurs, à savoir que le soumissionnaire doit satisfaire aux conditions de l'agrément d'entrepreneur de travaux, catégorie C, classe 4;
4. d'approuver l'avis de marché.

Herstellen van wegen - Mercurius - Dolez - boekjaar 2025 - goedkeuring de uitgave, de aanbestedingsdocumenten en de plaatsingsprocedure van de opdracht.

De raad,

Aangezien er een krediet van € 2.300.000,00 ingeschreven is op artikel 421/731-60/82-20250273 van de buitengewone begroting 2025 voor de herstellen van wegen in asfalt;

Aangezien het college voorstelt om de Mercuriuslaan en van het deel van de Dolezlaan tussen het nummer 160 en de Prins van Oranjelaan, heraan te leggen;

Aangezien voorgesteld wordt wegdelen op de route van openbaarvervoerlijnen van de MIVB te renoveren ;

Aangezien de structuur van deze wegen niet ontworpen is om zware voertuigen te dragen en de regelmatige doorgang van de bussen de rijbaan sterk beschadigt;

Aangezien de werken voornamelijk de herstelling van de bekleding van de rijbaan inclusief funderingen omvatten;

Aangezien de raming van de uitgave voor deze werken € 658.207,50 excl. btw beloopt, hetzij € 915.895,74 inclusief herziening en btw, en deze uitgave vastgelegd zal worden op artikel 421/73160/82-20250273 van de buitengewone begroting 2025;

Aangezien de plaatsingsprocedure van de opdracht de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking is;

Gelet op artikel 234 van de Nieuwe Gemeentewet;

Beslist:

1. De raming van een bedrag van € 915.895,74 inclusief btw goed te keuren;
2. Het bestek dat de werken van het onderhavige dossier regelt goed te keuren;
3. De plaatsingsprocedure van de opdracht goed te keuren, die de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking zal zijn, en de inlichtingen te bepalen betreffende de technische draagkracht van de aannemers, meer bepaald dat de inschrijver moet voldoen aan de erkenningsvoorwaarden voor aannemers van werken in categorie C, klasse 4;
4. De aankondiging van de opdracht goed te keuren.

14 Réaménagement de l'avenue de la Gazelle - exercice 2025 - approbation de l'avant-projet, de la dépense, des documents du marché et de la procédure de passation du marché.

Le Conseil,

Vu le crédit de 1.750.000,00 € inscrit à l'article 421/731-60/82-20250293 du budget extraordinaire de 2025 pour le réaménagement de l'avenue Gazelle;

Vu l'avant-projet réalisé par bureau d'étude du service voirie;

Considérant que cette artère est empruntée par une ligne de transports en commun de la STIB, que la structure de cette voirie n'est pas conçue pour supporter un charroi lourd et que le passage régulier des bus a fortement dégradé la chaussée;

Considérant que les travaux comprendront principalement la réfection du revêtement des chaussées en asphalte y compris le remplacement des fondations, la réfection des trottoirs et l'aménagement des carrefours;

Considérant que les travaux comprendront également la création d'une piste cyclable et l'aménagement d'espaces verts et de gestion d'eau pluviale;

Considérant que l'estimation de la dépense de ces travaux s'élève à 1.440.846,00€, hors TVA, soit

1.743.423,66 € révision et TVA incluse et que cette dépense sera engagée à l'article 421/731-60/82-20250273 du budget extraordinaire 2025;

Considérant que la procédure de passation du marché sera la procédure ouverte;

Vu l'article 234 de la nouvelle loi communale;

Décide :

1. d'approuver l'avant projet;
2. d'approuver l'estimation d'un montant de 1.743.423,66 € TVA comprise;
3. d'approuver le cahier spécial des charges devant régir les travaux du présent dossier;
4. d'approuver la procédure de passation du marché, qui sera la procédure ouverte et fixer les renseignements concernant les capacités techniques des entrepreneurs, à savoir que le soumissionnaire doit satisfaire aux conditions de l'agrément d'entrepreneur de travaux, catégorie C, classe 4;
5. d'approuver l'avis de marché.

Heraanleg van de Gazellelaan - boekjaar 2025 - goedkeuring van het voorontwerp, de uitgave, de aanbestedingsdocumenten en de plaatsingsprocedure van de opdracht.

De raad,

Aangezien er een krediet van € 1.750.000,00 ingeschreven is op artikel 421/731-60/82-20250293

van de buitengewone begroting 2025 voor de heraanleg van de Gazellelaan;

Gezien het voor project werd opgesteld door de studiebureau van de wegendienst;

Aangezien dat de Gazellelaan wordt wegdelen op de route van openbaarvervoerlijn van de MIVB; Aangezien de structuur van deze wegen niet ontworpen is om zware voertuigen te dragen en de regelmatige doorgang van de bussen de rijbaan sterk beschadigt;

Aangezien de werken voornamelijk de herstelling van de bekleding van de rijbaan inclusief funderingen, het herstellen van de trottoirs en de heraanleg van de kruispunten omvatten;

Aangezien de werken ook het creëren van een fietspad, de aanleg van groene ruimten en het beheer van regenwater omvatten;

Aangezien de raming van de uitgave voor deze werken € 1.440.846,00 excl. btw beloopt, hetzij € 1.743.423,66 inclusief herziening en btw, en deze uitgave vastgelegd zal worden op artikel 421/731-60/82-20250273 van de buitengewone begroting 2025;

Aangezien de plaatsingsprocedure van de opdracht de openprocedure is;

Gelet op artikel 234 van de Nieuwe Gemeentewet;

Beslist:

1. De raming van een bedrag van € 1.743.423,66 inclusief btw goed te keuren;
2. Het bestek dat de werken van het onderhavige dossier regelt goed te keuren;

3. De plaatsingsprocedure van de opdracht goed te keuren, die de openprocedure zal zijn, en deinlichtingen te bepalen betreffende de technische draagkracht van de aannemers, meer bepaald dat de inschrijver moet voldoen aan de erkenningsvoorwaarden voor aannemers van werken in categorie C, klasse 4;
4. De aankondiging van de opdracht goed te keuren.

15 **Asphaltages quartier Coghen - exercice 2025 - Approbation de la dépense, des documents du marché et de la procédure de passation du marché.**

Le Conseil,

Vu le crédit de 2.300.000,00 € inscrit à l'article 421/731-60/82-20250273 du budget extraordinaire de 2025 pour la réfection de voiries en asphalte;

Considérant que le Collège propose la réfection du revêtement en asphalte de l'avenue Coghen, tronçon entre l'avenue Brugmann et la rue des Carmélites, de la rue de Boetendael, tronçon entre l'avenue de Messidor et la rue des Cottages;

Considérant que l'estimation de la dépense de ces travaux s'élève à 427.500,00€, hors TVA, soit 569.002,50 € révision et TVA incluse et que cette dépense sera engagée à l'article 421/731-60/8220250273 du budget extraordinaire 2025;

Considérant que la procédure de passation du marché sera la procédure négociée directe avec publication préalable;

Vu l'article 234 de la nouvelle loi communale;

Décide :

1. d'approuver l'estimation d'un montant de 569.002,50 € TVA comprise;
2. d'approuver le cahier spécial des charges devant régir les travaux du présent dossier;
3. d'approuver la procédure de passation du marché, qui sera la procédure négociée directe avec publication préalable et fixer les renseignements concernant les capacités techniques des entrepreneurs, à savoir que le soumissionnaire doit satisfaire aux conditions de l'agrément d'entrepreneur de travaux, catégorie C, classe 3;
4. d'approuver l'avis de marché.

Asfalteringen Coghenswijk - boekjaar 2025 - goedkeuring de uitgave, de aanbestedingsdocumenten en de plaatsingsprocedure van de opdracht.

De raad,

Aangezien er een krediet van € 2.300.000,00 ingeschreven is op artikel 421/731-60/82-20250273 van de buitengewone begroting 2025 voor de herstellen van wegen in asfalt;

Aangezien het college voorstelt om de wegbedekking in asfalt van de Coghenaan, gedeelte tussen de Brugmannaan en de Carmelitenstraat, de Boetendaelstraat, strook tussen de Messidorlaan en de Landhuisjesstraat;

Aangezien de raming van de uitgave voor deze werken € 427.500,00. btw beloopt, hetzij € 569.002,50 inclusief herziening en btw, en deze uitgave vastgelegd zal worden op artikel 421/731-60/82-20250273 van de buitengewone begroting 2025;

Aangezien de plaatsingsprocedure van de opdracht de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking is;

Gelet op artikel 234 van de Nieuwe Gemeentewet;

Beslist:

1. De raming van een bedrag van € 569.002,50 inclusief btw goed te keuren;
2. Het bestek dat de werken van het onderhavige dossier regelt goed te keuren;
3. De plaatsingsprocedure van de opdracht goed te keuren, die de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking zal zijn, en de inlichtingen te bepalen betreffende de technische draagkracht van de aannemers, meer bepaald dat de inschrijver moet voldoen aan de erkenningsvoorwaarden voor aannemers van werken in categorie C, klasse 4;
4. De aankondiging van de opdracht goed te keuren.

DÉPARTEMENT AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET POLITIQUE FONCIÈRE DEPARTEMENT RUIMTELIJKE ORDENING EN GRONDBELEID

Propriétés communales - Gemeente-eigendommen

- 16 **Propriétés communales – Rue de Percke : approbation de l’acte d’acquisition en pleine propriété de trois parcelles de terrain situées le long de la voie publique et comprenant le ruisseau Linkebeek - engagement de la dépense - Mode de financement - Liquidation des frais de notaire.**

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale, et plus particulièrement les articles 117 et 232 ;

Vu la délibération n° 016/23.04.2024/B/0043 par laquelle le Collège échevinal a marqué son accord de principe pour solliciter du CPAS de Bruxelles l’occupation, à titre précaire et temporaire, de deux parcelles lui appartenant situées rue de Percke et cadastrées à Uccle, dans la 4e division, section F, sous les numéros 447 et 448 D d’une superficie respective de 350 m² et 320 m², en attendant leur acquisition ;

Considérant que la convention précaire a été signée en date du 3 mars 2025 ;

Considérant que, par un courrier du 12 juillet 2024, le CPAS de Bruxelles a informé la Commune d’Uccle de l’accord de son Conseil, en séance du 26 juin 2024, pour la cession des deux parcelles susvisées, afin de permettre à la Commune de mettre en œuvre son projet de végétalisation du lit du ruisseau très artificiel au droit de ces parcelles ;

Considérant que la Commune a obtenu un permis d’urbanisme pour réaménager ces deux parcelles et ainsi modifier les ouvrages réalisés par l’ex-SBGE (Hydria) sur le Linkebeek ;

Considérant que le chantier communal est actuellement en cours sur ces deux parcelles ;

Considérant que suite à un signalement de la Commune à la partie venderesse, une troisième parcelle (427B, d'une superficie d'environ 265 m²) a été incorporée par erreur dans la voirie lors de travaux réalisés par l'ex-SBGE (Hydria), et que celle-ci souhaite régulariser cette situation ;

Considérant que l'acquisition concerne au total trois parcelles de terre contiguës appartenant au CPAS de Bruxelles, s'étirant sur une longueur d'environ 170 mètres, et qu'elles correspondent, en largeur, au lit du ruisseau, à ses berges, à la clôture en lattes de bois ainsi qu'à la plate-bande étroite située entre celle-ci et la voirie communale ;

Considérant que le Notaire Pablo DE DONCKER, à Bruxelles, a rédigé un acte d'acquisition pour les 3 parcelles ;

Que la présente vente est consentie et acceptée pour le prix de neuf mille neuf cent six euros (9.906,00€) composé comme suit : un montant de trois mille quarante-huit euros (3.048€) pour la parcelle 427B et un montant de six mille huit cent cinquante-huit euros (6.858€) pour les parcelles 447 et 448D ;

Que le notaire a envoyé son décompte de frais, droit et honoraires, qui s'élève à un montant 3.059,23 € ;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

Décide :

D'approuver le projet d'acte authentique de vente de gré à gré pour cause d'utilité publique rédigé par le Notaire Pablo De Doncker, établi à 1000 Bruxelles, 51 rue du Vieux marché aux grains, dont les conditions essentielles sont les suivantes : *« Les antiquités, monnaies, médailles, trésors, fossiles et objets d'histoire naturelle, qui pourraient être retrouvés dans les biens vendus, sont expressément réservés par le Centre Public d'Action Sociale de Bruxelles comme ne faisant pas partie de la vente. Il sera permis au Centre Public d'Action Sociale de Bruxelles de charger un préposé de surveiller les fouilles et l'acquéreur ne pourra, sous aucun prétexte, éloigner ce préposé, sous peine de tous dommages-intérêts »* ;

D'engager la dépense extraordinaire relative à l'acquisition des 3 parcelles sur l'article 766/711-60/87-2025-0103 du budget communal pour 2025, soit un montant de 4.506 € pour les trois parcelles concernées, ainsi qu'un complément qui a fait l'objet d'un report de crédit de 2024 vers 2025 ;

De liquider la dépense totale de 9.906,00€ (neuf mille neuf cents six euros) au bénéfice du compte bancaire n°BE29 7350 3208 5564 ouvert au nom du Notaire Pablo De Doncker avec comme communication #000/1002/44345# ;

D'engager le montant libellé sur le décompte de la provision pour frais, droits et honoraires relatifs à l'acquisition des 3 parcelles reprise ci-dessus, situées rue de Percke sur les crédits inscrits à l'article 766/123-20/87 du budget communal de 2025 ;

De liquider, en faveur du Notaire De Doncker, une dépense de 3.059,23 € (trois mille cinquante-neuf euros et vingt-trois cents) à l'article 766/123-20/87 du budget communal de

Gemeente-eigendommen - De Perckestraat: goedkeuring van de akte voor de aankoop in volle eigendom van drie percelen grond gelegen langs de openbare weg die de Linkebeek omvatten vastlegging en betaling van de notariskosten.

De raad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, in het bijzonder artikel 117 en 232;

Gelet op beraadslaging 016/23.04.2024/B/0043, waardoor het schepencollege zijn principeakkoord verleend heeft om aan het OCMW van Brussel te vragen om twee percelen grond die hem toebehoren, gelegen in de de Perckestraat en gekadastraerd te Ukkel, in de 4e afdeling, sectie F, onder nummer 447 en 448D, met een respectievelijke oppervlakte van 350 m² en 320 m², ter bedde en tijdelijk te mogen bezetten in afwachting van de aankoop ervan;

Overwegende dat de preciaire overeenkomst ondertekend werd op 3 maart 2025;

Overwegende dat het OCMW van Brussel de gemeente Ukkel in een brief van 12 juli 2024 geïnformeerd heeft over het akkoord van zijn raad, in zitting van 26 juni 2024, voor de overdracht van de twee voornoemde percelen, zodat de gemeente haar vergroeningsproject van de zeer kunstmatige bedding van de beek ter hoogte van deze percelen kan uitvoeren;

Overwegende dat de gemeente een stedenbouwkundige vergunning verkregen heeft om deze twee percelen heraan te leggen en zo de kunstwerken verwezenlijkt door de voormalige BMWB (Hydria) op de Linkebeek te wijzigen;

Overwegende dat de gemeentelijke werken momenteel aan de gang zijn op deze twee percelen;

Overwegende dat ingevolge een melding van de gemeente aan de verkopende partij een derde perceel (427B, met een oppervlakte van ongeveer 265 m²) per ongeluk in de weg ingelijfd werd bij werken door de voormalige BMWB (Hydria) en dat ze deze situatie wil regulariseren;

Overwegende dat de aankoop in totaal drie aangrenzende percelen grond betreft die toebehoren aan het OCMW van Brussel en zich uitstrekken over een lengte van ongeveer 170 meter, dat ze in de breedte overeenkomen met de bedding van de beek, haar oevers, de omheining in houten latten en het smalle bloemperk tussen de omheining en de gemeenteweg;

Overwegende dat notaris Pablo DE DONCKER, te Brussel, een aankoopakte voor de 3 percelen opgesteld heeft;

Dat de onderhavige verkoop toegestaan en aanvaard wordt voor de prijs van negenduizend negenhonderdenzes euro (€ 9.906,00), samengesteld als volgt: een bedrag van drieduizend achtenveertig euro (€ 3.048,00) voor perceel 427B en een bedrag van zesduizend achthonderdachtenvijftig euro (€ 6.858,00) voor perceel 447 en 448D;

Dat de notaris zijn afrekening van kosten, rechten en erelonen opgestuurd heeft, die € 3.059,23 beloopt;

Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen,

Beslist:

Het ontwerp van authentieke onderhandse verkoopakte ten algemenen nutte opgesteld door notaris Pablo De Doncker, gevestigd te 1000 Brussel, Oude Graanmarkt 51, goed te keuren op de volgende essentiële voorwaarden: "De antiquiteiten, munten, medailles, schatten, fossielen en natuurhistorievoorwerpen die gevonden worden in de verkochte goederen zijn door het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn van Brussel uitdrukkelijk voorbehouden als zijnde geen deel van de verkoop. Het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn van Brussel mag een aangestelde ermee belasten toezicht te houden op de graafwerken en de koper mag in geen geval deze aangestelde wegsturen, op straffe van een schadevergoeding";

De buitengewone uitgave voor de aankoop van de 3 percelen vast te leggen op artikel 766/711-60/8720250103 van de gemeentebegroting voor 2025, hetzij een bedrag van € 4.506 voor de drie betrokken percelen, evenals een bijkomend bedrag dat het voorwerp heeft uitgemaakt van een overdracht van krediet van 2024 naar 2025;

Deze totale uitgave van € 9.906,00 (negenduizend negenhonderdenzes euro) te betalen op bankrekening BE29 7350 3208 5564 geopend op naam van notaris Pablo De Doncker, met als mededeling #000/1002/44345#;

Het bedrag dat op de afrekening omschreven is als het voorschot voor kosten, rechten en erelonen met betrekking tot de aankoop van de 3 bovenstaande percelen, gelegen in de de Perckestraat, vast te leggen op de kredieten ingeschreven op artikel 766/123-20/87 van de gemeentebegroting van 2025; Een uitgave van € 3.059,23 (drieduizend negenenvijftig euro drieëntwintig cent) op artikel 766/12320/87 van de gemeentebegroting van 2025, die overeenstemt met de afrekening van de kosten, rechten en erelonen met betrekking tot de onderhavige verrichting, te betalen ten bate van notaris De Doncker, met als mededeling #000/1002/44345#.

17 **Propriétés communales : Bâtiment sis rue des Fidèles 32 (Voirie) – Occupation précaire et temporaire d’une partie du parking par un artiste – Approbation de la convention.**

Le Conseil,

Vu la Nouvelle Loi communale et notamment les articles 117 et 232 ;

Considérant que le parking situé rue des Fidèles 32 est actuellement partiellement inoccupé ;

Considérant que plusieurs projets de réhabilitation des lieux sont en cours de préparation ou de réalisation, mais n’aboutiront pas dans les mois à venir ;

Considérant que l’artiste Jean-François DIORD a été chargé par la Commune de réaliser une œuvre sculpturale qui sera installée sur le rond-point du square de Fré, à proximité de la piscine du Longchamp ;

Que l’assemblage de cette œuvre nécessitera plusieurs mois de travail dans un espace suffisamment vaste et partiellement couvert ;

Considérant qu’une visite des lieux a été effectuée conjointement par les services communaux et Monsieur DIORD, et qu’il a été constaté que le parking situé rue des Fidèles répond aux besoins techniques liés à la réalisation de l’œuvre ;

Considérant que, pour couvrir les charges d'eau et d'électricité liées à cette occupation, l'occupant versera une participation mensuelle forfaitaire de trente euros (30,00 €) ;

Considérant qu'une convention d'occupation précaire et temporaire, prenant cours le 1er octobre 2025 et conclue pour une durée initiale de neuf mois, renouvelable mensuellement, pourra être signée avec l'occupant, et qu'elle précisera notamment :

- le caractère strictement temporaire et précaire de l'occupation, liée à la réalisation de l'œuvre et à la disponibilité actuelle des lieux,
- la possibilité de résiliation par chacune des parties moyennant un préavis d'un mois,
- l'obligation de veiller à une cohabitation respectueuse avec les autres occupants,

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

Décide :

D'autoriser la mise à disposition, à titre précaire et temporaire, d'une partie du parking (selon plan annexé) du bâtiment sis rue des Fidèles 32, à Monsieur Jean-François DIORD, domicilié Vieille rue du Moulin 165 à 1180 Uccle ;

D'approuver la convention d'occupation précaire pour une durée de neuf (9) mois, renouvelable de mois en mois, prenant cours le 1er octobre 2025, aux conditions suivantes :

- redevance forfaitaire de trente euros (30,00 €) par mois pour la participation aux charges (eau et électricité),
- résiliation possible à tout moment par chacune des parties, moyennant un préavis d'un mois,
- occupation réalisée dans le respect des autres usagers et des lieux.

Gemeente-eigendommen: Gebouw gelegen in de Gelovigenstraat 32 (Wegen) - Tijdelijke en precare bezetting van een deel van de parking door een kunstenaar - Goedkeuring van de overeenkomst.

De raad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet en in het bijzonder artikel 117 en 232;

Overwegende dat de parking in de Gelovigenstraat 32 momenteel gedeeltelijk onbezet is;

Overwegende dat er verschillende projecten voor het opknappen van de plaatsen momenteel worden voorbereid of uitgevoerd maar niet zullen voltooid zijn in de komende maanden;

Overwegende dat kunstenaar Jean-François DIORD van de gemeente de opdracht heeft gekregen om een beeldhouwwerk te maken dat geplaatst zal worden op de rotonde van de de Frésquare, vlakbij het zwembad Longchamp;

Overwegende dat de assemblage van dit werk meerdere maanden werk zal vergen in een voldoende grote, gedeeltelijk overdekte ruimte;

Overwegende dat de gemeentediensten en de heer DIORD gezamenlijk een bezoek ter plaatse hebben gebracht en dat is vastgesteld dat de parking in de Gelovigenstraat voldoet aan de technische eisen voor de realisatie van het kunstwerk;

Overwegende dat de bezetter een vaste maandelijkse bijdrage van dertig euro (€ 30) zal betalen om de water- en elektriciteitskosten van deze bezetting te dekken;

Overwegende dat er met de bezetter een overeenkomst voor tijdelijke en preciaire bezetting kan worden gesloten, die ingaat op 1 oktober 2025 en wordt afgesloten voor een eerste periode van negen maanden, die maandelijks kan worden verlengd, en dat in deze overeenkomst met name het volgende wordt bepaald:

- de strikt tijdelijke en preciaire aard van de bezetting, gekoppeld aan de assemblage van het werk en de huidige beschikbaarheid van de plaatsen,
- de mogelijkheid van beëindiging door beide partijen met inachtneming van een opzegtermijn van één maand,
- de verplichting om respectvol samen te leven met de andere bezetters,

Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen,

Beslist:

Zijn goedkeuring te verlenen aan de tijdelijke en preciaire bezetting van een deel van de parking (volgens bijgevoegd plan) van het gebouw in de Gelovigenstraat 32 door de heer Jean-François DIORD, gedomicilieerd in de Oude Molenstraat 165, 1180 Ukkel;

Zijn goedkeuring te verlenen aan de overeenkomst voor preciaire voor een periode van negen (9) maanden, verlengbaar van maand tot maand, met ingang op 1 oktober 2025, onder de volgende voorwaarden:

- een forfaitaire vergoeding van dertig euro (€ 30) per maand voor nutsvoorzieningen (water en elektriciteit),

- de mogelijkheid van beëindiging door beide partijen met inachtneming van een opzegtermijn van één maand,
- bezetting met respect voor de andere gebruikers en de plaatsen.

18 **L'urgence est demandée - Propriétés communales – Utilisation de caméras mobiles sur des drones, DIAB (Drones in a box) – approbation de la convention dans le cadre d'interventions policières exceptionnelles. (Complémentaire)**

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale, et plus particulièrement les articles 117 et 232 ;

Vu la délibération n° 016/22.05.2025/A/0005 par laquelle le Conseil communal a autorisé la zone de police Marlow à recourir à des caméras mobiles embarquées sur drones (système DIAB) dans le cadre d'interventions d'urgence, imprévisibles et à caractère exceptionnel, ainsi qu'à utiliser ces dispositifs à des fins dûment listées ;

Vu la loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel ;

Vu la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police, et plus spécifiquement les articles 25/1 et suivants encadrant l'installation et l'usage visible de caméras par les services de police ;

Considérant que la zone de police Marlow souhaite développer un partenariat avec la société Citymesh (Kappellestraat 130/144 Block D, 8020 Oostkamp) pour mettre en œuvre l'utilisation de drones équipés de caméras mobiles dans le cadre d'interventions urgentes, exceptionnelles et non prévisibles sur le territoire de la zone ;

Considérant que les drones seront pilotés par un opérateur de la société Citymesh, sous la supervision directe d'un agent opérationnel de la zone de police, et sans que l'opérateur civil n'ait accès aux images capturées ;

Considérant que le Service des Propriétés communales de la Commune a examiné la convention encadrant l'utilisation du système DIAB à la lumière des résultats positifs de cette évaluation ;

Considérant que l'usage de cette technologie poursuit plusieurs finalités essentielles, à savoir :

-

Documenter le déroulement des interventions de police ;

- Améliorer la traçabilité et le compte rendu des opérations aux autorités administratives et judiciaires ;
- Renforcer la sécurité des fonctionnaires de police ;
- Dissuader les comportements violents et réduire les plaintes infondées à l'encontre des agents ;
- Accroître le professionnalisme des interventions ;

Considérant que l'utilisation de caméras sur le territoire communal par les services de police nécessite l'autorisation préalable du conseil communal, laquelle doit spécifier le type de caméras, leurs finalités et modalités d'usage ;

Considérant que les dispositifs concernés répondent à la définition de « caméras mobiles » au sens de l'article 25/2 §1 de la loi du 5 août 1992, dès lors qu'ils sont installés sur des drones en mouvement ;

Considérant que les données collectées comprennent :

- Les images (vidéos et photos) capturées par les caméras embarquées ;
- Les métadonnées associées : date, heure d'enregistrement, localisation GPS ;

Considérant qu'en vertu de la législation en vigueur :

- Les images sont conservées pour une durée maximale de 365 jours ;
- L'accès aux données est autorisé pendant 30 jours après leur enregistrement, sous réserve d'une justification opérationnelle ;
- Passé ce délai, l'accès est limité à des fins de police judiciaire, sur décision écrite et motivée du procureur du Roi ;

Considérant qu'en application de ces dispositions, la zone de police Marlow conservera les données pour une durée initiale de 30 jours ;

Considérant que la zone de police procédera à l'enregistrement de ce traitement dans son propre registre ainsi que dans REGPOL, le registre de la police intégrée ;

Considérant qu'une analyse d'impact relative à la vie privée sera effectuée après la phase de test afin d'évaluer :

- Les catégories de données personnelles traitées ;
- La proportionnalité des moyens utilisés ;
- La pertinence des objectifs opérationnels ;
- La durée de conservation des données ;
- Les modalités de conservation et de sécurité des enregistrements ;

Considérant qu'une analyse complémentaire de la phase test sera menée par le DPO office de la zone de police afin de s'assurer de la conformité du traitement ;

Considérant que l'Organe de contrôle de l'information policière sera consulté avant la mise en œuvre opérationnelle du dispositif, et que le DPO office l'informerait également du déroulement de la phase test ;

Considérant que la zone de police s'engage à informer la population de l'autorisation délivrée via ses propres canaux de communication et ceux de l'administration communale ;

Décide :

•
D'approuver les termes de la convention encadrant la mise à disposition d'un système de type Dronein-a-Box (DIAB), installé sur une partie du toit du Centre Administratif Unique (CAU), situé rue de Stalle 77 à 1180 Uccle, aux conditions principales suivantes :

CITYMESH installe, exploite et entretient le système DIAB à ses frais, en veillant à la stabilité et à l'intégrité du bâtiment sur base d'une expertise préalable ;

- l'accès à l'installation est garanti 24h/24 et 7j/7 aux personnes désignées par CITYMESH, avec information du propriétaire en cas d'intervention nocturne (sauf urgence) ;
- l'ensemble du matériel reste la propriété exclusive de CITYMESH, qui le retirera en fin de convention ou en cas de résiliation, sauf les éléments structurels indétachables ;
- la consommation électrique est intégralement supportée par CITYMESH, via un compteur distinct, sans charge pour la Commune ;
- l'installation du matériel par grue ou autre moyen de levage est conditionnée à l'obtention préalable des permis et autorisations nécessaires par CITYMESH ;
- CITYMESH souscrit et maintient en vigueur une assurance responsabilité civile d'au moins 1.000.000 EUR par sinistre, ainsi qu'une couverture incendie avec renonciation réciproque à recours entre les parties ;
- la convention est conclue jusqu'au 31 mars 2026, avec possibilité de reconduction, et peut être résiliée à tout moment par l'une ou l'autre partie moyennant un préavis de trois mois.

Hoogdringendheid wordt gevraagd - Gemeente-eigendommen - Gebruik van mobiele camera's op drones, DIAB (Drones in a box) - goedkeuring van de overeenkomst in het kader van uitzonderlijke politie-interventies. (Aanvullend)

De raad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, in het bijzonder artikel 117 en 232;

Gelet op beraadslaging 016/22.05.2025/A/0005, waardoor de gemeenteraad politiezone Marlow toestemming gegeven heeft om een beroep te doen op ingebouwde mobiele camera's op drones (DIAB-systeem) in het kader van dringende, onvoorzienbare en uitzonderlijke interventies en om deze voorzieningen te gebruiken voor behoorlijk opgelijste doeleinden;

Gelet op de wet van 30 juli 2018 betreffende de bescherming van natuurlijke personen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens;

Gelet op de wet van 5 augustus 1992 op het politieambt, in het bijzonder artikel 25/1 en volgende, die de installatie en het zichtbaar gebruik van camera's door de politiediensten omkaderen;

Overwegende dat politiezone Marlow een samenwerking met de firma Citymesh (Kappellestraat 130/144 Block D, 8020 Oostkamp) wil opzetten om drones uitgerust met mobiele camera's te gebruiken in het kader van dringende, uitzonderlijke en onvoorzienbare interventies op het grondgebied van de zone;

Overwegende dat de drones aangestuurd worden door een operator van de firma Citymesh, onder het rechtstreeks toezicht van een operationeel agent van de politiezone en zonder dat de burgerlijke operator toegang heeft tot de beelden;

Overwegende dat de dienst Gemeente-eigendommen van de gemeente de overeenkomst die het gebruik van het DIAB-systeem omkadert bestudeerd heeft in het licht van de positieve resultaten van deze evaluatie;

•

Overwegende dat het gebruik van deze technologie verschillende essentiële doeleinden nastreeft, meer bepaald:

- Het verloop van de politie-interventies documenteren;
- De traceerbaarheid en het verslag van de operaties aan de administratieve en gerechtelijke instanties verbeteren;
- De veiligheid van de politieagenten versterken;
- Gewelddadig gedrag ontraden en ongegronde klachten tegen de agenten verminderen; Het
- professionalisme van de interventies vergroten;

Overwegende dat het gebruik van camera's op het gemeentelijk grondgebied door de politiediensten de voorafgaande toelating van de gemeenteraad vereist, die het type camera's, de doeleinden en de gebruiksmodaliteiten ervan moet verduidelijken;

Overwegende dat de betrokken voorzieningen beantwoorden aan de definitie van "mobiele camera's" in de zin van artikel 25/2 §1 van de wet van 5 augustus 1992 aangezien ze geïnstalleerd zijn op bewegende drones;

Overwegende dat de verzamelde gegevens het volgende omvatten:

- De beelden (video's en foto's) van de ingebouwde camera's;
- De metagegevens die ermee gepaard gaan: datum, uur van opname, gps-locatie;

Overwegende dat krachtens de geldende wetgeving:

- De beelden hoogstens 365 dagen bewaard worden;
- De toegang tot de gegevens toegestaan is gedurende 30 dagen na de opname ervan, onder voorbehoud van een operationele rechtvaardiging;
- Na deze termijn de toegang beperkt is tot doeleinden van gerechtelijke politie, op schriftelijke en gemotiveerde beslissing van de procureur des Konings;

Overwegende dat politiezone Marlow in toepassing van deze bepalingen de gegevens bewaart voor een initiële duur van 30 dagen;

Overwegende dat de politiezone overgaat tot de registratie van deze verwerking in haar eigen register en in REGPOL, het register van de geïntegreerde politie;

Overwegende dat er een impactanalyse van de privacy verricht wordt na de testfase om het volgende te evalueren:

- De categorieën van verwerkte persoonsgegevens;
- De evenredigheid van de gebruikte middelen;
- De relevantie van de operationele doelstellingen;
- De bewaarduur van de gegevens;
- De bewaar- en veiligheidsmodaliteiten van de opnames;

Overwegende dat er een bijkomende analyse van de testfase gevoerd wordt door de DPOoffice van de politiezone om zich te verzekeren van de conformiteit van de verwerking;

Overwegende dat het Controleorgaan op de Politie Informatie geraadpleegd wordt voor de operationele uitvoering van de voorziening en dat de DPOoffice het ook informeert over het verloop van de testfase;

Overwegende dat de politiezone zich ertoe verbindt de bevolking over de afgeleverde toelating te informeren via haar eigen communicatiekanalen en die van het gemeentebestuur;

-

Beslist:

De bewoordingen van de overeenkomst die de terbeschikkingstelling van een systeem van het type Drone-in-a-Box (DIAB) omkadert, geïnstalleerd op een deel van het dak van het Administratief Centrum van Ukkel (ACU), gelegen Stallestraat 77 te 1180 Ukkel, goed te keuren op de volgende voornaamste voorwaarden:

- CITYMESH installeert, exploiteert en onderhoudt het DIAB-systeem op zijn kosten en waakt

Projet - Ontwerp

- over de stabiliteit en de integriteit van het gebouw op basis van een voorafgaande expertise;
- De toegang tot de installatie wordt 24/24 en 7/7 gegarandeerd aan de personen die door CITYMESH aangeduid zijn, met informatie aan de eigenaar in geval van nachtelijke interventie (behalve in noodgevallen);
- Al het materiaal blijft de exclusieve eigendom van CITYMESH, die het verwijdt op het einde van de overeenkomst of in geval van ontbinding, behalve de niet-verwijderbare structurele elementen;
- Het elektriciteitsverbruik wordt volledig gedragen door CITYMESH, via een afzonderlijke teller, zonder kosten voor de gemeente;
- De installatie van het materiaal met een kraan of een ander hijsmiddel is gebonden aan de voorafgaande verkrijging van de nodige vergunningen en toelatingen door CITYMESH;
- CITYMESH ondertekent en handhaaft een verzekering burgerlijke aansprakelijkheid van minstens € 1.000.000 per schadegeval, alsook een branddekking met wederzijdse afstand van verhaal tussen de partijen;
- De overeenkomst wordt gesloten tot 31 maart 2026, met mogelijkheid tot verlenging, en kan te allen tijde door een van beide partijen ontbonden worden middels een opzegtermijn van drie maanden.

19 L'urgence est demandée - Propriétés communales – Bâtiment Stalle – Neerstalle : remise en location du rez-de-chaussée commercial sis chaussée de Neerstalle 456. (Complémentaire)

Le Conseil,

Considérant que, par délibération du 8 octobre 2015, le Collège des Bourgmestre et Échevins a marqué son accord sur la mise en location des surfaces commerciales situées chaussée de Neerstalle 454-456-458, désignées sous les lettres A, B et C ;

Considérant que le local B, d'une superficie de 45 m², a été loué pour une durée de neuf ans à un commerçant y exerçant une activité de tatouage ;

Que cette activité a cessé à la suite de l'expiration du contrat de bail, et que le bien a été restitué en bon état, hormis une remise en peinture, laquelle a été réalisée ;

Considérant que le bien est désormais disponible pour une nouvelle mise en location, dans le cadre d'un bail commercial de 9 ans, et que la Commune souhaite poursuivre ses efforts de redynamisation du quartier d'Uccle-Stalle en attirant un commerce de qualité, excluant toutefois toute activité de type Horeca, commerce de nuit ou activité liée aux jeux de hasard ;

Considérant l'intérêt pour la Commune d'attirer un porteur de projet stable, financièrement solide et contribuant à la vitalité du tissu commercial local ;

Considérant que ce bien, situé sur un axe à forte visibilité et bénéficiant d'une bonne accessibilité, constitue une opportunité intéressante pour un projet commercial cohérent avec le développement du quartier ;

Considérant que le loyer mensuel est fixé à 1.000 € (hors charges), indexé annuellement, avec un précompte immobilier estimé à environ 580 €, et que l'entrée en jouissance est envisagée pour le 1er décembre 2025 ;

Considérant que les candidats devront remettre un dossier complet, comprenant notamment une présentation détaillée du projet, les éléments d'identification du porteur, et, pour les personnes morales, les extraits des statuts publiés au Moniteur belge ;

Considérant enfin qu'il y a lieu d'assurer une large publicité de cet appel à candidatures, tant sur les supports de communication communaux que dans la presse locale ;

Décide

de lancer un appel à candidatures ci-annexé pour la location du local commercial situé chaussée de Neerstalle 456, d'une superficie de 45 m², pour un loyer mensuel de 1.000 €, hors charges, indexé annuellement, dans le cadre d'un bail commercial de 9 ans, en excluant formellement les activités de type Horeca, commerce de nuit et jeux de hasard ;

de fixer l'entrée en jouissance au 1er décembre 2025, sous réserve de la finalisation des démarches administratives ;

de diffuser l'appel à candidatures via les canaux de communication de la Commune, notamment le site internet communal, les panneaux d'information et dans le Wolvendael.

Hoogdringendheid wordt gevraagd - Gebouw Stalle - Neerstalle: opnieuw verhuren van de commerciële benedenverdieping Neerstallesteenweg 456, ingevolge het faillissement van de huurder (Aanvullend)

De raad,

Overwegende dat het college van burgemeester en schepenen per beraadslaging van 8 oktober 2015 zijn goedkeuring heeft verleend aan de verhuring van handelsruimtes in de Neerstallesteenweg 454/456-458, aangeduid met de letters A, B en C;

Overwegende dat pand B, met een oppervlakte van 45 m², voor een periode van negen jaar is verhuurd aan een handelaar die er een tatoeagezaak uitbaat;

Overwegende dat deze activiteit werd gestaakt na het verstrijken van de huurovereenkomst en dat het pand in goede staat werd teruggegeven, afgezien van een nieuwe verfbeurt, die werd uitgevoerd;

Overwegende dat het goed nu opnieuw kan worden verhuurd met een handelshuurovereenkomst van 9 jaar en dat de gemeente haar inspanningen wil voortzetten om de wijk Ukkel-Stalle nieuw leven in te blazen door een kwalitatieve handelszaak aan te trekken, met uitsluiting evenwel van elke horecagelegenheid, nachtelijke activiteit of activiteit die verband houdt met kansspelen;

Overwegende dat het in het belang van de gemeente is om een stabiele, financieel gezonde projecteigenaar aan te trekken die bijdraagt aan de vitaliteit van de lokale commerciële structuur;

Overwegende dat dit pand, gelegen aan een goed zichtbare weg met een goede bereikbaarheid, een interessante kans biedt voor een commercieel project dat in overeenstemming is met de ontwikkeling van de wijk;

Overwegende dat de maandelijkse huur is vastgesteld op € 1.000 (excl. lasten), jaarlijks geïndexeerd, met een geraamde onroerende voorheffing van ongeveer € 580, en dat het de bedoeling is om het vruchtgebruik te laten starten op 1 december 2025;

Overwegende dat de kandidaten een volledig dossier moeten indienen, met daarin een gedetailleerde presentatie van het project, identificatiegegevens van de initiatiefnemer en, in het geval van rechtspersonen, uittreksels uit de in het Belgisch Staatsblad gepubliceerde statuten;

Overwegende, ten slotte, dat aan deze oproep tot het indienen van kandidaturen bekendheid moet worden gegeven, zowel in de gemeentelijke communicatiemediën als in de lokale pers;

Beslist

een oproep tot het indienen van kandidaturen te lanceren voor de huur van de handelsruimte in de Neerstallesteenweg 456, met een oppervlakte van 45 m², voor een maandelijkse huurprijs van 1.000, excl. lasten, jaarlijks geïndexeerd, krachtens een handelshuurovereenkomst van 9 jaar, formeel met uitsluiting van activiteiten zoals horeca, nachthandel en kansspelen;

de start van het vruchtgebruik vast te stellen op 1 december 2025, onder voorbehoud van de finalisering van de administratieve formaliteiten;

de oproep tot het indienen van kandidaturen te verspreiden via de communicatiekanalen van de gemeente, met name de website van de gemeente, infoborden en in de Wolvendael.

Régie foncière - Grondregie

20 Régie foncière – Propriétés communales : convention-type d’occupation pour les parcelles potagères au Plateau Avijl, avenue Latérale, rue de Linkebeek et rue du Melkriek – modification des modalités tarifaires.

Le Conseil,

Vu la Nouvelle Loi communale, spécialement les articles 117 et 232 ;

Vu la délibération n°016/28.11.2024/A/0012#, par laquelle le Conseil communal a décidé du principe et fixé les nouvelles conditions d’occupation des potagers communaux et a approuvé la convention-type d’occupation précaire ;

Considérant que des demandes supplémentaires d’occupation des potagers sont parvenues à l’Administration, émanant de personnes individuelles, se présentant au nom de collectifs de citoyens non constitués sous la forme juridique d’une personne morale, dont la plupart des membres ne souhaitent pas assumer de responsabilité dirigeante au sein de leur groupement pour les activités développées ;

Que, dès lors, les catégories de bénéficiaires pouvant prétendre à l'occupation d'un potager communal devraient être étendues à toute personne agissant en leur nom propre ou au nom d'un groupement ou collectif de citoyens, désireux de développer des activités associatives sociales ou d'entraide citoyenne, favorisant la participation et contribuant à l'entente et à la cohésion entre riverains et usagers des potagers, en remplissant une fonction sociale et en rendant un service à la collectivité ;

Que ces groupements ou collectifs de citoyens, mentionnés précédemment, sont des associations de fait, sans existence juridique propre ;

Considérant en outre que ces personnes ou groupements disposent de ressources financières très limitées, au regard de l'action souvent bénévole qu'ils mènent ;

Considérant qu'une nouvelle disposition (art. 4bis) devrait être insérée dans la rubrique « Redevances » des projets de conventions d'occupation précaire, prévoyant l'exonération des redevances sous les conditions suivantes et pouvant être rédigée comme suit :

« Sont exonérés du paiement de la redevance mensuelle d'occupation, les ASBL, les associations de fait, les collectifs citoyens ou plus largement toute personne exerçant des activités associatives d'entraide citoyenne, favorisant la participation et contribuant à l'entente et à la cohésion entre riverains et usagers du quartier et des potagers ;

Pour être exonérés, ces derniers doivent à tout moment pouvoir apporter la preuve :

qu'ils ne disposent d'aucune recette de leurs activités telles que cotisation des membres, subsides,.... ;

qu'ils ont vocation à remplir une fonction sociale ; qu'ils effectuent des activités de service à la collectivité ;

Partant, si la preuve d'un de ces éléments, demandée par le propriétaire-bailleur ne pouvait être apportée par l'occupant ou que de facto, il était constaté que l'une de ces conditions n'était pas respectée, l'occupant serait automatiquement redevable au bailleur des mensualités impayées et ce, depuis le constat du non-respect de ces conditions. »

Considérant que l'article 4 doit être modifié afin de respecter la procédure de recouvrement (premier rappel gratuit) ;

Considérant, enfin, que le montant des redevances annuelles n'a plus évolué depuis au moins 2014. Qu'il est proposé de l'indexer, de 25 à 30€/an et de 10 à 15€/an.

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins.

Décide :

D'approuver les adaptations de l'article « Redevances » de la convention-type d'occupation des potagers.

**Grondregie - Gemeente-eigendommen: modelovereenkomst voor het gebruik van de moestuinpercelen op het Avijlplateau, in de Zijlaan, de Linkebeekstraat en de Melkriekstraat
wijziging van de tarieven.**

De raad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 117 en 232;

Gelet op beraadslaging #016/28.11.2024/A/0012#, waardoor de gemeenteraad beslist heeft over het principe, de nieuwe gebruiksvoorwaarden van de gemeentelijke moestuinen vastgelegd heeft en de modelovereenkomst voor precair gebruik goedgekeurd heeft;

Overwegende dat het bestuur extra gebruiksaanvragen voor de moestuinen ontvangen heeft uitgaande van individuele personen in naam van burgercollectieven die niet de rechtsvorm van een rechtspersoon hebben, waarvan de meeste leden de leidende verantwoordelijkheid binnen hun groepering niet willen dragen voor de georganiseerde activiteiten;

Dat bijgevolg de categorieën van begunstigden die aanspraak kunnen maken op het gebruik van een gemeentelijke moestuin uitgebreid zouden moeten worden naar iedereen die in eigen naam of in naam van een groepering of burgercollectief handelt en sociale verenigingsactiviteiten of onderlinge burgerhulp wil ontwikkelen, die de participatie bevordert en bijdraagt aan de goede verstandhouding en de samenhang tussen buurtbewoners en gebruikers van de moestuinen, door een maatschappelijke functie te vervullen en een dienst voor de gemeenschap te verlenen;

Dat deze voornoemde groeperingen of burgercollectieven feitelijke verenigingen zijn zonder eigen juridisch bestaan;

Overwegende bovendien dat deze personen of groeperingen over zeer beperkte financiële middelen beschikken ten aanzien van de vaak vrijwillige actie die ze voeren;

Overwegende dat er een nieuwe beschikking (art. 4bis) ingevoegd zou moeten worden in de rubriek "Vergoedingen" van de ontwerpen van preciaire gebruiksovereenkomst die in de vrijstelling van de retributies voorziet op de volgende voorwaarden en die als volgt kan luiden:

"Zijn vrijgesteld van de betaling van de maandelijkse gebruiksvergoeding: vzw's, feitelijke verenigingen, burgercollectieven of in ruimere zin iedereen die verenigingsactiviteiten of onderlinge burgerhulp uitoefent, die de participatie bevordert en die bijdraagt aan de goede verstandhouding en de samenhang tussen buurtbewoners en gebruikers van de wijk en van de moestuinen;

Om vrijgesteld te worden moeten deze laatsten te allen tijde het bewijs kunnen leveren:

Dat ze geen andere inkomsten van hun activiteiten hebben zoals bijdrage van de leden, subsidies, ...;

Dat ze een maatschappelijke functie vervullen;

Dat ze activiteiten ten dienste van de gemeenschap uitoefenen;

Bijgevolg, indien het bewijs van een van deze elementen, gevraagd door de eigenaar-verhuurder, niet bezorgd kan worden door de gebruiker of als er de facto vastgesteld wordt dat een van deze voorwaarden niet nageleefd wordt, is de gebruiker automatisch de onbetaalde maandelijkse afbetalingen verschuldigd aan de verhuurder, en dit vanaf de vaststelling van de niet-naleving van deze voorwaarden."

Overwegende dat artikel 4bis dient gewijzigd te worden met het oog op het respecteren van de procedure van invordering (eerste herinnering gratis);

Overwegende dat het bedrag van de jaarlijkse vergoedingen niet meer werd aangepast sinds 2014 en derhalve een indexerings wordt voorgesteld, van 25 naar 30 €/jaar en van 10 naar 15 €/jaar; Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen,

Beslist:

De aanpassingen van het artikel "Vergoedingen" van de modelovereenkomst voor het gebruik van de moestuinen goed te keuren.

DÉPARTEMENT AFFAIRES CULTURELLES ET RÉCRÉATIVES - DEPARTEMENT CULTURELE EN RECREATIEVE ZAKEN

Sports - Sport

21 A.S.B.L. Piscine Longchamp.- Convention de gestion.- Rapport d'évaluation et ses annexes.

Le Conseil,

Vu l'Ordonnance du 5 juillet 2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale ; notamment les articles 38 à 40 de cette Ordonnance;

Vu la Convention de gestion approuvée par le Conseil en sa séance du 24 avril 2025 et signée entre la Commune et l'ASBL Piscine Longchamp, asbl communale au sens de l'ordonnance du 5 juillet 2018 susmentionnée, le 17 juillet 2025;

Vu que l'Ordonnance dispose à son article 39, § 2 que la Convention et son exécution sont évalués chaque année sur base d'un rapport écrit par le Conseil communal en présence du président du

Conseil d'administration de l'ASBL ou de son représentant;

Vu l'article 27 de la Convention disposant que « Le rapport d'évaluation est rédigé sur base des tâches et des missions reprises aux articles 6 et 7 de la convention de gestion ainsi que sur base, au minimum, des indicateurs suivants :

- le budget de l'ASBL relatif à l'exercice évalué;
- les comptes annuels de l'ASBL relatifs à l'exercice évalué;
- le budget prévisionnel afférent à l'exercice suivant;
- le rapport d'activité;
- le procès-verbal de l'assemblée générale approuvant les comptes annuels et le budget prévisionnel;
- le cas échéant, les tarifs appliqués tant aux membres qu'aux personnes n'étant pas membres de l'ASBL;
- le cas échéant, le planning des occupations des bâtiments de la Commune »;

Vu ces articles 6 et 7 résumant les missions de l'ASBL telles que reprises dans les statuts;

Considérant que l'ASBL a remis, le 24 juin 2025, son rapport d'évaluation relatif à l'année 2024 au

Secrétariat central de la Commune contre récépissé;

Considérant que, conformément à l'article 28 de la Convention, le Collège des Bourgmestre et échevins a inscrit ce point à l'ordre du jour du prochain Conseil soit à la séance de ce jour et a invité le président du Conseil d'administration, ou son représentant, à y être présent et ce, dans les délais prévus par la Convention;

Considérant que ce rapport d'évaluation est conforme aux objectifs qui lui sont fixés par la Convention de gestion;

Considérant que ce rapport d'évaluation contient dans ses annexes les comptes 2024 ainsi que le budget 2025 tels qu'approuvés par l'Assemblée Générale de l'ASBL, Décide :

- d'approuver le rapport d'évaluation 2024 de l'ASBL Piscine Longchamp en annexe; - de prendre connaissance des comptes 2024 et du budget 2025 de l'ASBL tels que joints en annexe du rapport d'évaluation.

V.Z.W. Piscine Longchamp.- Beheersovereenkomst.- Evaluatieverslag en de bijlagen.

De Raad,

Gelet op de ordonnantie van 5 juli 2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten, en meer bepaald artikels 38 tot 40 van deze ordonnantie; Gelet op de beheersovereenkomst goedgekeurd door de raad in zitting van 24 april 2025 en ondertekend tussen de gemeente en vzw Piscine Longchamp, een gemeentelijke vzw in de zin van bovenvermelde ordonnantie van 5 juli 2018, op 17 juli 2025;

Aangezien artikel 39, § 2 van de ordonnantie bepaalt dat de overeenkomst en de uitvoering ervan elk jaar worden geëvalueerd op basis van een schriftelijk verslag van de gemeenteraad in aanwezigheid van de voorzitter van de raad van bestuur van de vzw of zijn vertegenwoordiger;

Aangezien artikel 27 het volgende bepaalt : "Het evaluatieverslag wordt opgesteld op basis van de taken en opdrachten die in artikels 6 en 7 van deze overeenkomst zijn omschreven en op basis van ten minste de volgende indicatoren :

- de begroting van de VZW voor het begrotingsjaar dat wordt geëvalueerd;
 - de jaarrekeningen van de VZW voor het begrotingsjaar dat wordt geëvalueerd;
 - de voorlopige begroting voor het volgende begrotingsjaar;
 - het activiteitenverslag;
 - het proces-verbaal van de algemene vergadering waarin de jaarrekeningen en de voorlopigebegroting worden goedgekeurd;
 - desgevallend de tarieven zowel voor leden als niet-leden van de VZW;
 - desgevallend de planning van de bezetting van de gebouwen van de Gemeente.";
- Gelet op deze artikels 6 en 7 die de opdrachten van de vzw zoals bepaald in de statuten samenvatten;

Overwegende dat de vzw op 24 juni 2025 haar evaluatieverslag met betrekking tot het jaar 2024 tegen ontvangstbewijs heeft overgemaakt aan het centraal secretariaat van de gemeente;

Overwegende, overeenkomstig artikel 28 van de overeenkomst, dat het college van burgermeester en schepenen dit punt op de agenda van de volgende raad heeft gezet en de voorzitter van de raad van bestuur, of zijn vertegenwoordiger, heeft opgeroepen voor deze raad binnen de overeenkomst vastgestelde termijnen;

Overwegend dat dit evaluatieverslag voldoet aan de doelstellingen die zijn vastgelegd in de beheersovereenkomst;

Overwegende dat dit evaluatierapport in zijn bijlagen de rekeningen 2024 en de begroting 2025 bevat zoals goedgekeurd door de algemene vergadering van de vzw, Beslist :

- zijn goedkeuring te verlenen aan het bijgevoegde evaluatieverslag 2024 van vzw PiscineLongchamp;
 - kennis te nemen van de jaarrekening 2024 en de begroting 2025 van de vzw zoals toegevoegd inde bijlage van de overeenkomst.
-

22 **Approbation de la convention entre l'A.S.B.L. Olympic Urban Festival et la commune d'Uccle relative à l'édition des Urban Youth Games organisés au complexe de Neerstalle le 10 octobre 2025 - Octroi de subside**

Le Conseil,

Considérant que l'A.S.B.L. Olympic Urban Festival a organisé la troisième édition uccloise des Urban Youth Games le 20 septembre 2024 qui a connu un franc succès;

Considérant que cette A.S.B.L., fondée par Jacques Borlée et présidée par Marc Coudron, propose d'organiser la quatrième édition uccloise des UYG à l'attention d'écoliers âgés de 10 à 12 ans (5e et 6e primaire), issus de tous réseaux d'enseignement (général et spécialisé), avec pour objectif « d'inciter les jeunes à devenir acteurs du changement en favorisant les échanges, le partage de valeurs (ouverture d'esprit, respect et honnêteté) et la recherche de leur propre excellence »;

Considérant que diverses disciplines, dont certaines plus méconnues, seront proposées aux participants au cours de cette journée, notamment en collaboration avec des clubs locaux;

Considérant que cette A.S.B.L. nous propose d'organiser la quatrième édition le vendredi 10 octobre 2025 de ± 8h15 à ± 15h15;

Considérant que cet événement, organisé dans son entièreté par l'A.S.B.L., rassemblerait de 500 à 750 participants sur la journée et se déroulerait au complexe de Neerstalle (et à Uccle Sport);

Qu'il nécessite, pour sa bonne organisation la gestion des inscriptions par l'asbl O.U.F. qui aura en sa possession des listes d'enfants participants et des données à caractère personnel nécessitant l'application du RGPD;

Que l'A.S.B.L. Olympic Urban Festival sollicite pour l'ensemble de l'événement une subvention d'un montant de 15.000,00 €;

Que ce montant est inscrit à l'article 764/332-02/12 du budget ordinaire de l'exercice 2025;

Que le service des Sports soumet à l'approbation du Conseil la convention de collaboration ciannexée;

Décide :

- de marquer son accord sur la convention de collaboration;
- d'approuver l'octroi d'un subside de 15.000 € inscrit à l'article 764/332-02/12 du budget ordinaire de l'exercice 2025 au profit de l'A.S.B.L. Olympic Urban Festival pour l'organisation de la quatrième édition des Urban Youth Games le 10 octobre prochain.

Goedkeuring van de overeenkomst tussen de V.Z.W. Olympic Urban Festival en de Gemeente Ukkel voor de Urban Youth Games die georganiseerd zullen worden op 10 oktober 2025 in het sportcomplex van Neerstalle - Toekenning van een subsidie

De Raad,

Overwegende dat vzw Olympic Urban Festival de derde Ukkelse editie van de Urban Youth Games georganiseerd heeft op 20 september 2024, die een waar succes kende;

Overwegende dat deze vzw, ges cht door Jacques Borlée en voorgezeten door Marc Coudron, voorstelt om de vierde Ukkelse edi e van de UYG voor leerlingen van 10 tot 12 jaar (5e en 6e leerjaar) van alle onderwijsne en (algemeen en buitengewoon) te organiseren met als doelstelling "de jongeren aan te sporen om een rol te spelen in de verandering door de uitwisselingen, het delen van waarden (ruimdenkendheid, respect en eerlijkheid) en de zoektocht naar hun eigen uitmuntendheid te bevorderen";

Overwegende dat er verschillende disciplines, waaronder sommige minder bekende, aan de deelnemers aangeboden worden tijdens deze dag, in samenwerking met lokale clubs;

Overwegende dat deze vzw ons voorstelt om de vierde edi e te organiseren op vrijdag 10 oktober 2025 van ± 8.15 tot ± 15.15 uur;

Overwegende dat dit evenement, volledig georganiseerd door de vzw, 500 tot 750 deelnemers zou samenbrengen gedurende een dag en zou plaatsvinden in het complex Neerstalle (en in Uccle Sport);

Dat het, voor een goede organisatie, het beheer van registraties vereist door de vzw O.U.F., die in haar bezit zal zijn van lijsten van deelnemende kinderen en persoonsgegevens die de toepassing van de RGPD vereisen;

Dat vzw Olympic Urban Fes val een forfaitaire contante subsidie aanvraagt van €15.000,00 voor het hele evenement;

Dat dit bedrag ingeschreven werd op artikel 764/332-02/12 van de gewone begro ng van het dienstjaar 2025;

Dat de Sportdienst de bijgevoegde samenwerkingsovereenkomst ter goedkeuring aan de raad voorlegt,

Beslist :

- zijn akkoord te verlenen aan de samenwerkingsovereenkomst; de toekenning van een
- subsidie van € 15.000, geboekt op artikel 764/332-02/12 van de gewone begro ng van het dienstjaar 2024, ten bate van vzw Olympic Urban Fes val voor de organisatie van de vierde edi e van de Urban Youth Games op 10 oktober goed te keuren.

DÉPARTEMENT ESPACE PUBLIC - DEPARTEMENT OPENBARE RUIMTE

Mobilité - Mobiliteit

- 23 **Convention entre la Région de Bruxelles-Capitale et la commune d’Uccle pour l’organisation d’actions de sensibilisation dans le cadre de l’appel – mobilité durable, Volet A « Vivre la ville » 2025.**

Le Conseil,

Vu la volonté de la Région de soutenir les communes dans la concrétisation des actions relevant de leur politique de mobilité, notamment par le biais d’un « soutien régional aux actions communales de

Mobilitéé 2025 », sous forme d'octroi de subside;
Vu la soumission par la Commune d'Uccle, le 2 juin 2025, à Bruxelles Mobilité, de projets de mobilité entrant dans le cadre de ce dispositif;
Vu la confirmation par Bruxelles Mobilité, en date du 25 juin 2025, de la bonne réception des documents transmis par la Commune;
Vu l'objet de cet appel à projets, visant notamment à financer des actions de sensibilisation dans le cadre du volet A « Vivre la ville » 2025, portant sur la mobilité durable;
Vu la demande de subside introduite par la Commune, pour un montant total de 41.323,79 € TVA comprise, en vue de l'organisation de trois projets : une balade à vélo (2.000 €), le Vollenbike (36.298,79 €) et une brocante (3.025 €);
Considérant que le projet relatif à la balade à vélo a été refusé;
Considérant que, dès lors, seuls les projets du Vollenbike et de la brocante ont été retenus, pour un budget total de 39.323,79 € (TVA comprise);
Considérant que, pour des raisons budgétaires, la Région ne pourra financer ces projets qu'à concurrence de 35.000 €;
Considérant que le solde, soit 4.323,79 €, restera à charge de la Commune sur fonds propres;
Considérant que la subvention régionale sera versée en deux tranches : une première tranche de 21.000 € et une seconde de 14.000 €;
Considérant que la convention couvre la période allant du 25 août 2025 au 24 août 2026;
Considérant que le dossier final devra être introduit au plus tard le ¹ février 2027, tout dossier transmis après cette date étant automatiquement annulé et à la charge exclusive de la Commune;

Décide:

- d'approuver la convention en annexe.

Overeenkomst tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de gemeente Ukkel voor de organisatie van sensibiliseringsacties in het kader van de oproep - duurzame mobiliteit, Deel A "De stad beleven" 2025.

De raad,

Aangezien het gewest de gemeentes wil ondersteunen in de concrete uitwerking van de acties die onder hun mobiliteitsbeleid vallen, onder andere via een "gewestelijke ondersteuning van de gemeentelijke mobiliteitsacties 2025" in de vorm van subsidies;

Aangezien de gemeente Ukkel op 2 juni 2025 mobiliteitsprojecten die binnen het kader van deze voorziening vallen ingediend heeft bij Brussel Mobilité;

Aangezien Brussel Mobilité op 25 juni 2025 de goede ontvangst van de documenten van de gemeente bevestigd heeft;

Aangezien deze projectoproep er onder andere toe strekt sensibiliseringsacties in het kader van deel A "De stad beleven" 2025 met betrekking tot duurzame mobiliteit te financieren;

Aangezien de gemeente een subsidieaanvraag voor een totaalbedrag van 41.323,79 € (inclusief btw) ingediend heeft voor de organisatie van drie projecten: een fietstocht (2.000 €), Vollenbike (36.298,79 €) en een rommelmarkt (3.025 €);

Overwegende dat het project met betrekking tot de fietstocht geweigerd werd;

Overwegende dat enkel de projecten Vollenbike en rommelmarkt bijgevolg in aanmerking genomen werden voor een totaalbudget van 39.323,79 € (inclusief btw);

Overwegende dat het gewest deze projecten om budgettaire redenen slechts ten belope van 35.000 € kan financieren;

Overwegende dat het saldo, hetzij 4.323,79 €, ten laste van het budget van de gemeente blijft;

Overwegende dat de gewestelijke subsidie in twee schijven gestort wordt: een eerste schijf van 21.000 € en een tweede van 14.000 € ;

Overwegende dat de overeenkomst de periode van 25 augustus 2025 tot 24 augustus 2026 dekt;

Overwegende dat het einddossier uiterlijk op 24 februari 2027 ingediend moet worden, elk dossier dat na deze datum ingediend wordt wordt automatisch nietig verklaard en is uitsluitend ten laste van de gemeente;

Beslist:

- de overeenkomst in de bijlage goed te keuren.

Convention entre la Fondation Roi Baudouin et l'Administration Communale d'Uccle dans le cadre de l'initiative « Bikes in Brussels (Fonds) ».

Le Conseil,

Vu le soutien apporté par le Fonds Bikes in Brussels de la Fondation Roi Baudouin aux efforts d'aménagement, d'équipement et d'infrastructure en faveur de la mobilité vélo dans la Région de Bruxelles-Capitale sous forme d'octroi de soutiens financiers dans le cadre des « Bikes in Brussels Awards »;

Considérant que, le 25 mars 2025, la Commune a soumis à la Fondation Roi Baudouin deux dossiers dans le cadre des « Bikes in Brussels Awards »;

Considérant que ces deux dossiers correspondent au réaménagement de la rue Egide Van Ophem d'une part et à l'aménagement du sentier cyclo-piéton rue Jean Benaets d'autre part;

Considérant que, le 27 juin 2025, la Fondation Roi Baudouin a décidé d'octroyer des soutiens financiers pour les deux dossiers susmentionnés;

Considérant que la récompense financière s'élève à 100.000 euros pour le réaménagement de la rue Egide Van Ophem, et à 50.000 euros pour l'aménagement du sentier cyclo-piéton rue Jean Benaets;

Considérant que les prix seront libérés en une tranche par dossier dès la signature des conventions ou à la réception de l'accord d'acceptation;

Considérant que des conditions doivent être remplies pour le paiement des soutiens financiers;

Considérant que d'ici le 30 septembre 2025, les lauréats des Prix doivent s'engager à placer des plaques du Fonds Bikes in Brussels aux endroits convenus avec le Fonds;

Considérant que deux plaques aux dimensions de 30x50 centimètres seront apposées par infrastructure primée;

Considérant que d'ici le 30 septembre 2025, 3 à 5 photos de haute qualité mettant en valeur l'infrastructure doivent être transmises au Fonds;

Considérant que pour le 31 décembre 2026, un reportage photo par dossier décrivant succinctement les nouveaux projets d'infrastructures cyclistes mis en place, comme mentionnés dans le cadre de la candidature aux « Bikes in Brussels Awards » doit être transmis sur le portail de la Communauté Fondation Roi Baudouin;

Décide:

d'approuver les conventions portant sur les deux dossiers ainsi que les conditions générales en annexe.

Overeenkomst tussen de Koning Boudewijnstichting en het gemeentebestuur van Ukkel in het kader van het initiatief « Bikes in Brussels (Fonds) ».

De raad,

Gelet op de steun geboden door het Fonds Bikes in Brussels van de Koning Boudewijnstichting aan de inspanningen voor inrichtingen, uitrustingen en infrastructuur ten bate van de fietsmobiliteit in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in de vorm van de toekenning van financiële steun in het kader van de "Bikes in Brussels Awards";

Overwegende dat de gemeente op 25 maart 2025 twee dossiers voorgelegd heeft aan de Koning Boudewijnstichting in het kader van de "Bikes in Brussels Awards";

Overwegende dat deze twee dossiers overeenkomen met de heraanleg van de Egide Van Ophemstraat enerzijds en de aanleg van een fiets- en voetpad in de Jean Benaetsstraat anderzijds;

Overwegende dat de Koning Boudewijnstichting op 27 juni 2025 beslist heeft om financiële steun toe te kennen voor de twee voornoemde dossiers;

Overwegende dat de financiële beloning 100.000 euro belooft voor de heraanleg van de Egide Van Ophemstraat en 50.000 euro voor de aanleg van het fiets- en voetpad in de Jean Benaetsstraat;

Overwegende dat de prijzen vrijgegeven worden in een schijf per dossier na de ondertekening van de overeenkomsten of bij de ontvangst van het aanvaardingsakkoord;

Overwegende dat er voorwaarden vervuld moeten worden voor de betaling van de financiële steun;

Overwegende dat de winnaars van de prijzen zich er tegen 30 september 2025 toe moeten verbinden om borden van het Fonds Bikes in Brussels te plaatsen op de locaties die overeengekomen zijn met het Fonds;

Overwegende dat er twee borden met afmetingen 30 x 50 centimeter geplaatst worden per bekroonde infrastructuur;

Overwegende dat er tegen 30 september 2025 3 tot 5 foto's van hoge kwaliteit die de infrastructuur opwaarderen bezorgd moeten worden aan het Fonds;

Overwegende dat er tegen 31 december 2026 een fotoverslag per dossier met een beknopte beschrijving van de nieuwe fietsinfrastructuurprojecten, zoals vermeld in het kader van de kandidatuur voor de "Bikes in Brussels Awards", bezorgd moet worden via de portaalsite van de Koning Boudewijnstichting;

Beslist:

De overeenkomsten met betrekking tot de twee dossiers en de algemene voorwaarden in de bijlage goed te keuren.

DÉPARTEMENT FACILITY MANAGEMENT - DEPARTEMENT FACILITY MANAGEMENT

Maintenance - Onderhoud

- 25 **Convention d'adhésion au marché public relatif aux expertises de stabilité après sinistre entre la commune d'Etterbeek (centrale d'achat) et la commune d'Uccle (utilisatrice) - Mission d'expertise en stabilité en urgence.**

Le Conseil,

Considérant que, en application des articles 2, 6°a, 7°b et 33 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, la commune d'Etterbeek agit en sa qualité de centrale d'achat pour l'ensemble

de communes de la Région de Bruxelles-Capitale qui souhaitent y adhérer et a, dans ce cadre, lancé un marché de services relatif à la mission d'expertise en stabilité en urgence (après sinistre) pour une durée de quatre ans (de 2025 à 2029) et a attribué ledit marché à la firme adjudicataire, Bureau d'études Phoenix srl -avenue de la Chasse, 133/135 à 1040 Etterbeek- conformément aux prix unitaires de son offre de prix du 18 juin 2025;

Considérant que la clause I.13.2 du cahier spécial des charges stipule que la commune de la Région de Bruxelles-Capitale souhaitant bénéficier de ce marché devra adresser une notification formelle à la commune d'Etterbeek, exprimant son souhait de bénéficier des prestations (notification d'intention) et qu'une convention d'adhésion soit signée entre la commune centrale (Commune d'Etterbeek) et la commune utilisatrice (Commune d'Uccle), précisant les modalités de l'utilisation du marché (notamment concernant la facturation et l'exécution des prestations);

Considérant que la commune utilisatrice pourra faire appel aux services de l'adjudicataire selon les modalités définies dans le cahier spécial des charges régissant le présent marché public;

Considérant que la commune utilisatrice s'engage à régler directement à l'adjudicataire les factures correspondant aux prestations réalisées pour son propre compte;

Considérant que chaque commune utilisatrice est responsable des frais engagés dans le cadre des prestations réalisées pour son propre compte et que la commune centrale (Etterbeek) n'assumera pas de frais supplémentaires autres que ceux liés à la gestion administrative du dossier;

Considérant que la présente convention est conclue pour la durée du marché, soit 4 ans ou pour la durée restante du contrat;

Considérant que la Commune utilisatrice du présent marché a la possibilité à chaque instant de résilier son adhésion sans frais moyennant une notification à la centrale d'achats;

Considérant que la dépense estimée est évaluée à 10.000,00 € tvac pour la durée du marché, soit 2.500,00 € tvac sur base annuelle et peut être engagée à l'article 137/122-02/80 du service ordinaire des budgets 2025 à 2029 sous réserve d'approbation des budgets 2026 à 2029 par les autorités de tutelle et en douzièmes provisoires;

.

Décide:

d'adhérer à la centrale d'achat mise sur pied par la commune centrale (Commune d'Etterbeek) relative au marché public de services lié à la mission d'expertise en stabilité en urgence (après sinistre) pour une durée de quatre ans (de 2025 à 2029); de signer la convention en annexe;

d'approuver la dépense envisagée de 10.000,00 € tvac pour la durée du marché, soit 2.500,00 € tvac sur base annuelle à engager à l'article 137/122-02/80 du service ordinaire des budgets 2025 à 2029 sous réserve d'approbation des budgets 2026 à 2029 par les autorités de tutelle et en douzièmes provisoires;

Overeenkomst van aansluiting tot de openbare overheidsdracht met betrekking tot stabiliteitsbeoordelingen na rampen tussen de gemeente Etterbeek (aankoopcentrale) en de gemeente Ukkel (gebruikster) - Missie voor expertise op het gebied van noodstabiliteit..

De raad,

Overwegende dat, overeenkomstig artikels 2, 6°bis, 7°ter en 33 van de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten, de gemeente Etterbeek in haar hoedanigheid van aankoopcentrale optreedt voor alle gemeentes van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest die zich bij haar wensen aan te sluiten en in deze context een overheidsopdracht gelanceerd heeft voor noodstabiliteitsexpertise (na een ramp) voor een periode van vier jaar (van 2025 tot 2029) en de opdracht, gegund aan de geselecteerde onderneming, Bureau d'études Phoenix srl - Jachtlaan 133/135, 1040 Etterbeek-, overeenkomstig de eenheidsprijzen in haar prijs offerte van 18 juni 2025;

Overwegende dat bepaling I.13.2 van het bestek bepaalt dat de gemeente van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest die van deze overeenkomst gebruik wenst te maken, een formele kennisgeving moet sturen naar de gemeente Etterbeek waarin zij haar wens om van de diensten gebruik te maken te kennen geeft (intentieverklaring) en dat een toetredingsovereenkomst moet worden ondertekend tussen de centrale gemeente (gemeente Etterbeek) en de gebruikende gemeente (gemeente Ukkel), waarin de gebruiksvoorwaarden van de opdracht (met name inzake facturatie en uitvoering van de diensten) worden gepreciseerd;

Overwegende dat de gebruikende gemeente een beroep zal kunnen doen op de diensten van de geselecteerde inschrijver volgens de voorwaarden die zijn vastgelegd in het bestek van deze overheidsopdracht:

Overwegende dat de gebruikende gemeente zich ertoe verbindt de facturen voor de voor haar rekening uitgevoerde diensten rechtstreeks aan de gekozen inschrijver te betalen;

Overwegende dat elke gebruikende gemeente verantwoordelijk is voor de kosten die worden gemaakt in het kader van de diensten die voor haar rekening worden verleend en dat de centrale gemeente (Etterbeek) geen andere bijkomende kosten voor haar rekening zal nemen dan die welke verband houden met het administratieve beheer van het dossier;

Overwegende dat deze overeenkomst wordt gesloten voor de duur van de opdracht, ofwel 4 jaar of voor de resterende duur van de overeenkomst;

Overwegende dat de gemeente die van deze overeenkomst gebruik maakt, haar lidmaatschap te allen tijde kosteloos kan opzeggen door kennisgeving aan de aankoopcentrale;

Overwegende dat de uitgaves worden geraamd op € 10.000 incl. btw voor de duur van de opdracht, ofwel € 2.500 incl. btw op jaarbasis en kunnen worden vastgelegd onder artikel 137/122-02/80 van de gewone dienst van de begrotingen 2025 tot 2029, onder voorbehoud van de goedkeuring van de begrotingen 2026 tot 2029 door de toezichthoudende overheid en in voorlopige twaalfden;

Beslist:

toe te treden tot de aankoopcentrale die door de centrale gemeente (gemeente Etterbeek) is opgericht voor de overheidsopdracht voor noodstabiliteitsexpertise (na een ramp) voor een periode van vier jaar (van 2025 tot 2029); de overeenkomst in de bijlage te ondertekenen;

zijn goedkeuring te verlenen aan de uitgave, geraamd op € 10.000 incl. btw voor de duur van de opdracht, ofwel € 2.500 incl. btw op jaarbasis, vast te leggen onder artikel 137/122-02/80 van de gewone dienst van de begrotingen 2025 tot 2029, onder voorbehoud van de

DÉPARTEMENT AFFAIRES ÉDUCATIVES - DEPARTEMENT EDUCATIEVE ZAKEN

Egalité - Gelijkheid

26 Service Egalité des Chances et des Genres.- Octroi d'un subside au groupe ucclois d'Amnesty International.-

Le Conseil,

Vu que la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle et l'emploi de certaines subventions;
Vu que la circulaire subséquente du 9 novembre 2006 précisant les modalités de contrôle de l'octroi et de l'emploi des subventions accordées par les Communes;
Considérant qu'un crédit de 10.000 € est prévu à l'article 849/332-02/-/16 du budget 2025;
Considérant que le formulaire de demande de subside a été complété par le groupe ucclois d'Amnesty Internationale;
Considérant que l'organisation susmentionnée désire sensibiliser le public sur le thème des droits des femmes et la résilience humaine à travers la projection d'un documentaire « When Harmattan Blows », au CCU, le 27 novembre 2025;
Considérant que la projection du documentaire sera suivie d'un débat en présence de la réalisatrice, Edyta Wróblewska;
Considérant que l'organisation susmentionnée n'est redevable d'aucune somme envers la Commune d'Uccle;
Considérant qu'il convient que l'Administration Communale d'Uccle accorde un subside de 800 €, en faveur du groupe ucclois d'Amnesty Internationale;
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et échevins,

Décide :

- d'approuver l'attribution d'un subside d'un montant de 800 €, en faveur du groupe ucclois d'Amnesty Internationale, pour la projection d'un documentaire « When Harmattan Blows » d'Edyta Wróblewska, au CCU, le jeudi 27 novembre 2025.

Gelijke Kansen en Gendergelijkheid.- Gemeentelijke subside toegekebd aan de Ukkelse groep van Amnesty International

De raad,

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen;
Gelet op de omzendbrief van 9 november 2006 inzake de modaliteiten van de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen door de gemeentes;
Aangezien er onder artikel 849/332-02/-/16 van de begroting 2025 een bedrag van € 10.000 is voorzien;

Overwegende dat het subsidieaanvraagformulier is ingevuld door de Ukkelse groep van Amnesty International;

Overwegende dat de bovenvermelde organisatie het publiek bewust wil maken van het thema vrouwenrechten en menselijke weerbaarheid door de vertoning van een documentaire getiteld "When Harmattan Blows" in het CCU op 27 november 2025;

Overwegende dat de vertoning van de documentaire zal worden gevolgd door een debat in aanwezigheid van de regisseur, Edyta Wróblewska;

Overwegende dat de bovenvermelde organisatie geen enkel bedrag verschuldigd is aan de gemeente Ukkel;

Overwegende dat het gemeentebestuur van Ukkel een subsidie van € 800 kan toekennen aan de Ukkelse groep Amnesty International;

Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen.

Beslist:

- zijn goedkeuring te verlenen aan de toekenning van een subsidie van € 800 aan de Ukkelse groep van Amnesty International voor de vertoning van de documentaire "When Harmattan Blows" in het CCU op donderdag 27 november 2025.

DÉPARTEMENT AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET POLITIQUE FONCIÈRE DEPARTEMENT RUIMTELIJKE ORDENING EN GRONDBELEID

Environnement - Milieu

27 Environnement – Occupation temporaire d'un terrain du CPAS de Bruxelles-ville – Convention d'indemnité pour l'usage d'un terrain agricole – Fixation des conditions – Approbation de la convention-type.

Le Conseil,

Vu les décisions de l'Assemblée du 23 mai 2019 et du 07 septembre 2023 relatives au projet communal de végétalisation du ruisseau Linkebeek, à la hauteur de la rue de Percke, visant à modifier les ouvrages en béton posés par l'ex-SBGE (Hydria), à la conclusion d'un accord transactionnel avec la SBGE d'un montant de 329.120 € afin de financer le projet communal, et à la désignation d'un entrepreneur pour la réalisation du chantier y relatif ;

Vu le permis d'urbanisme 16/PFD/1931700 délivré le 07 août 2024, créant une nouvelle situation de droit conforme et permettant de facto à la Commune de mettre en œuvre son projet ;

Considérant que le projet concerne la section amont du ruisseau le long de la rue de Percke et que cette section traverse trois parcelles cadastrales, dont la plus en amont a déjà été acquise par la Commune, les deux suivantes étant la propriété du CPAS de la Ville de Bruxelles ;

Vu la délibération n° 016/23.04.2024/B/0043 par laquelle le Collège échevinal a marqué son accord de principe pour solliciter du CPAS de Bruxelles l'occupation, à titre précaire et temporaire, de deux parcelles lui appartenant situées rue de Percke et cadastrées à Uccle,

dans la 4e division, section F, sous les numéros 447 et 448 D d'une superficie respective de 350 m² et 320 m², en attendant leur acquisition ;

Considérant que la convention précaire a été signée en date du 3 mars 2025 ;

Considérant que, par un courrier du 12 juillet 2024, le CPAS de Bruxelles a informé la Commune d'Uccle de l'accord de son Conseil, en séance du 26 juin 2024, pour la cession des deux parcelles susvisées ;

Considérant que les démarches en vue de l'acquisition de ces deux parcelles sont bien avancées ;

Vu la configuration particulière de la rue de Percke, étroite et sans trottoir, et constituant une voie de communication importante dans ce quartier;

Considérant que le chantier communal longe immédiatement la rue de Percke et qu'il aurait impliqué la fermeture de cette voirie entre les mois de mars et de novembre 2025;

Considérant qu'il a été estimé par les différents services communaux impliqués et par l'entrepreneur désigné par la Commune qu'il était plus logique et plus sûr de créer une piste de chantier du côté de la prairie appartenant au CPAS de la Ville de Bruxelles et correspondant à une petite partie de la parcelle cadastrée à Uccle, dans la 4e division, section F, sous les numéros 446C d'une superficie totale de 21.994 m²;

Considérant que la piste de chantier a une largeur variable selon les endroits et jusqu'à un maximum de 10 mètres linéaires, pour une superficie totale de 2.237,4 m² mesurée par le géomètre de l'entrepreneur désigné par la Commune;

Considérant que le propriétaire a demandé à la Commune de s'arranger avec le locataire de ladite prairie, à savoir la société agricole MARCI FARM SRLEA, ayant son siège à 7830 Silly (Graty), rue du Veneur 176, représentée par Madame Laurene Delphine Marc MARCY et Monsieur Xavier PITSAER par le biais d'une convention d'indemnité pour l'usage temporaire d'un terrain agricole;

Considérant qu'un projet de convention-type a été rédigé par le service des Propriétés communales, comprenant les principales conditions suivantes :

La convention a pour objet de définir les modalités de l'indemnisation pour l'usage temporaire d'une partie de parcelle agricole située sur le territoire de la Commune d'Uccle;

Les travaux réalisés par la Commune ne toucheront cette parcelle cadastrale que pour l'éradication de la renouée du Japon, espèce invasive, qui a largement débordé sur la prairie au départ de la parcelle communale;

L'usage du terrain par l'entrepreneur a lieu durant la période du 25 mars au 28 novembre 2025, soit pour une durée de 33 semaines;

L'indemnité est calculée sur base du montant de 3.000 € par hectare de terrain et par an, soit en fonction de la superficie réelle et de la durée du chantier un montant total de 425,97 €;

L'exploitant s'engage à permettre l'accès aux engins de chantier et à informer la Commune de toute difficulté rencontrée avec les animaux durant la durée du chantier;

La Commune s'engage à clôturer l'espace de circulation des engins de chantier pour garantir la sécurité des animaux, à minimiser les nuisances, à indemniser pour les éventuels dégâts occasionnés, et à garantir l'accès à tous moments à la parcelle pour l'exploitant et pour les livraisons de fourrages;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

Décide :

d'approuver la convention d'indemnité pour l'usage de ce terrain agricole rue de Percke et la ratification de celle-ci, aux conditions énumérées ci-dessus; d'engager la dépense d'un montant de 425,97 €;

de liquider, en faveur de la société agricole MARCI FARM SRLEA, une dépense de 425,97€ (quatre cent vingt-cinq euros et nonante-sept cents) à l'article 766/126-01/87 du budget communal de 2025, au bénéfice du compte bancaire n°BE90.1431.1806.1532.

Milieu - Tijdelijke bezetting van een terrein van het OCMW van Stad Brussel - Vergoedingsovereenkomst voor het gebruik van een landbouwterrein - Vastlegging van de voorwaarden - Goedkeuring van de modelovereenkomst.

De raad,

Gelet op de beslissingen van de vergadering van 23 mei 2019 en 7 september 2023 met betrekking tot het gemeenteproject voor de vergroening van de Linkebeek ter hoogte van de de Perckestraat, dat ertoe strekt de betonnen kunstwerken geplaatst door de voormalige BMWB (Hydria) te wijzigen, een dadingsovereenkomst met de BMWB te sluiten voor een bedrag van € 329.120 om het gemeenteproject te financieren en een aannemer aan te stellen voor de uitvoering van de desbetreffende werken;

Gelet op stedenbouwkundige vergunning 16/PFD/1931700, afgeleverd op 7 augustus 2024, die een nieuwe conforme rechtstoestand creëert en het de gemeente de facto toestaat haar project uit te voeren;

Overwegende dat het project betrekking heeft op de bovenloop van de beek langs de de Perckestraat en dat dit deel drie kadastrale percelen doorkruist, waarvan het hoogstgelegen al aangekocht werd door de gemeente en de twee volgende eigendom zijn van het OCMW van Stad Brussel;

Gelet op beraadslaging 016/23.04.2024/B/0043, waardoor het schepencollege zijn principeakkoord verleend heeft om aan het OCMW van Brussel te vragen om twee percelen grond die hem toebehoren, gelegen in de de Perckestraat en gekadastraard te Ukkel, in de 4e afdeling, sectie F, onder nummer 447 en 448D, met een respectievelijke oppervlakte van 350 m² en 320 m², ter bede en tijdelijk te mogen bezetten in afwachting van de aankoop ervan;

Overwegende dat de preciaire overeenkomst ondertekend werd op 3 maart 2025;

Overwegende dat het OCMW van Brussel de gemeente Ukkel in een brief van 12 juli 2024 geïnformeerd heeft over het akkoord van zijn raad, in zitting van 26 juni 2024, voor de overdracht van de twee voornoemde percelen;

Overwegende dat de procedures voor de aankoop van deze twee percelen goed gevorderd zijn;

Gelet op de bijzondere configuratie van de de Perckestraat, smal en zonder trottoir, die een belangrijke verbindingsweg vormt in deze wijk;

Overwegende dat de gemeentelijke werken vlak naast de de Perckestraat liggen en dat ze geleid zouden hebben tot de afsluiting van deze weg van maart tot november 2025;

Overwegende dat de verschillende betrokken gemeentediensten en de door de gemeente aangestelde aannemer het logischer en veiliger vonden om een werfpiste te creëren aan de kant van de weide die toebehoort aan het OCMW van Stad Brussel en die overeenkomt met een klein deel van het kadastraal perceel te Ukkel, in de 4e afdeling, sectie F, onder nummer 446C en met een totale oppervlakte van 21.994 m²;

Overwegende dat de werfpiste een variabele breedte heeft naargelang de locatie en hoogstens 10 strekkende meter, voor een totale oppervlakte van 2.237,4 m², gemeten door de landmeter van de door de gemeente aangestelde aannemer;

Overwegende dat de eigenaar aan de gemeente gevraagd heeft om het eens te worden met de huurder van deze weide, meer bepaald landbouwbedrijf MARCI FARM SRLEA, met zetel te 7830 Silly (Graty), rue du Veneur 176, vertegenwoordigd door mevrouw Laurene Delphine Marc MARCY en de heer Xavier PITSAER, door middel van een vergoedingsovereenkomst voor het tijdelijk gebruik van een landbouwterrein;

Overwegende dat er een ontwerp van modelovereenkomst opgesteld werd door de dienst Gemeente-eigendommen, dat de volgende voornaamste voorwaarden omvat:

De overeenkomst heeft als doel om de vergoedingsmodaliteiten voor het tijdelijk gebruik van een deel van het landbouwperceel gelegen op het grondgebied van de gemeente Ukkel te definiëren;

De werken die door de gemeente uitgevoerd worden raken dit kadastraal perceel enkel voor de uitroeiing van de Japanse duizendknoop, een invasieve soort, die ruimschoots over de weide groeit vanaf het gemeentelijk perceel;

Het gebruik van het terrein door de aannemer vindt plaats tijdens de periode van 25 maart tot 28 november 2025, hetzij voor een duur van 33 weken;

De vergoeding wordt berekend op basis van het bedrag van € 3.000 per hectare terrein en per jaar, hetzij op basis van de werkelijke oppervlakte en de duur van de werken een totaalbedrag van € 425,97;

De uitbater verbindt zich ertoe de toegang tot de werfmachines toe te staan en de gemeente op de hoogte te brengen van alle moeilijkheden die met de dieren ondervonden worden tijdens de duur van de werken;

De gemeente verbindt zich ertoe de circulatieruimte van de werfmachines te omheinen om de veiligheid van de dieren te garanderen, de overlast te beperken, de eventuele veroorzaakte schade te vergoeden en de toegang tot het perceel te allen tijde te garanderen voor de uitbater en voor de levering van veevoer;

Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen,

Beslist:

De vergoedingsovereenkomst voor het gebruik van het landbouwterrein in de de Perckestraat en de bekrachtiging ervan op de voornoemde voorwaarden goed te keuren;

De uitgave van een bedrag van € 425,97 vast te leggen;

Een uitgave van € 425,97 (vierhonderdvijfentwintig euro zevenennegentig cent) op artikel 766/12601/87 van de gemeentebegroting van 2025 te betalen ten gunste van landbouwbedrijf MARCI FARM SRLEA op bankrekening BE90 1431 1806 1532.

28 **Projet de reconnexion hydraulique du ruisseau Linkebeek au Geleytsbeek : secteur englobant la rue du Melkriek et la rue François Vervloet. Choix de la procédure de passation et fixation des conditions.**

Le Conseil,

Vu le volet territoire du Programme d'Actions Climat, approuvé lors du Conseil Communal du 19 octobre 2023, et notamment les fiches AD1 « Lutter contre les inondations », ayant pour objectif d'augmenter la résilience du territoire face aux inondations,

et AD2 « Créer un réseau d'îlots de fraîcheur avec priorité aux quartiers vulnérables », ayant pour objectif d'augmenter la résilience du territoire face aux événements extrêmes et au phénomène d'îlot de chaleur urbain, et pour ambition de réaliser 4 à 5 projets d'îlots de fraîcheur basés sur la nature par an;

Vu la déclaration de politique générale 2024-2030 et en particulier le point suivant:

La Commune mènera l'ambitieux projet de recreation du ruisseau 'Linkebeek', tout en gérant les eaux pluviales, entre la rue Courte de Linkebeek et le Keyenbempt;

Considérant que cette zone en fond de vallée subit des inondations de manière récurrente, confirmées par plusieurs riverains, et que le présent projet est également l'occasion d'apporter une solution à cette problématique;

Considérant qu'il ressort d'une étude réalisée par le bureau d'étude Urban Water pour le compte de la Commune qu'il est possible de reconnecter le Linkebeek au Geleytsbeek;

Considérant que le ruisseau empruntera majoritairement son tracé historique sauf lorsque cela n'est plus possible pour différentes contraintes liées au terrain;

Vu la décision du Collège en séance du 13 mai 2025 d'approuver cette étude hydraulique pour la reconnexion du Linkebeek au Geleytsbeek;

Considérant que le projet global est divisé en plusieurs tronçons, du fait de son important linéaire;

Considérant que lesdits aménagements sont les suivants : le curage et la remise en état du puits et des chambres de visites existants dans la rue du Melkriek, la pose d'une conduite dans ce puits pour amener le cours d'eau vers la rue François Vervloet, l'installation d'une conduite mise en charge pour permettre au cours d'eau de remonter à contre pente le long de la rue François Vervloet, la création d'une mare au carrefour de la rue de l'Antilope, de la rue Keyenbempt et de la rue François Vervloet,

la création d'une noue peu profonde le long de la rue François Vervloet, permettant le stockage et l'infiltration à ciel ouvert d'une partie des eaux pluviales ainsi qu'un acheminement vers une conduite de trop-plein en aval,

la mise en place d'un avaloir de trop plein vers l'égout en aval de la noue pour la gestion des pluies de retour au-delà de 100 ans,
la réduction du stationnement de 6 à 3 emplacements côté impair et la conservation des 11 emplacements existants côté pair de la rue François Vervloet;
l'installation de tranchées drainantes sous les espaces de stationnement le long de la rue François Vervloet, alimentées par 2 nouveaux avaloirs, permettant le stockage et l'infiltration des pluies d'une partie de la chaussée et des trottoirs (côté pair),
la suppression de 6 avaloirs le long de la rue François Vervloet remplacés par la noue côté impair, par la tranchée drainante côté pair et par un nouvel avaloir dans le carrefour avec la rue du Melkriek, et l'aménagement paysager de l'ensemble;
Considérant que ces aménagements permettent de gérer une pluie de temps de retour de 100 ans;
Considérant qu'il y a lieu de passer un marché public par procédure négociée directe avec publication préalable ayant pour objet les travaux précités;
Vu le dossier d'adjudication rédigé par le bureau d'étude Urban Water et le Service de l'Environnement;
Considérant que la dépense, options incluses, est estimée à un total de 667.300,78 € TVAC, incluant 15 % d'imprévus, et que ce montant est disponible à l'article 879/732-60/93 du budget extraordinaire 2025;
Vu l'article 234, alinéa 1 de la nouvelle loi communale;
Vu l'article 41, § 1er, 2°, de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics;
Considérant que les services de la Voirie et Vert ont été consultés dans le cadre de ce projet;
Considérant qu'un permis d'urbanisme pour le projet « Reconnexion hydraulique du Linkebeek au Geleytsbeek : Secteur Beersel » sera déposé ultérieurement;

Décide :

- d'approuver le projet de reconnexion hydraulique du Linkebeek au Geleytsbeek sur le secteur englobant la rue du Melkriek et la rue François Vervloet;
- d'approuver les documents d'adjudication annexés;
- d'approuver la procédure de passation d'un marché public de travaux par procédure négociée directe avec publication préalable;
- d'approuver la dépense estimée à 667.300,78 € sur les articles 879/732-60/93-20250054 et 879/73260/93-20250055 du budget extraordinaire 2025.

Project voor de hydraulische verbinding van de Linkebeek met de Geleytsbeek: sector Melkriekstraat en François Vervloetstraat. Gunningswijze en vastlegging van de voorwaarden.

De raad,

Gelet op het luik Grondgebied van het Klimaatactieprogramma, goedgekeurd tijdens de gemeenteraad van 19 oktober 2023, en in het bijzonder op de fiches AD1 "Overstromingen bestrijden", die tot doel hebben het grondgebied beter bestand te maken tegen overstromingen, en AD2 "Een netwerk van koelte-eilanden creëren met prioriteit voor kansarme wijken", met als doel het grondgebied beter bestand te maken tegen extreme gebeurtenissen en het fenomeen stedelijk hitte-eiland, en met de ambitie om 4 tot 5 op de natuur gebaseerde koelte-eilandprojecten per jaar uit te voeren.

Gelet op de algemene beleidsverklaring 2024-2030 en in het bijzonder het volgende punt:

De gemeente zal een ambitieus project uitvoeren om de beek 'Linkebeek' opnieuw in te richten en het regenwater tussen de Linkebeekstraat en Keyenbempt te beheren.

Overwegende dat deze zone op de valleibodem regelmatig overstroomd wordt, wat bevestigd wordt door verschillende buurtbewoners, en dat het onderhavige project ook de kans is om een oplossing te bieden voor dit probleem;

Overwegende dat een studie uitgevoerd door het studiebureau Urban Water in opdracht van de gemeente aantoonde dat het mogelijk is om de Linkebeek opnieuw aan te sluiten op de Geleytsbeek; Overwegende dat de beek hoofdzakelijk op haar historisch tracé loopt, behalve wanneer het niet meer mogelijk is wegens verschillende moeilijkheden van het terrein;

Gelet op het besluit van het college in zitting van 13 mei 2025 om in te stemmen met deze hydraulische studie voor de heraansluiting van de Linkebeek op de Geleytsbeek;

Overwegende dat het totale project in verschillende delen is verdeeld vanwege de lange lengte;

Overwegende dat de ontwikkelingen in de sector die de Melkriekstraat en de François Vervloetstraat omvat, in verschillende delen werden besproken tijdens de zitting van het college van 1 juli 2025;

Overwegende dat de genoemde ontwikkelingen als volgt zijn: het schoonmaken en herstellen van de bestaande doorgangen en inspectiekamers in de Melkriekstraat, een buis door deze opening leggen om de waterloop naar de François Vervloetstraat te leiden, de installatie van een overloopbuis om de waterloop stroomopwaarts tegen de helling langs de François Vervloetstraat te laten stromen, de aanleg van een vijver op de kruising van de Antilopestraat, de Keyenbemptstraat en de François Vervloetstraat,

de aanleg van een ondiepe greppel langs de François Vervloetstraat, waardoor een deel van het regenwater in de open lucht kan worden opgeslagen en geïnfiltreerd, en stroomafwaarts in een overloopbuis kan worden geleid,

de installatie van een overloopkolk naar het riool stroomafwaarts van de greppel om regenval met een terugkeerperiode van meer dan 100 jaar te beheeren,

het aantal parkeerplaatsen aan de oneven kant van de straat François Vervloet wordt teruggebracht van 6 naar 3 en de 11 bestaande parkeerplaatsen aan de even kant blijven behouden; de installatie van drainagesleuven onder de parkeerplaatsen langs de François Vervloetstraat, gevoed door 2 nieuwe kolken, om het regenwater van een deel van de rijbaan en trottoirs (even genummerde kant) op te slaan en te infiltreren,

de schrapping van 6 kolken langs de François Vervloetstraat, vervangen door een greppel aan de kant met oneven nummers, een drainagesleuf aan de kant met even nummers en een nieuwe kolk aan de kruising met de Melkriekstraat,

en de landschapsarchitectuur van het geheel;

Overwegende dat deze ontwikkelingen regenval met een terugkeerperiode van 100 jaar kunnen verwerken;

Overwegende dat een overheidsopdracht voor de bovenvermelde werken moet worden geplaatst via een onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking

Gelet op het aanbestedingsdossier, opgesteld door studiebureau Urban Water en de dienst Milieu;

Overwegende dat de uitgave, inclusief opties, wordt geraamd op in totaal € 667.300,78 incl. btw, met inbegrip van 15% voor onvoorziene uitgaves, en dat dit bedrag beschikbaar is onder artikel 879/73260/93 van de buitengewone begroting 2025

Gelet op artikel 234 alinea 1 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 41, § 1, 2°, van de wet van 17 juni 17 betreffende de overheidsopdrachten;

Overwegende dat de Wegendienst en de Groendienst over dit project werden geraadpleegd;

Overwegende dat er een bouwvergunning voor het project "Hydraulische herverbinding van de Linkebeek met de Geleytsbeek: Sector Beersel" op een later tijdstip zal worden ingediend;

Beslist:

- het project voor de hydraulische verbinding van de Linkebeek met de Geleytsbeek, sector Melkriekstraat en François Vervloetstraat, goed te keuren;
- de bijgevoegde aanbestedingsdocumenten goed te keuren;

- een vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking als procedure voor de plaatsing van een overheidsopdracht voor de uitvoering van werken goed te keuren;
- de uitgave goed te keuren geraamd op € 667.300,78 onder artikels 879/732-60/93-20250054 en 879/732-60/93-20250055 van de buitengewone begroting 2025.

29 **Projet de reconnexion hydraulique du ruisseau Linkebeek au Geleytsbeek : secteur englobant la rue Steenvelt, l'avenue de Beersel et la rue Molensteen.- Choix de la procédure de passation et fixation des conditions.**

Le Conseil,

Vu le volet territoire du Programme d'Actions Climat, approuvé lors du Conseil Communal du 19 octobre 2023, et notamment les fiches AD1 « Lutter contre les inondations », ayant pour objectif d'augmenter la résilience du territoire face aux inondations,

et AD2 « Créer un réseau d'îlots de fraîcheur avec priorité aux quartiers vulnérables », ayant pour objectif d'augmenter la résilience du territoire face aux événements extrêmes et au phénomène d'îlot de chaleur urbain, et pour ambition de réaliser 4 à 5 projets d'îlots de fraîcheur basés sur la nature par an;

Vu la déclaration de politique générale 2024-2030 et en particulier le point suivant:

La commune mènera l'ambitieux projet de récréation du ruisseau 'Linkebeek', tout en gérant les eaux pluviales, entre la rue Courte de Linkebeek et le Keyenbempt;

Considérant que cette zone en fond de vallée subit des inondations de manière récurrente, confirmées par plusieurs riverains, et que le présent projet est également l'occasion d'apporter une solution à cette problématique;

Considérant qu'il ressort d'une étude réalisée par le bureau d'étude Urban Water pour le compte de la Commune qu'il est possible de reconnecter le Linkebeek au Geleytsbeek;

Considérant que le ruisseau empruntera majoritairement son tracé historique sauf lorsque cela n'est plus possible pour différentes contraintes liées au terrain;

Vu la décision du Collège en séance du 13 mai 2025 d'approuver cette étude hydraulique pour la reconnexion du Linkebeek au Geleytsbeek;

Considérant que le projet global est divisé en plusieurs tronçons, du fait de son important linéaire;

Considérant que lesdits aménagements sont les suivants :

la mise en canalisation puis à ciel ouvert dans la rue Steenvelt, permettant de gérer les eaux dévalant actuellement de la rue Steenvelt vers l'avenue de Beersel et s'engouffrant dans les habitations des riverains situés aux numéros 85 à 95 de cette avenue,

cette remise à ciel ouvert nécessite la réduction du stationnement, de 15 à 6 places, et la réduction de la chaussée à une voie avec des sas entre les places de stationnement. Un comptage de la fréquentation de véhicules dans cette rue a montré que cette réduction de chaussée ne devrait pas causer de file,

l'abattage des 6 érables champêtres côté pair de la rue Steenvelt sera nécessaire, lesquels seront remplacés par 6 arbres d'essences mieux adaptées au milieu humide, selon la note rédigée par le Service vert jointe à ce rapport,

une noue végétalisée à l'intersection de la rue Steenvelt et l'avenue de Beersel, permettant de temporiser les eaux de ruissèlement de la rue Steenvelt,

cette noue permettra de réduire l'emprise de ce carrefour actuellement très évasé, offrant une bien meilleure lisibilité de celui-ci et permettant ainsi de réduire les risques d'accident, conformément aux prescrits du service de la Voirie,

la création d'un plateau surélevé à l'intersection de la rue Steenvelt et l'avenue de Beersel afin de ralentir la vitesse à cet endroit,

la mise en charge du ruisseau en canalisation dans l'avenue de Beersel jusqu'à l'intersection avec la rue Molensteen, étant donné la contre-pente de l'avenue de Beersel,

la remise à ciel ouvert du ruisseau dans la rue Molensteen, entraînant une réduction du stationnement, de 10 à 6 places, d'un côté de la rue,

en option, la création d'une tranchée drainante sous le plateau surélevé pour récupérer les eaux de voirie de l'avenue de Beersel et ainsi apporter davantage de protection contre les inondations aux habitations de ce tronçon. Cette option, estimée à 47.300,00 € HTVA, sera mise en œuvre si le budget le permet;

Considérant que ces aménagements permettent de gérer une pluie de temps de retour de 100 ans;

Considérant qu'il y a lieu de passer un marché public par procédure négociée directe avec publication préalable ayant pour objet les travaux précités;

Vu le dossier d'adjudication rédigé par le bureau d'étude Urban Water et le Service de l'Environnement;
Considérant que la dépense, options incluses, est estimée à un total de 703.598,06 € TVAC, incluant 15 % d'imprévus, et que ce montant est disponible à l'article 879/732-60/93-20250053 du budget extraordinaire 2025;

Vu l'article 234, alinéa 1 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 41, § 1er, 2°, de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics;

Considérant que les services de la Voirie et Vert ont été consultés dans le cadre de ce projet;

Considérant qu'un permis d'urbanisme pour le projet « Reconnexion hydraulique du Linkebeek au Geleytsbeek : Secteur Beersel » sera déposé ultérieurement;

Décide :

- d'approuver le projet de reconnexion hydraulique du ruisseau Linkebeek au ruisseau Geleytsbeek sur le secteur englobant la rue Steenvelt, l'avenue de Beersel et la rue Molensteen;
- d'approuver les documents d'adjudication annexés;
- d'approuver la procédure de passation d'un marché public de travaux par procédure négociée directe avec publication préalable;

- d'approuver la dépense estimée à 703.598,06 € sur l'article 879/732-60/93-20250053 du budget extraordinaire 2025.

Project voor de hydraulische herverbinding van de Linkebeek met de Geleytsbeek: sector Steenveltstraat, Beersellaan en Molensteenstraat.- Gunningswijze en vastlegging van de voorwaarden.

De raad,

Gelet op het luik Grondgebied van het Klimaatactieprogramma, goedgekeurd tijdens de gemeenteraad van 19 oktober 2023, en in het bijzonder op de fiches AD1 "Overstromingen bestrijden", die tot doel hebben het grondgebied beter bestand te maken tegen overstromingen,

en AD2 "Een netwerk van koelte-eilanden creëren met prioriteit voor kansarme wijken", met als doel het grondgebied beter bestand te maken tegen extreme gebeurtenissen en het fenomeen stedelijk hitte-eiland, en met de ambitie om 4 tot 5 op de natuur gebaseerde koelte-eilandprojecten per jaar uit te voeren.

Gelet op de algemene beleidsverklaring 2024-2030 en in het bijzonder het volgende punt:

De gemeente zal een ambitieus project uitvoeren om de beek 'Linkebeek' opnieuw in te richten en het regenwater tussen de Linkebeekstraat en Keyenbempt te beheren.

Overwegende dat deze zone op de valleibodem regelmatig overstroomd wordt, wat bevestigd wordt door verschillende buurtbewoners, en dat het onderhavige project ook de kans is om een oplossing te bieden voor dit probleem;

Overwegende dat een studie uitgevoerd door het studiebureau Urban Water in opdracht van de gemeente aantoont dat het mogelijk is om de Linkebeek opnieuw aan te sluiten op de Geleytsbeek; Overwegende dat de beek hoofdzakelijk op haar historisch tracé loopt, behalve wanneer het niet meer mogelijk is wegens verschillende moeilijkheden van het terrein;

Gelet op het besluit van het college in zitting van 13 mei 2025 om in te stemmen met deze hydraulische studie voor de heraansluiting van de Linkebeek op de Geleytsbeek;

Overwegende dat het totale project in verschillende delen is verdeeld vanwege de lange lengte;

Overwegende dat de genoemde ontwikkelingen als volgt zijn:

de aanleg van een riool en vervolgens een open kanaal in de Steenveltstraat, om het water te beheren dat momenteel door de Steenveltstraat naar de Beersellaan stroomt en de huizen van de bewoners op nummer 85 tot 95 van deze laan binnenstroomt,

voor deze heropening van het terrein moet het aantal parkeerplaatsen worden teruggebracht van 15 naar 6 en moet de rijbaan worden teruggebracht tot één rijstrook met sassen tussen de parkeerplaatsen. Uit een verkeerstelling in deze straat bleek dat deze vermindering van de rijbaan geen files zou veroorzaken,

het kappen van 6 veldesdoornen aan de even kant van de Steenveltstraat is noodzakelijk. Deze zullen worden vervangen door 6 bomen die beter geschikt zijn voor een vochtige omgeving, volgens de nota van de Groendienst die aan dit rapport werd toegevoegd,

een beplante wadi op de kruising van de Steenveltstraat en de Beersellaan, om het afvloeien vanaf de Steenveltstraat te controleren,

deze wadi zal het mogelijk maken om de inneming van dit kruispunt, dat momenteel erg breed is, te verminderen, waardoor het veel overzichtelijker wordt en het risico op ongelukken afneemt, in overeenstemming met de instructies van de dienst Wegen,

de aanleg van een verhoogd platform op het kruispunt van de Steenveltstraat en de Beersellaan om de snelheid op deze locatie af te remmen,

het kanaliseren van de beek in de Beersellaan tot aan de kruising met de Molensteenstraat, gezien de helling van de Beersellaan,

de openstelling van de beek in de Molensteenstraat, waardoor het aantal parkeerplaatsen aan één kant van de straat wordt teruggebracht van 10 naar 6,

als optie, de aanleg van een drainagesleuf onder het verhoogde platform om het wegwater van de Beersellaan op te vangen, wat extra bescherming biedt tegen overstromingen voor huizen langs dit stuk weg. Deze optie, geraamd op € 47.300 excl. btw, zal worden uitgevoerd als het budget het toelaat;

Overwegende dat deze ontwikkelingen regenval met een terugkeerperiode van 100 jaar kunnen verwerken;

Overwegende dat een overheidsopdracht voor de bovenvermelde werken moet worden geplaatst via een onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking;

Gelet op het aanbestedingsdossier, opgesteld door studiebureau Urban Water en de dienst Milieu;

Overwegende dat de uitgave, inclusief opties, wordt geraamd op in totaal € 703.598,06 incl. btw, met inbegrip van 15% voor onvoorziene uitgaves, en dat dit bedrag beschikbaar is onder artikel 879/73260/93-20250053 van de buitengewone begroting 2025;

Gelet op artikel 234 alinea 1 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 41, § 1, 2°, van de wet van 17 juni 17 betreffende de overheidsopdrachten;

Overwegende dat de Wegendienst en de Groendienst over dit project werden geraadpleegd;

Overwegende dat er een bouwvergunning voor het project "Hydraulische herverbinding van de Linkebeek met de Geleytsbeek: Sector Beersel" op een later tijdstip zal worden ingediend;

Beslist:

- het project voor de hydraulische herverbinding van de Linkebeek met de Geleytsbeek, sector Steenveltstraat, Beersellaan en Molensteenstraat, goed te keuren;
- de bijgevoegde aanbestedingsdocumenten goed te keuren;
- een vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking als procedure voor de plaatsing van een overheidsopdracht voor de uitvoering van werken goed te keuren;
- de uitgave goed te keuren geraamd op € 703.598,06 onder artikel 879/732-60/93-20250053 van debuitengewone begroting 2025.

30 **Aménagement spécifique de l'ouverture de l'Ukkelbeek dans le secteur nord du parc de Wolvendael. - Choix de la procédure de passation et fixation des conditions.**

Le Conseil,

Considérant que la Commune a été lauréate de l'appel à projet lancé par Bruxelles Environnement en 2019 pour la mise en œuvre de projets environnementaux, notamment pour un projet d'étude portant sur la remise à ciel ouvert de l'Ukkelbeek dans le parc de Wolvendael, sur une distance d'environ 80 m, entre la grille d'entrée avenue De Fré et le mur côté rue Rouge et entre le mur côté De Fré et l'étang du parc;

Considérant que l'ensemble de l'étude a été réalisée et a permis d'aboutir à un projet qui permette à la fois la valorisation de l'Ukkelbeek dans le parc au lieu de son tracé actuel sous le trottoir de l'avenue De Fré, qu'il est quasiment impossible à remettre en état, voire même à explorer pour en déterminer l'état actuel, tout en permettant un apport d'eau à l'étang du bas du parc de Wolvendael en partie victime de l'eutrophisation ;

Considérant que l'étang, dans son état actuel, reçoit déjà les eaux de temps de pluie en provenance du Crabbegat récemment rénové, mais qu'il est incapable d'absorber ces eaux sans déborder à son tour dans l'égout et en surface en direction de l'avenue De Fré en raison de sa topographie existante;

Considérant que l'étude a veillé à maintenir à la fois la fonction paysagère actuelle de l'étang, d'améliorer la qualité de ces eaux, tout en lui permettant à l'avenir de jouer pleinement le rôle de bassin d'orage pour les eaux de l'Ukkelbeek, d'une partie du parc et du Crabbegat, afin de protéger nos citoyens contre les inondations en soulageant le réseau d'égouttage;

Considérant que le projet a fait l'objet de nombreux travaux préparatoires à la demande de la Division du Patrimoine Culturel (DPC) de la Région en raison du classement du parc, et d'une demande préalable d'avis informel auprès de la Commission Royale des Monuments et des Sites (CRMS);

Considérant que l'une des demandes formulées par la DPC porte sur l'augmentation de la taille de l'étang actuel en direction de la rue Rouge plutôt que sur la création de la totalité du linéaire de ruisseau initialement prévu, et que le projet a donc été adapté en ce sens dans la mesure où cette adaptation permet de maximiser la biodiversité et la qualité paysagère de l'étang sans nuire aux objectifs de gestion des eaux;

Considérant que ce tronçon amont de l'Ukkelbeek est sous gestion communale, mais que la Commune doit disposer de l'autorisation du gestionnaire de ruisseau délivrée par Bruxelles Environnement puisque la Commune ne peut être à la fois juge et partie prenante;

Considérant que Bruxelles Environnement avait suivi la genèse du projet, a lu et approuvé la note de gestion des eaux, et a délivré ladite autorisation de gestionnaire de ruisseau indispensable en vue du dépôt de la demande de permis patrimonial;

Considérant que le projet ainsi adapté aux conditions de la CRMS a fait l'objet d'une demande de permis patrimonial;

Vu le permis patrimonial sous conditions délivré le 27 mai 2025;

Considérant que les documents du marché, y compris les plans, ont été adaptés sur base des conditions de délivrance dudit permis;

Considérant qu'il y a donc lieu sur cette base de passer un marché public par procédure négociée directe avec publication préalable ayant pour objet les travaux précités;

Vu le dossier d'adjudication rédigé par le bureau d'étude Urban Water et le service de l'Environnement;

Considérant que la dépense totale est ainsi estimée à 508.132,66 € (y compris 21% de TVA et 15% d'imprévus) et que ce montant est disponible à l'article 879/732-60/93 projets 20250052 et 20250057 du budget extraordinaire 2025;

Vu l'article 234, alinéa 1 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 41, § 1er, 2°, de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics;

Décide :

- d'approuver le projet d'aménagement spécifique de l'ouverture de l'Ukkelbeek dans le secteur nord du parc de Wolvendaël;
- d'approuver la procédure de passation d'un marché public de travaux par procédure négociée directe avec publication préalable;
- d'approuver l'estimation de la dépense totale envisagée, à savoir 508.132,66 € sur l'article 879/732-60/93 projets 20250052 et 20250057 du budget extraordinaire 2025.

Spécifique inrichting van de opening van de Ukkelbeek in de noordelijke sector van het Wolvendaelpark. - Keuze van de plaatsingsprocedure en vastlegging van de voorwaarden.

De raad,

Overwegende dat de gemeente laureaat was van de projectoproep die in 2019 door Leefmilieu Brussel gelanceerd werd voor de uitvoering van milieuprojecten, meer bepaald voor een studieproject met betrekking tot het bovengronds laten stromen van de Ukkelbeek in het Wolvendaelpark, over een afstand van ongeveer 80 meter, tussen het toegangshek in de De Frélaan en de muur aan de Rodestraat en tussen de muur aan de De Frélaan en de vijver van het park;

Overwegende dat de volledige studie uitgevoerd werd en geleid heeft tot een project dat de opwaardering van de Ukkelbeek in het park op de plaats van haar huidige loop onder het trottoir in de De Frélaan mogelijk maakt, dat ze bijna onmogelijk te herstellen of zelfs te onderzoeken is om er de huidige staat van te bepalen, waarbij water toegevoerd wordt in de vijver onderaan het Wolvendaelpark die deels slachtoffer is van eutrofiëring;

Overwegende dat de vijver in zijn huidige toestand al het regenwater afkomstig van het recent gerenoveerde Crabbegat opvangt, maar dat hij niet in staat is dit water te absorberen zonder op zijn beurt over te lopen in de riolering en aan de oppervlakte in de richting van de De Frélaan wegens zijn huidige topografie;

Overwegende dat de studie erover gewaakt heeft zowel de huidige landschapsfunctie van de vijver te behouden als de kwaliteit van dit water te verbeteren, waarbij hij in de toekomst volledig de rol van stormbekken voor het water van de Ukkelbeek, een deel van het park en het Crabbegat kan spelen, om onze burgers te beschermen tegen overstromingen door het rioolnet te ontlasten;

Overwegende dat er voor het project talrijke voorbereidende werken nodig waren op vraag van de Directie Cultureel Erfgoed (DCE) van het gewest wegens de bescherming van het park, alsook een voorafgaande vraag tot informeel advies aan de Koninklijke Commissie voor Monumenten en Landschappen (KCML);

Overwegende dat een van de vragen van de DCE betrekking heeft op de uitbreiding van de huidige vijver in de richting van de Rodestraat in plaats van op de oorspronkelijk geplande aanleg van de volledige lineaire loop van de beek en dat het project dus in die zin aangepast werd voor zover deze aanpassing het mogelijk maakt de biodiversiteit en de landschapskwaliteiten van de vijver te maximaliseren zonder de waterbeheerdoelstellingen aan te tasten;

Overwegende dat deze bovenloop van de Ukkelbeek onder gemeentelijk beheer staat maar dat de gemeente moet beschikken over de toelating van de beheerder van de beek, afgeleverd door Leefmilieu Brussel, aangezien de gemeente geen rechter in eigen zaak kan zijn;

Overwegende dat Leefmilieu Brussel het ontstaan van het project opgevolgd heeft, de waterbeheernota gelezen en goedgekeurd heeft en deze toelating van de beheerder van de beek afgeleverd heeft, die noodzakelijk is om de erfgoedvergunning aan te vragen;

Overwegende dat er voor het project dat aangepast werd aan de voorwaarden van de KCML een erfgoedvergunning aangevraagd werd;

Gelet op de erfgoedvergunning onder voorwaarden afgeleverd op 27 mei 2025;

Overwegende dat de opdrachtdocumenten, inclusief de plannen, aangepast werden op basis van de afgiftevoorwaarden van deze vergunning;

Overwegende dat er dus op basis hiervan een overheidsopdracht via vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking uitgeschreven moet worden, met de voornoemde werken als voorwerp;

Gelet op het aanbestedingsdossier, opgesteld door studiebureau Urban Water en de Milieudienst;

Overwegende dat de totale uitgave geraamd wordt op € 508.132,66 (inclusief 21 % btw en 15 % onvoorziene uitgaven) en dat dit bedrag beschikbaar is op artikel 879/732-60/93 projecten 20250052 en 20250057 van de buitengewone begroting 2025;

Gelet op artikel 234 1e lid van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 41 §1, 2° van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten;

Beslist:

- Het specifiek aanlegproject voor de opening van de Ukkelbeek in de noordelijke sector van het Wolvendaelpark goed te keuren;
- De plaatsingsprocedure van een overheidsopdracht van werken via vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking goed te keuren;
- De raming van de totale overwogen uitgave van € 508.132,66 op artikel 879/732-60/93 projecten 20250052 en 20250057 van de buitengewone begroting 2025 goed te keuren.

31 **Programme d'Actions Climat (PAC) - Organisation de La Fresque du Climat pour les membres du Conseil communal et du Conseil de l'Action Sociale.**

Le Conseil,

Vu le volet « administration » du Programme d'Actions Climat (PAC), adopté par Conseil communal le 25 avril 2024;

Vu l'action 1.3 de la fiche SE2 : « Inviter les élu(e)s locaux à participer à une Fresque du Climat ou toute action similaire » et plus particulièrement :

« L'action vise à aller encore plus loin dans l'engagement et l'exemplarité des élu(e)s locaux via cet atelier formateur aux mécanismes et enjeux climatiques. L'objectif est que l'ensemble des élu(e)s (Bourgmestre, Échevin(e)s, conseiller(ère)s communaux) participe à une Fresque du Climat ou toute action similaire d'ici 2025. Il s'agit de fournir aux élu(e)s davantage de leviers d'actions leur permettant

d'intégrer des mesures pour faire face aux changements climatiques dans leurs politiques » « Proposer la Fresque du Climat ou toute action similaire à l'ensemble des membres du Collège et du Conseil communal à chaque début de nouvelle législature, en proposant plusieurs séances afin que l'ensemble des membres des deux Assemblées puissent participer »;

Considérant qu'une session pour les membres du Collège a eu lieu le 11 mars et qu'il était prévu d'organiser deux sessions pour les membres du Conseil;

Considérant que plusieurs dates ont été successivement proposées aux membres du Conseil, dont le 15 mars, le 29 mars et le 27 mai, mais que seulement la session du 29 mars a eu lieu, avec 6 membres du Conseil et 2 partis représentés, les autres dates n'ayant pas réuni suffisamment d'inscriptions ou de personnes présentes;

Considérant que les animateurs ont exceptionnellement accepté de faire un geste commercial en acceptant de reporter une dernière fois la deuxième séance;

Considérant qu'une dernière session sera organisée le mardi 7 octobre de 18h30 à 22h dans la Salle du Conseil à destination des membres du Conseil communal et du Conseil de l'Action Sociale;

Considérant que la date limite pour s'inscrire est fixée au lundi 15 septembre;

Considérant que des sandwiches et des boissons seront proposés;

Décide : de prendre note de la date du mardi 7 octobre de 18h30 à 22h et d'inviter chaque groupe et parti à veiller à la participation d'au moins un membre.

Klimaatactieprogramma (KAP) - Organisatie van het Klimaatfresco voor de leden van de gemeenteraad en de raad voor maatschappelijk welzijn.

De raad,

Gelet op het luik "Bestuur" van het Klimaatactieprogramma (KAP), aangenomen door de gemeenteraad op 25 april 2024;

Gelet op actie 1.3 van fiche SE2: "De lokale verkozenen uitnodigen om deel te nemen aan een Klimaatfresco of een gelijkaardige actie" en meer in het bijzonder:

"De actie strekt ertoe een stap verder te gaan in de verbintenis en de voorbeeldfunctie van de lokale verkozenen via deze workshop over de klimaatmechanismen en -uitdagingen. De doelstelling is dat alle verkozenen (burgemeester, schepenen, gemeenteraadsleden) tegen 2025 deelnemen aan een Klimaatfresco of een gelijkaardige actie. Het is de bedoeling om de verkozenen meer actiemiddelen te bezorgen waarmee ze maatregelen in hun beleid kunnen integreren om het hoofd te bieden aan de klimaatverandering."

"Het Klimaatfresco of een gelijkaardige actie voorstellen aan alle leden van het college en de gemeenteraad bij het begin van elke nieuwe legislatuur en meerdere sessies aanbieden zodat alle leden van de twee vergaderingen eraan kunnen deelnemen";

Overwegende dat er een sessie voor de leden van het college plaatsvond op 11 maart en dat het de bedoeling was om twee sessies voor de raadsleden te organiseren;

Overwegende dat er achtereenvolgens verschillende data voorgesteld werden aan de raadsleden, waaronder 15 maart, 29 maart en 27 mei, maar dat enkel de sessie van 29 maart plaatsgevonden heeft, met 6 leden van de raad en 2 partijen vertegenwoordigd, aangezien er voor de andere data niet genoeg inschrijvingen of aanwezigen waren;

Overwegende dat de animatoren uitzonderlijk aanvaard hebben een commerciële geste te doen door de tweede sessie een laatste keer uit te stellen;

Overwegende dat er een laatste sessie georganiseerd wordt op dinsdag 7 oktober van 18.30 tot 22 uur in de raadzaal voor de leden van de gemeenteraad en de raad voor maatschappelijk welzijn;

Overwegende dat de deadline voor de inschrijvingen maandag 15 september is;

Overwegende dat er broodjes en drankjes aangeboden worden;

Beslist:

Nota te nemen van de datum van dinsdag 7 oktober van 18.30 tot 22 uur en elke fractie en partij te verzoeken erover te waken dat er minstens een lid deelneemt.

DÉPARTEMENT AFFAIRES SOCIALES ET ÉCONOMIQUES - DEPARTEMENT SOCIALE EN ECONOMISCHE ZAKEN

Tutelle CPAS - Toezicht OCMW

32 CPAS - Budget 2025 - Modification budgétaire n°1 - Service exploitation et investissement.

Le Conseil,

Vu le budget du Centre Public d'Action Sociale d'Uccle pour l'exercice 2025;

Vu les articles 26 bis et 88, § 2 de la loi organique;

Attendu que par sa délibération du 25/06/2025, parvenue à notre administration le 15/07/2025, le Conseil de l'action sociale a décidé d'arrêter les modifications budgétaires n° 1 du service exploitation et du service investissement;

Attendu que ces modifications augmentent la dotation communale de 2.720.504,86 € ;

Attendu que ces modifications ont été soumises au Comité de concertation du 25/06/2025 et que celui-ci a rendu un avis favorable; Décide :

D'approuver ces modifications budgétaires n°1 portant une augmentation de la dotation communale de 2.720.504,86 €.

OCMW - Begroting 2025 - Begrotingswijziging nr 1 - Exploitatie en investeringsdienst.

De Raad,

Gelet op de begroting van het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn van Ukkel voor het dienstjaar 2025;

Gelet op artikels 26bis en 88 § 2 van de organieke wet;

Aangezien de raad voor maatschappelijk welzijn in zijn beraadslaging van 25/06/2025, bij ons bestuur ontvangen op 15/07/2025, beslist heeft om de begrotingswijziging nr. 1 van de exploitatie en investeringsdienst vast te leggen;

Aangezien deze wijziging de gemeentelijke dotatie met € 2.720.504,86 verhoogt;

Aangezien deze wijziging voorgelegd werd aan het overlegcomité van 25/06/2025 en deze laatste een gunstig advies heeft geformuleerd; Beslist :

De begrotingswijziging n°1 goed te keuren die een verhoging van de gemeentelijke dotatie met 2.720.504,86 € inhoudt.

Action sociale - Sociale actie

33 Acceptation de la convention pour l'attribution du subside cheques-taxis régionaux 2025

Le Conseil,

Considérant la Déclaration de Politique générale communale et la volonté de faciliter les déplacements des seniors et des personnes à mobilité réduite de la commune d'Uccle;
Considérant qu'en complément des chèques taxis communaux (valeur de 5 € avec prise en charge de 50% de leur valeur par la commune) le service de l'Action Sociale de la commune d'Uccle perçoit un subside régional annuel de 8.130,- € permettant la distribution complémentaire de chèques taxis gratuits aux personnes répondant aux conditions de l'arrêté ministériel régional;
Considérant que depuis 2025, l'attribution de ce subside est soumise à l'acceptation et la signature préalable d'une convention (voir annexe) conformément aux modalités de l'arrêté ministériel régional qui nous sera communiqué après la signature de ladite convention;
Considérant que le subside régional annuel de 8.130,- € permet d'octroyer à ces mêmes bénéficiaires, deux chèques gratuits d'une valeur de 5,00 € par mois;

Décide :

D'approuver et de signer la convention réglant les modalités de l'attribution du subside régional pour l'achat de chèques régionaux gratuits.

Aanvaarding van de overeenkomst voor de toekenning van de subsidie gewestelijke taxicheques 2025.

De Raad,

Gelet op de gemeentelijke algemene beleidsverklaringen en de wens om verplaatsingen van senioren en personen met beperkte mobiliteit in de gemeente Ukkel te vergemakkelijken;
Overwegende dat de dienst Sociale Actie van de gemeente Ukkel, naast de gemeentelijke cheques (waarde € 5 € waarvan 50% van de waarde door de gemeente wordt betaald), een jaarlijkse gewestelijke subsidie van € 8.130,- ontvangt waarmee gratis taxicheques uitgedeeld kunnen worden aan personen die voldoen aan de voorwaarden van het gewestelijke ministeriële besluit; Overwegende dat de toekenning van deze subsidie sinds 2025 afhankelijk is van de aanvaarding en voorafgaande ondertekening van een overeenkomst (zie bijlage) overeenkomstig de voorwaarden van het gewestelijke ministeriële besluit, dat ons zal worden meegedeeld zodra de vermelde overeenkomst is ondertekend;
Overwegende dat dezelfde begunstigten dankzij de jaarlijkse gewestelijke subsidie van € 8.130,twee gratis cheques ter waarde van € 5 per maand kunnen krijgen;

Beslist:

De overeenkomst betreffende de voorwaarden voor de gewestelijke subsidie voor de aankoop van gratis gewestelijke cheques goed te keuren en te ondertekenen.

34 A.L.E - Bilan et compte de résultat 2024 - Rapport annuel

Le Conseil,

Attendu que l'ALE d'Uccle a arrêté son bilan et compte de résultat pour l'année 2024 ainsi que son rapport d'activité ;

Attendu que ces documents seront publiés sur la page ALE du site communal ;

Décide :

De prendre connaissance pour information du compte 2024 de l’ALE et de son rapport d’activité.

PWA – Balans en resultatenrekening 2024 – Jaarverslag

De raad,

Aangezien het PWA van Ukkel zijn balans en resultatenrekening voor 2024 en zijn activiteitenverslag afgesloten heeft;

Aangezien deze documenten gepubliceerd worden op de PWA-pagina van de gemeentelijke website;

Beslist:

Kennis te nemen van de rekening 2024 van het PWA en van zijn activiteitenverslag.

DÉPARTEMENT AFFAIRES ÉDUCATIVES - DEPARTEMENT EDUCATIEVE ZAKEN

Education - Onderwijs

35 Département des Affaires éducatives.- Enseignement communal.- Plan de pilotage.- Convention d'accompagnement.- CECP

Le Conseil,

Attendu que le Code de l'enseignement fondamental et secondaire du 3 mai 2019 prévoit que le dispositif d'accompagnement et de suivi proposé par le CECP dans le cadre du nouveau dispositif de pilotage doit faire l'objet d'une contractualisation entre chaque pouvoir organisateur et la fédération de pouvoirs organisateurs à laquelle il est affilié - le CECP dans le cas présent ; Que la contractualisation relève des compétences du Conseil communal ; Que les 14 écoles communales sont concernées, à savoir :

- l'école fondamentale de CALEVOET ;
 - l'école fondamentale du CENTRE ;
 - l'école fondamentale des EGLANTIERES - Petite Section ;
 - l'école primaire des EGLANTIERES - Grande Section ;
 - l'école fondamentale du HOMBORCH - Petite Section ;
 - l'école primaire du HOMBORCH - Grande Section ;
 - l'école fondamentale du LONGCHAMP ;
 - l'école fondamentale de MESSIDOR ;
 - l'école fondamentale de SAINT JOB ;
 - l'école fondamentale du VAL FLEURI - Petite Section ;
 - l'école primaire du VAL FLEURI - Grande Section ;
 - l'école fondamentale du VERREWINKEL ;
 - l'école primaire d'enseignement spécialisé du MERLO ;
 - l'école secondaire d'enseignement spécialisé DES POLDERS (ICPP) ;
- Que le projet de convention est annexé à la présente délibération; Décider :
d'approuver le projet de convention d'accompagnement et de suivi dans le cadre du dispositif de pilotage pour les 14 écoles reprises supra avec le CECP.
-

Gemeentelijk onderwijs – Departement Educatieve Zaken – Sturingsplan – Begeleidingsovereenkomst – CECP

De raad,

Aangezien het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs van 3 mei 2019 bepaalt dat de begeleidings- en opvolgingsvoorziening aangeboden door de CECP in het kader van de nieuwe sturingsvoorziening het voorwerp moet uitmaken van een contractualisering tussen elke inrichtende macht en de federatie van inrichtende machten waarbij ze aangesloten is – in dit geval de CECP; Aangezien de contractualisering onder de bevoegdheden van de gemeenteraad valt; Aangezien de 14 gemeentescholen betrokken zijn, meer bepaald:

- Basisschool CALEVOET;
- Basisschool CENTRE;
- Basisschool LES EGLANTIERS – kleine afdeling;
- Lagere school LES EGLANTIERS – grote afdeling;
- Basisschool HOMBORCH - kleine afdeling;
- Lagere school HOMBORCH - grote afdeling;
- Basisschool LONGCHAMP;
- Basisschool MESSIDOR;
- Basisschool SAINT JOB;
- Basisschool VAL FLEURI - kleine afdeling;
- Lagere school VAL FLEURI - grote afdeling;
- Basisschool VERREWINKEL;
- Lagere school voor buitengewoon onderwijs MERLO;
- Middelbare school voor buitengewoon onderwijs POLDERS (ICPP);

Aangezien het ontwerp van overeenkomst in de bijlage bij de onderhavige beraadslaging zit; Beslist: Het ontwerp van begeleidings- en opvolgsovereenkomst in het kader van de sturingsvoorziening voor de 14 voornoemde scholen met de CECP goed te keuren.

36 A.S.B.L. Le Val d'Uccle.- Convention de gestion.- Rapport d'évaluation et ses annexes.

Le Conseil,

Vu l'Ordonnance du 5 juillet 2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale ; notamment les articles 38 à 40 de cette Ordonnance;

Vu la Convention de gestion approuvée par le Conseil en sa séance du 28 avril 2022 et signée entre la Commune et l'ASBL Val d'Uccle, asbl communale au sens de l'ordonnance du 5 juillet 2018 susmentionnée, le 16 mai 2022;

Vu que l'Ordonnance dispose à son article 39, § 2 que la Convention et son exécution sont évalués chaque année sur base d'un rapport écrit par le Conseil communal en présence du président du

Conseil d'administration de l'ASBL ou de son représentant;

Vu l'article 27 de la Convention disposant que « Le rapport d'évaluation est rédigé sur base des tâches et des missions reprises aux articles 6 et 7 de la convention de gestion ainsi que sur base, au minimum, des indicateurs suivants :

- le budget de l'ASBL relatif à l'exercice évalué;
- les comptes annuels de l'ASBL relatifs à l'exercice évalué;
- le budget prévisionnel afférent à l'exercice suivant;
- le rapport d'activité;
- le procès-verbal de l'assemblée générale approuvant les comptes annuels et le budget prévisionnel;
- le cas échéant, les tarifs appliqués tant aux membres qu'aux personnes n'étant pas membre de l'ASBL;
- le cas échéant, le planning des occupations des bâtiments de la Commune;

Vu ces articles 6 et 7 résumant les missions de l'ASBL telles que reprises dans les statuts;

Considérant que l'ASBL a remis, le 2 juin 2025, son rapport d'évaluation relatif à l'année 2024 au Secrétariat central de la Commune contre récépissé;

Considérant que, conformément à l'article 28 de la Convention, le Collège des Bourgmestre et Echevins a inscrit ce point à l'ordre du jour du prochain Conseil soit à la séance de ce jour et a invité le président du Conseil d'administration, ou son représentant, à y être présent et ce, dans les délais prévus par la Convention;

Considérant que ce rapport d'évaluation est conforme aux objectifs qui lui sont fixés par la Convention de gestion;

Considérant que ce rapport d'évaluation contient dans ses annexes les comptes 2024 ainsi que le budget 2025 tels qu'approuvés par l'Assemblée Générale de l'ASBL, Décide :

- d'approuver le rapport d'évaluation 2024 de l'ASBL Val d'Uccle en annexe;
- de prendre connaissance des comptes 2024 et du budget 2025 de l'ASBL tels que joints en annexe du rapport d'évaluation.

V.Z.W. Le Val d'Uccle.- Beheersovereenkomst.- Evaluatieverslag en de bijlagen.

De Raad,

Gelet op de ordonnantie van 5 juli 2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten, en meer bepaald artikels 38 tot 40 van deze ordonnantie; Gelet op de beheersovereenkomst goedgekeurd door de raad in zitting van 28 april 2022 en ondertekend tussen de gemeente en vzw Val d'Uccle, een gemeentelijke vzw in de zin van bovenvermelde ordonnantie van 5 juli 2018, op 16 mei 2022;

Aangezien artikel 39, § 2 van de ordonnantie bepaalt dat de overeenkomst en de uitvoering ervan elk jaar worden geëvalueerd op basis van een schriftelijk verslag van de gemeenteraad in aanwezigheid van de voorzitter van de raad van bestuur van de vzw of zijn vertegenwoordiger; Aangezien artikel 27 het volgende bepaalt : "Het evaluatieverslag wordt opgesteld op basis van de taken en opdrachten die in artikels 6 en 7 van deze overeenkomst zijn omschreven en op basis van ten minste de volgende indicatoren :

- de begroting van de VZW voor het begrotingsjaar dat wordt geëvalueerd;
- de jaarrekeningen van de VZW voor het begrotingsjaar dat wordt geëvalueerd;
- de voorlopige begroting voor het volgende begrotingsjaar;
- het activiteitenverslag;
- het proces-verbaal van de algemene vergadering waarin de jaarrekeningen en de voorlopigebegroting worden goedgekeurd;
- desgevallend de tarieven zowel voor leden als niet-leden van de VZW;
- desgevallend de planning van de bezetting van de gebouwen van de Gemeente;Gelet op deze artikels 6 en 7 die de opdrachten van de vzw zoals bepaald in de statuten samenvatten;

Overwegende dat de vzw op 2 juni 2025 haar evaluatieverslag met betrekking tot het jaar 2024 tegen ontvangstbewijs heeft overgemaakt aan het centraal secretariaat van de gemeente;

Overwegende, overeenkomstig artikel 28 van de overeenkomst, dat het college van burgermeester en schepenen dit punt op de agenda van de volgende raad heeft gezet en de voorzitter van de raad van bestuur, of zijn vertegenwoordiger, heeft opgeroepen voor deze raad binnen de overeenkomst vastgestelde termijnen;

Overwegend dat dit evaluatieverslag voldoet aan de doelstellingen die zijn vastgelegd in de beheersovereenkomst;

Overwegende dat dit evaluatierapport in zijn bijlagen de rekeningen 2024 en de begroting 2025 bevat zoals goedgekeurd door de algemene vergadering van de vzw,

Beslist :

- zijn goedkeuring te verlenen aan het bijgevoegde evaluatieverslag 2024 van vzw Val d'Uccle; - kennis te nemen van de jaarrekening 2024 en de begroting 2025 van de vzw zoals toegevoegd in de bijlage van de evaluatieverslag.

37 **Enseignement communal - Département Affaires éducatives - règlement d'ordre intérieur annexes spécifiques**

Le Conseil,

Attendu que le Règlement d'Ordre Intérieur (ROI) des écoles communales a été validé par le Conseil en date du 26 juin 2025;

Que les annexes spécifiques aux écoles ont ensuite été complétées par ces dernières ; Prend connaissance des annexes spécifiques au ROI de chaque école communale.

Gemeenteonderwijs - Departement Educatieve Zaken. Huishoudelijk reglement - specifieke bijlages

De raad,

Aangezien het huishoudelijk reglement (HR) van de gemeentescholen op 26 juni 2025 door de raad werd gevalideerd;

Aangezien de specifieke bijlages voor de scholen vervolgens door deze laatste werden aangevuld;

Neemt kennis van de specifieke bijlages van het HR van elke gemeenteschool.

DÉPARTEMENT ÉTAT CIVIL - DEPARTEMENT BURGERLIJKE STAND

État civil - Burgerlijke stand

38 **Cimetière de Verrewinkel – demande de dérogation au règlement communal – transformation d’une tombe ordinaire en concession 20 ans -**

Le Conseil,

Attendu que feu Madame Maria del Pilar De Diego Intriago a été inhumée le 11 août 2017 dans une tombe ordinaire au cimetière de Verrewinkel, pelouse 16, borne 1, fosse 22 ;

Que la tombe ordinaire a été désaffectée le 1^{er} janvier 2024 car aucune demande de transformation en concession 20 ans n’a été demandée dans les délais impartis ;

Que Madame Sophie Bouton, belle-fille de la défunte, sollicite tardivement la transformation sur place de la tombe ordinaire désaffectée en concession 20 ans dans son courriel du 1^{er} juillet 2025 ;

Que la dépouille mortelle de feu Madame De Diego Intriago ainsi que la sépulture n’ont pas été enlevées ;

Que le concessionnaire s'engage à prendre en charge les frais éventuels d'entretien et des réparations de la pierre tombale, conditions préalables à l'octroi d'une dérogation ;

Que le concessionnaire s'engage à payer les frais liés à l'achat d'une concession 20 ans selon les tarifs en vigueur au moment de l'achat ;

Que l'avis du service des Décès/Inhumations est favorable ;

Que les dérogations au règlement communal en la matière sont du ressort du Conseil communal ;

décide :

De répondre favorablement à la demande de Madame Sophie Bouton et d'accorder la dérogation.

Begraafplaats van Verrewinkel - vraag tot afwijking op het gemeentereglement - omzetting van een gewoon graf in een concessie van 20 jaar -

De raad,

Aangezien wijlen mevrouw Maria del Pilar De Diego Intriago op 11 augustus 2017 begraven werd in een gewoon graf op de begraafplaats van Verrewinkel, grasperk 16, steen 1, put 22;

Aangezien het gewoon graf op 1 januari 2024 buiten gebruik gesteld werd aangezien er binnen de toegestane termijn geen vraag tot omzetting in een concessie van 20 jaar ingediend werd;

Aangezien mevrouw Sophie Bouton, schoondochter van de overledene, laattijdig de omzetting ter plaatse van het buiten gebruik gestelde gewoon graf in een concessie van 20 jaar vraagt in haar mail van 1 juli 2025;

Aangezien het stoffelijk overschot van wijlen mevrouw De Diego Intriago en het graf niet geruimd werden;

Aangezien de concessiehouder zich ertoe verbindt de eventuele onderhoudskosten en de herstelling van de grafsteen ten laste te nemen, noodzakelijke voorwaarden voor de vraag tot afwijking;

Aangezien de concessiehouder zich ertoe verbindt de kosten voor de aankoop van een concessie van 20 jaar volgens de geldende tarieven op het moment van de aankoop te betalen;

Aangezien het advies van de dienst Overlijdens/Begrafenissen gunstig is;

Aangezien de afwijkingen op het reglement ter zake onder de bevoegdheid van de gemeenteraad vallen; Beslist:

Gunstig te antwoorden op de vraag van mevrouw Sophie Bouton en de afwijking toe te staan.

Le Conseil,

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 137bis de la Nouvelle loi communale;

Vu l'article 252 de la nouvelle loi communale qui impose l'équilibre budgétaire aux communes;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu l'article 165/1 de l'ancien Code civil relatif à la célébration des mariages suivant lequel le mariage doit avoir lieu à la maison communale;

Vu que ce même article prévoit la possibilité pour le Conseil communal de désigner, sur le territoire de la commune, d'autres lieux publics à caractère neutre, dont la commune a l'usage exclusif, pour célébrer les mariages;

Vu qu'en sa séance du 19 janvier 2017, le Conseil communal a désigné le théâtre de verdure du Wolvendael comme lieu de célébration officiel des mariages ;

Vu que cette même instance, en sa séance du 24 mars 2022 a désigné le bâtiment situé place Jean Vander Elst, 29 à 1180 Uccle, comme lieu de célébration des mariages y compris les dimanches et jours fériés ;

Vu que le Conseil communal a également désigné le Centre Administratif d'Uccle sis Rue de Stalle 77 à 1180 Uccle en sa séance du 24 avril 2025, comme lieu de célébration des mariages à l'exclusion des samedis, dimanches et jours fériés ;

Vu qu'en cette même séance le Conseil communal a également désigné la Maison des Arts d'Uccle sis Rue du Doyenné, 102 à 1180 Uccle, comme lieu de célébration des mariages

Vu le règlement-redevance pour les cérémonies de mariage, délibéré par le Conseil communal le 24 avril 2025;

Vu qu'il était devenu indispensable de simplifier la répartition entre les cérémonies de mariage payantes et gratuites ;

Vu également qu'en raison d'une rationalisation budgétaire, il était également indispensable de tenir compte, dans la nouvelle répartition, des heures supplémentaires prestées par le personnel administratif et de leur coût pour l'administration :

Vu toutefois que la commune désirait continuer non seulement à promouvoir les mariages en maintenant de larges possibilités pour les futurs époux de se marier gratuitement mais aussi à permettre aux citoyens le désirant à donner un caractère unique à leur cérémonie ;

Qu'il a donc été proposé de rendre payantes toutes les cérémonies se déroulant en soirée et le dimanche et gratuites celles des 1^{ers} et 3^{èmes} vendredis et samedis du mois (matin et après-midi).

Qu'il a également été proposé de fixer la redevance applicable aux cérémonies payantes à 280 euros.

Considérant qu'il y a lieu d'adapter ce règlement-redevance prenant cours le 1er mai 2025, comme suit :

REGLEMENT

Article 1

Il est établi à partir du 1er janvier 2026 une nouvelle redevance communale sur les cérémonies de mariage.

Article 2

Les cérémonies de mariage seront prioritairement organisées à la Maison communale d'Uccle (Place J. Vander Elst 29). A titre subsidiaire et dans les conditions prévues par ce règlement, elles peuvent également être organisées au Centre Administratif d'Uccle (Rue de Stalle 77), à la Maison des arts (Rue du Doyenné, 102) et au parc du Wolvendael.

Article 3

Tenant compte des dispositions formulées à l'article 2, les mariages sont célébrés :

1. Gratuitement tous les 1ers et 3èmes vendredis et samedis du mois, en journée.
2. Moyennant une redevance unique de 280 € :
 - a. Les lundis, mardis, mercredis, et jeudis ;
 - b. Les 2èmes, 4èmes et 5èmes vendredis et samedis du mois en journée;
 - c. Les soirées (uniquement le vendredi)
 - d. Les 1ers et 4èmes ou 5èmes dimanches du mois

Article 4

La redevance est due au comptant lors de la déclaration de mariage ou, au plus tard, dans les 15 jours qui précèdent la date fixée pour la cérémonie. Le paiement s'effectuera entre les mains du receveur communal, de ses préposés ou aux agents régulièrement mandatés à cet effet.

Article 5

Sauf empêchement dûment justifié, la redevance due lors de la déclaration du mariage n'est plus récupérable à partir de la quinzaine qui précède la date fixée pour la cérémonie.

Article 6

A défaut de règlement amiable, le recouvrement de la redevance sera poursuivi sur la base de l'article 137bis de la Nouvelle Loi Communale ou le cas échéant, par la voie judiciaire.

Article 7

Le présent règlement modifie au 1er janvier 2026 le règlement-redevance pour les cérémonies de mariage, délibéré par le Conseil communal le 24 avril 2025.

Vergoedingsreglement voor huwelijksplechtigheden - Wijziging

De Raad,

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 137bis van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet, dat de gemeentes verplicht een begrotingsevenwicht te hebben;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op artikel 165/1 van het oude Burgerlijk Wetboek betreffende de huwelijksplechtigheid, dat bepaalt dat het huwelijk voltrokken moet worden in het gemeentehuis;

Aangezien ditzelfde artikel de mogelijkheid voorziet voor de gemeenteraad om op het gemeentelijk grondgebied andere openbare plaatsen met neutraal karakter, waarvan de gemeente het exclusieve gebruiksrecht heeft, aan te wijzen om huwelijken te voltrekken;

Aangezien de gemeenteraad in zitting van 19 januari 2017 het Openluchttheater in het Wolvendaelpark aangewezen heeft als officiële locatie om huwelijken te voltrekken;

Aangezien dezelfde instantie in zitting van 24 maart 2022 het gebouw op het Jean Vander Elstplein 29 te 1180 Ukkel aangewezen heeft als locatie om huwelijken te voltrekken, inclusief op zon- en feestdagen;

Aangezien de gemeenteraad in zitting van 24 april 2025 ook het Administratief Centrum van Ukkel, gelegen Stallestraat 77 te 1180 Ukkel, aangewezen heeft als plaats om huwelijken te voltrekken, behalve op zater-, zon- en feestdagen;

Aangezien de gemeenteraad ten slotte in zitting van 24 april 2025 het Kunstenhuis van Ukkel gelegen in Dekenijstraat 102 te 1180 Ukkel aangewezen heeft als plaats om huwelijken te voltrekken

Gelet op het vergoedingsreglement voor huwelijksplechtigheden, beraadslaagd door de gemeenteraad van 24 december 2025;

Aangezien dat het noodzakelijk geworden was om de verdeling tussen betalende en gratis huwelijksplechtigheden te vereenvoudigen;

Aangezien eveneens dat het wegens een budgettaire rationalisering ook noodzakelijk was om in de nieuwe verdeling rekening te houden met de overuren die gepresteerd worden door het administratief personeel en de kostprijs ervan voor het bestuur;

Aangezien echter dat de gemeente niet alleen huwelijken wil blijven promoten door ruime mogelijkheden voor het toekomstige bruidspaar om gratis te huwen te behouden, maar het burgers die dat wensen ook mogelijk wil maken hun plechtigheid een uniek karakter te geven;

Dat er dus voorgesteld werd om alle plechtigheden die 's avonds en op zondag plaatsvinden betalend te maken en de plechtigheden op de 1e en 3 vrijdag en zaterdag van de maand (voor- en namiddag) gratis te maken;

Dat er ook voorgesteld werd de retributie voor de betalende plechtigheden vast te leggen op 280 euro;

Overwegende dat dit vergoedingsreglement, dat begint te lopen op 1 mei 2025, als volgt aangepast moet worden:

REGLEMENT

Artikel 1

Er wordt vanaf 1 januari 2026 een nieuwe gemeentelijke vergoeding op huwelijksplechtigheden geheven.

Artikel 2

De huwelijksplechtigheden worden bij voorkeur georganiseerd in het gemeentehuis van Ukkel (Jean Vander Elstplein 29). Ondergeschikt en op de voorwaarden bepaald in dit reglement kunnen ze ook georganiseerd worden in het Administratief Centrum van Ukkel (Stallestraat 77), in het Kunstenhuis (Dekenijstraat 102) en in het Wolvendaelpark.

Artikel 3

Rekening houdend met de bepalingen geformuleerd in artikel 2 worden de huwelijken voltrokken:

1. Gratis elke 1e en 3e vrijdag en zaterdag van de maand, overdag.
2. Middels een eenmalige vergoeding van € 280:
 - a. Op maandag, dinsdag, woensdag en donderdag;
 - b. Op de 2e, 4e en 5e vrijdag en zaterdag van de maand, overdag;
 - c. 's Avonds (enkel op vrijdag);
 - d. Op de 1e, 4e en 5e zondag van de maand.

Artikel 4

De vergoeding moet contant betaald worden op het ogenblik van de huwelijksaangifte of uiterlijk binnen de 15 dagen voorafgaand aan de vastgelegde datum van de plechtigheid. De betaling gebeurt in de handen van de gemeenteontvanger, zijn aangestelden of aan de ambtenaren die hiertoe aangewezen werden.

Artikel 5

De vergoeding die verschuldigd is bij de huwelijksaangifte is niet meer recupereerbaar vanaf de vijftiende dag, voorafgaand aan de datum waarop de plechtigheid plaatsvindt, behalve indien het beletsel behoorlijk gerechtvaardigd werd.

Artikel 6

Bij gebrek aan minnelijke schikking wordt de invordering van de vergoeding nagestreefd op basis van artikel 137bis van de Nieuwe Gemeentewet of desgevallend via gerechtelijke weg.

Artikel 7

Het onderhavige reglement trekt op 1 januari 2026 het vergoedingsreglement voor huwelijksplechtigheden, beraadslaagd door de gemeenteraad van 24 april 2025.

-
- 40 **Demande de dérogation au règlement communal en matière d'inhumations et de sépultures
Inhumations supplémentaires (2ème et 3èmecorps) - concession 20 ans n°724 (défunte: Nathalie
Badrane) – et octroi du tarif Ucclois pour des citoyens non-Ucclois.**

Le Conseil,

Attendu que Madame Nathalie Badrane est décédée le 15 mars 2025 dans des circonstances tragiques, à savoir dans l'incendie qui a ravagé son logement situé rue Lincoln 26 à Uccle et que la défunte a été inhumée au cimetière de Verrewinkel dans une concession individuelle 20 ans ;

Que les membres de la famille de la défunte nous font part dans leur courriel du 13 mai 2025 de l'état de santé de leurs parents qui se dégrade et sollicitent Monsieur le Bourgmestre en vue de se voir accorder l'inhumation de deux corps supplémentaires dans la concession existante ;

Que l'article 78 du règlement sur les décès / inhumations et concessions de sépultures prévoit qu'une concession individuelle peut, à la demande des intéressés, être transformée en concession collective, pour autant qu'il soit matériellement possible d'y accueillir les défunts supplémentaires, ce qui a été confirmé par l'Inspecteur du cimetière ;

Que la situation financière actuelle de leurs parents ne leur permet pas d'envisager l'achat d'une nouvelle concession ;

Que la famille de la défunte demande à Monsieur le Bourgmestre de pouvoir inhumer leurs parents auprès de leur fille ;

Qu'il leur a été répondu par Monsieur le Bourgmestre dans un courriel du 22 mai 2025 qu'il n'était malheureusement pas possible d'accorder ces inhumations supplémentaires à titre gracieux mais que le tarif préférentiel ucclois pouvait leur être accordé, sous réserve de l'approbation du Conseil communal, à savoir la somme de 1.300 € par emplacement au lieu de 2.600€ prévus pour les citoyens non-ucclois (les parents ne sont pas ucclois et ne l'ont jamais été) ;

Que l'avis du service des Décès / Inhumations est favorable ;

Que les dérogations aux règlements communaux (règlement redevances-taxes et règlement sur les décès / inhumations) sont du ressort du Conseil communal ; décide :

De répondre favorablement à la demande de la famille de la défunte, feue Madame Nathalie Badrane et d'accorder la conversion de la concession individuelle 20 ans en concession collective 20 ans (3 corps) et d'octroyer les deux emplacements supplémentaires au tarif ucclois ;

**Vraag tot afwijking van het gemeentereglement op de begrafenissen en lijkbezorging
Bijkomende teraardebestelling (2e en 3e lichaam) - Concessie 20 jaar nr. 724 (overledene:
Nathalie Badrane) - en toekenning van het Ukkelse tarief voor niet-Ukkelse burgers.**

De raad,

Aangezien mevrouw Nathalie Badrane op 15 maart 2025 overleden is in tragische omstandigheden, meer bepaald in de brand die haar woning in de Lincolnstraat 26 te Ukkel verwoest heeft, en de overledene op de begraafplaats van Verrewinkel begraven werd in een individuele concessie van 20 jaar;

Aangezien de familieleden van de overledene ons in hun mail van 13 mei 2025 de verslechterende gezondheidstoestand van hun ouders meedelen en de burgemeester vragen om twee extra lichamen te mogen begraven in de bestaande concessie;

Aangezien artikel 78 van het reglement op de overlijdens/begravenissen en grafconcessies bepaalt dat een individuele concessie op vraag van de betrokkenen omgezet kan worden in

een collectieve concessie, voor zover het materieel mogelijk is er de extra overledenen in te begraven, wat bevestigd werd door de inspecteur van de begraafplaats;

Aangezien de huidige financiële toestand van hun ouders het hen niet mogelijk maakt de aankoop van een nieuwe concessie te overwegen;

Aangezien de familie van de overledene aan de burgemeester vraagt om hun ouders bij hun dochter te mogen begraven;

Aangezien de burgemeester hen in een mail van 22 mei 2025 geantwoord heeft dat het helaas niet mogelijk was deze extra begrafenissen kosteloos toe te staan maar dat hen het Ukkelse voorkeurtarief toegekend kon worden, onder voorbehoud van goedkeuring door de Gemeenteraad, meer bepaald de som van € 1.300 per plaats in plaats van € 2.600 voor nietUkkelse burgers (de ouders zijn en waren nooit Ukkelaars);

Aangezien het advies van de dienst Overlijdens / Begrafenissen gunstig is;

Aangezien de afwijkingen op de gemeentereglementen (reglement retributies-belastingen en reglement op de overlijdens/begravenissen) onder de bevoegdheid van de gemeenteraad vallen;

Beslist:

Gunstig te antwoorden op de vraag van de familie van de overledene, wijlen mevrouw Nathalie Badrane, de omzetting van de individuele concessie van 20 jaar in een collectieve concessie van 20 jaar (3 lichamen) toe te staan en de twee extra plaatsen toe te kennen tegen het Ukkelse tarief.

DÉPARTEMENT AFFAIRES CULTURELLES ET RÉCRÉATIVES - DEPARTEMENT CULTURELE EN RECREATIEVE ZAKEN

Culture - Cultuur

41 A.S.B.L. Association culturelle et artistique d'Uccle - Rapport d'évaluation et ses annexes.

Le Conseil,

Vu l'Ordonnance du 5 juillet 2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale ; notamment les articles 38 à 40 de cette Ordonnance;

Vu la Convention de gestion approuvée par le Conseil en sa séance du 16 décembre 2021 et signée entre la Commune et l'ASBL Association culturelle et artistique d'Uccle, asbl communale au sens de l'ordonnance du 5 juillet 2018 susmentionnée, le 19 juillet 2022;

Vu que l'Ordonnance dispose à son article 39, § 2 que la Convention et son exécution sont évalués chaque année sur base d'un rapport écrit par le Conseil communal en présence du président du Conseil d'administration de l'ASBL ou de son représentant;

Vu l'article 27 de la Convention disposant que « Le rapport d'évaluation est rédigé sur base des tâches et des missions reprises aux articles 6 et 7 de la convention de gestion ainsi que sur base, au minimum, des indicateurs suivants :

- le budget de l'ASBL relatif à l'exercice évalué;
- les comptes annuels de l'ASBL relatifs à l'exercice évalué;

- le budget prévisionnel afférent à l'exercice suivant;
- le rapport d'activité;
- le procès-verbal de l'assemblée générale approuvant les comptes annuels et le budget prévisionnel;- le cas échéant, les tarifs appliqués tant aux membres qu'aux personnes n'étant pas membre de l'ASBL;
- le cas échéant, le planning des occupations des bâtiments de la Commune »;

Vu ces articles 6 et 7 résumant les missions de l'ASBL telles que reprises dans les statuts;

Considérant que l'ASBL a remis, le 29 août 2025, son rapport d'évaluation relatif à l'année 2024 au Secrétariat central de la Commune contre récépissé;

Considérant que, conformément à l'article 28 de la Convention, le Collège des Bourgmestre et Echevins a inscrit ce point à l'ordre du jour du prochain Conseil soit à la séance de ce jour et a invité le président du Conseil d'administration, ou son représentant, à y être présent et ce, dans les délais prévus par la Convention;

Considérant que l'article 28 de la Convention de gestion prévoit que le Collège des Bourgmestre et Echevins doit inviter le président de l'ASBL ou son représentant au moins 15 jours avant le Conseil communal ;

Considérant que ce délai ne peut pas être respecté mais que l'Echevin de tutelle de l'ASBL a donné son accord au nom de l'ASBL pour que le président de l'ASBL soit invité 8 jours avant le Conseil et que le rapport d'évaluation soit tout de même présenté au Conseil communal du 11 septembre ;

Considérant que ce rapport d'évaluation est conforme aux objectifs qui lui sont fixés par la Convention de gestion;

Considérant que ce rapport d'évaluation contient dans ses annexes les Comptes 2024 ainsi que le Budget 2025 tels qu'approuvés par l'Assemblée Générale de l'ASBL;

Décide :

- d'approuver le rapport d'évaluation 2024 de l'ASBL Association culturelle et artistique d'Uccle en annexe;
- de prendre connaissance des comptes 2024 et du budget 2025 de l'ASBL tels que joints en annexe du rapport d'évaluation.

V.Z.W. Association culturelle et artistique d'Uccle - Evaluatieverslag en de annexen.

De Raad,

Gelet op de ordonnantie van 5 juli 2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten, en meer bepaald artikels 38 tot 40 van deze ordonnantie; Gelet op de beheersovereenkomst goedgekeurd door de raad in zitting van 16 december 2021 en ondertekend tussen de gemeente en vzw Association culturelle et artistique d'Uccle, een gemeentelijke vzw in de zin van bovenvermelde ordonnantie van 5 juli 2018, op 19 juli 2022; Aangezien artikel 39, § 2 van de ordonnantie bepaalt dat de overeenkomst en de uitvoering ervan elk jaar worden geëvalueerd op basis van een schriftelijk verslag van de gemeenteraad in aanwezigheid van de voorzitter van de raad van bestuur van de vzw of zijn vertegenwoordiger;

Aangezien artikel 27 het volgende bepaald : "Het evaluatieverslag wordt opgesteld op basis van de taken en opdrachten die in artikels 6 en 7 van deze overeenkomst zijn omschreven en op basis van ten minste de volgende indicatoren :

- de begroting van de VZW voor het begrotingsjaar dat wordt geëvalueerd;
- de jaarrekeningen van de VZW voor het begrotingsjaar dat wordt geëvalueerd;
- de voorlopige begroting voor het volgende begrotingsjaar;- het activiteitenverslag;
- het proces-verbaal van de algemene vergadering waarin de jaarrekeningen en de voorlopige begroting worden goedgekeurd;
- desgevallend de tarieven zowel voor leden als niet-leden van de VZW; desgevallend de planning van de bezetting van de gebouwen van de Gemeente.”;

Gelet op deze artikels 6 en 7 die de opdrachten van de vzw zoals bepaald in de statuten samenvatten;
Overwegende dat de vzw op 29 augustus 2025 haar evaluatieverslag met betrekking tot het jaar 2024 tegen ontvangstbewijs heeft overgemaakt aan het centraal secretariaat van de gemeente;
Overwegende, overeenkomstig artikel 28 van de overeenkomst, dat het college van burgemeester en schepenen dit punt op de agenda van de volgende raad heeft gezet en de voorzitter van de raad van bestuur, of zijn vertegenwoordiger, heeft opgeroepen voor deze raad binnen de overeenkomst vastgestelde termijnen;
Overwegend dat dit evaluatieverslag voldoet aan de doelstellingen die zijn vastgelegd in de beheersovereenkomst;
Overwegende dat dit evaluatierapport in zijn bijlagen de rekeningen 2024 en de begroting 2025 bevat zoals goedgekeurd door de algemene vergadering van de vzw,

Beslist :

- zijn goedkeuring te verlenen aan het bijgevoegde evaluatieverslag 2024 van vzw Association culturelle et artistique d'Uccle;
- kennis te nemen van de jaarrekening 2024 en de begroting 2025 van de vzw zoals toegevoegd in debijlage van de evaluatieverslag.

42 **Culture.- Demande d'un subside exceptionnel de 1.600 € par l'Ensemble Orchestral Européen pour le concert éducatif « La Flûte Enchantée » au Centre Culturel d'Uccle le mercredi 15**

octobre

Le Conseil,

Vu que L'Ensemble Orchestral Européen a sollicité le service Culture pour l'octroi d'un subside exceptionnel pour la programmation du concert éducatif « la Flute enchantée », un projet de médiation musicale;

Vu que ce concert est organisé en partenariat avec le Centre Culturel d'Uccle et le Senghor;

Que deux séances seraient programmées le mercredi 15 octobre au Centre Culturel d'Uccle, dont une scolaire et une familiale;

Que l'Ensemble Orchestral Européen sollicite un subside exceptionnel d'un montant de 1.600 € afin de mettre en œuvre ce projet qui permet à de nombreuses classes, familles et enfants, via le tissu associatif, d'assister à ce concert;

Que cette aide financière permettrait de financer la partie manquante des coûts des 2 concerts;

Vu que l'Ensemble Orchestral Européen a déjà reçu en 2024 une aide financière de la commune de 1.600 € pour le spectacle « L'Apprenti sorcier »;

Vu que les organisateurs fourniront des documents et pièces justificatives prouvant les dépenses liées à cette activité;

Attendu que les subsides seront octroyés et contrôlés conformément aux dispositions de la loi du 14 novembre 1983 relative à l'octroi de certaines subventions et que l'organisateur fournira les documents et pièces justificatives, Décide :

- d'accorder un subside exceptionnel de 1.600 € à l'Ensemble Orchestral Européen afin de couvrir une partie des dépenses pour les 2 concerts éducatifs « La Flûte enchantée » du mercredi 15 octobre au Centre Culturel d'Uccle;
- de charger le Collège de l'application de sa décision.

Cultuur.- Aanvraag van een uitzonderlijke subsidie van € 1.600 door het Ensemble Orchestral

Européén voor het educatief concert "La Flûte Enchantée" op woensdag 15 oktober in het Cultureel Centrum van Ukkel

De raad,

Aangezien het Ensemble Orchestral Européén de dienst Cultuur gevraagd heeft een uitzonderlijke subsidie toe te kennen voor de planning van het educatief concert "La Flûte Enchantée", een project van muzikale bemiddeling;

Aangezien dit concert georganiseerd wordt in samenwerking met het Cultureel Centrum van Ukkel en Le Senghor;

Aangezien er op woensdag 15 oktober twee sessies geprogrammeerd zouden worden in het Cultureel Centrum van Ukkel, waarvan een voor scholen en een voor gezinnen;

Aangezien het Ensemble Orchestral Européén een uitzonderlijke subsidie van € 1.600 vraagt om dit project uit te voeren, waardoor heel wat klassen, gezinnen en kinderen via het verenigingsnetwerk naar het concert kunnen komen kijken;

Aangezien deze financiële hulp het mogelijk zou maken het ontbrekende deel van de kosten voor de 2 concerten te financieren;

Aangezien het Ensemble Orchestral Européén in 2024 al financiële bijstand van de gemeente ten belope van € 1.600 gekregen heeft voor de voorstelling "L'Apprenti sorcier";

Aangezien de organisatoren documenten en bewijsstukken van de uitgaven voor deze activiteit zullen bezorgen;

Aangezien de subsidies toegekend en gecontroleerd worden overeenkomstig de bepalingen van de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning van sommige toelagen en de organisator de documenten en bewijsstukken zal bezorgen, Beslist:

- Een uitzonderlijke subsidie van € 1.600 toe te kennen aan het Ensemble Orchestral Européén om eendeel van de uitgaven voor de 2 educatieve concerten "La Flûte Enchantée" op woensdag 15 oktober in het Cultureel Centrum van Ukkel te dekken;
- Het college ermee te belasten zijn beslissing uit te voeren.

43 Culture. - Règlement relatif à l'octroi de subsides aux projets culturels portés par des associations. - Nouveau règlement 2025

Le Conseil,

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ainsi que la Circulaire y afférente;

Vu l'article 27 de la Déclaration universelle des droits de l'homme relatif aux droits culturels;

Considérant que, depuis 2019, le service Culture octroie des subsides à des associations qui développent des projets culturels sur le territoire communal;

Considérant que le service Culture a souhaité revoir et actualiser le règlement existant;

Considérant que cette démarche s'inscrit dans une volonté de continuer à structurer l'action culturelle locale, à soutenir les dynamiques associatives et à favoriser l'accès à une offre diversifiée et de qualité;

Considérant que le nouveau règlement proposé vise à renforcer la lisibilité du dispositif et à garantir un traitement équitable des demandes, tout en tenant compte des différentes échelles de projets;

Considérant que ce nouveau cadre introduit deux types de demandes:

- Les micro-projets, correspondant à de plus petites initiatives culturelles pour lesquels un subside allant jusqu'à 500€ peut être demandé sur base d'une demande simplifiée;

-Les projets structurants, correspondant à des projets d'envergure moyenne, développés sur une période plus longue ou avec un plus grand impact, pour lesquels un subside allant jusqu'à 2.500 € peut être demandé, sur base d'un dossier complet;

Considérant qu'afin de favoriser la qualité des projets et une bonne planification, deux périodes annuelles de dépôt des demandes sont prévues :

-du 15 septembre au 15 octobre, pour les projets débutant entre le 1er janvier et le 30 juin de l'année suivante;

-du 15 mars au 15 avril, pour les projets débutant entre le 1er juillet et le 31 décembre de la même année;

Considérant que les demandes feront l'objet d'une analyse sur base de critères de clarté et de faisabilité minimale, ainsi que sur base de critères de contenu à savoir :

-l'ancrage local et l'impact sur le territoire;

-l'originalité et l'aspect innovant des propositions;

-la diversité des propositions en termes de publics, partenaires, disciplines et/ou des quartiers afin de garantir un équilibre dans l'offre culturelle;

Vu qu'une grille d'évaluation a été développée pour les micro-projets et projets structurants et que celle-ci se trouve en pièce jointe;

Vu que le règlement et les formulaires de demande sont annexés à la présente délibération,

Décide :

- D'approuver le nouveau règlement relatif à l'octroi de subsides de projets culturels pour les associations.

Cultuur. – Reglement betreffende de toekenning van subsidies aan culturele projecten gedragen door verenigingen. – Nieuw reglement 2025

De Raad,

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet; Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en aanwending van sommige subsidies, evenals de desbetreffende Omzendbrief; Gelet op artikel 27 van de Universele Verklaring van de Rechten van de Mens betreffende de culturele rechten;

Overwegende dat de dienst Cultuur sinds 2019 subsidies toekent aan verenigingen die culturele projecten ontwikkelen op het grondgebied van de gemeente;

Overwegende dat de dienst Cultuur het bestaande reglement wenste te herzien en actualiseren;

Overwegende dat deze aanpak kadert in de wens om de lokale culturele werking verder te structureren, de dynamiek van verenigingen te ondersteunen en de toegang tot een divers en kwalitatief aanbod te bevorderen;

Overwegende dat het voorgestelde nieuwe reglement beoogt de leesbaarheid van de regeling te verbeteren en een eerlijke behandeling van de aanvragen te garanderen, met inachtneming van de verschillende schalen van projecten;

Overwegende dat dit nieuwe kader twee soorten aanvragen introduceert:

-Microprojecten, kleine culturele initiatieven waarvoor een subsidie tot maximaal 500 euro kan worden aangevraagd via een vereenvoudigd aanvraagformulier;

-Structurerende projecten, projecten van gemiddelde omvang die over een langere periode worden ontwikkeld of een grotere impact hebben, waarvoor een subsidie tot maximaal 2.500 euro kan worden aangevraagd op basis van een volledig dossier;

Overwegende dat om de kwaliteit van de projecten en een goede planning te bevorderen, twee jaarlijkse indieningsperiodes zijn voorzien:

-Van 15 september tot en met 15 oktober, voor projecten die starten tussen 1 januari en 30 juni van het volgende kalenderjaar;

-Van 15 maart tot en met 15 april, voor projecten die starten tussen 1 juli en 31 december van hetzelfde kalenderjaar;

Overwegende dat de aanvragen zullen worden geanalyseerd op basis van criteria inzake duidelijkheid en minimale haalbaarheid, evenals op inhoudelijke criteria, namelijk:

-de lokale verankering en impact op het grondgebied;

-de originaliteit en het vernieuwende karakter van het voorstel;

-de diversiteit van het aanbod op het vlak van publiek, partners, disciplines en/of wijken, om een evenwicht te waarborgen in het culturele aanbod;

Gelet op het feit dat dit reglement rekening houdt met de opmerkingen en bedenkingen van de Ukkelse culturele sector, die werd geraadpleegd tijdens de bijeenkomst van culturele actoren in februari 2025;

Gelet op het feit dat de juridische dienst werd geraadpleegd over dit reglement;

Gelet op het feit dat er een evaluatierooster werd opgesteld voor zowel microprojecten als structurerende projecten, dat als bijlage is toegevoegd;

Gelet op het feit dat het reglement en de aanvraagformulieren als bijlage bij dit besluit zijn gevoegd,

Besluit:

- Het nieuwe reglement betreffende de toekenning van subsidies aan lokale culturele projecten gedragen door verenigingen goed te keuren.

DÉPARTEMENT AFFAIRES GÉNÉRALES - DEPARTEMENT ALGEMENE ZAKEN

Secrétariat central - Centraal secretariaat

44 ASBL Génération+ : Adoption d'une nouvelle convention de gestion

Le Conseil,

Vu Les articles 117 et suivants de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu le Code des Sociétés et des Associations ;

Vu, le cas échéant, la Décision de la Commission européenne du 20 décembre 2011 ;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Vu l'Ordonnance du 5 juillet 2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale (ci-après l'Ordonnance) ; notamment les articles 38 à 40 de cette Ordonnance ;

Vu les circulaires ministérielles du 3 juillet 2020 et du 14 avril 2023 relatives à l'ordonnance du 5 juillet 2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale ;

Vu la Convention de gestion approuvée par le Conseil en sa séance du 16 décembre 2021 et signée entre la Commune et l'A.S.B.L. Génération+, A.S.B.L. communale au sens de l'Ordonnance susmentionnée ;

Vu que ladite Convention de gestion se termine au plus tard six mois après le renouvellement complet du Conseil communal ; qu'elle ne se reconduit pas par tacite reconduction ;

Qu'une décision expresse doit donc être prise avant son échéance à savoir soit le renouvellement de la convention existante soit l'adoption d'une nouvelle convention ;

Qu'en l'espèce, il est proposé d'adopter la nouvelle convention de gestion ci-annexée dont certains articles ont été précisés et adaptés par rapport à la précédente convention de gestion comme ceux concernant la tutelle et le contenu du rapport annuel d'évaluation ;

Considérant que l'A.S.B.L. Génération+ est toujours une A.S.B.L. communale au sens de l'article 32 de l'Ordonnance notamment, vu que la Commune d'Uccle agit en qualité de membre effectif de l'A.S.B.L. par l'intervention d'un de ses représentants directs, à savoir Monsieur l'Echevin Jean-Luc VANRAES ;

Considérant que l'A.S.B.L. remplit toujours au moins une des conditions suivantes :

- un ou plusieurs des organes (Assemblée Générale, Conseil d'Administration, bureau,...) est composé, pour plus de la moitié, des membres du conseil communal ou de membres proposés par le conseil communal ou
- la commune ou ses représentants directs ou indirects disposent de la majorité des voix dans un ou plusieurs organes de gestion ou
- la commune prend en charge la majeure partie du déficit structurel ou de passif liquidation;

Considérant que l'article 38 de l'ordonnance du 5 juillet 2018 énonce que « la commune conclut une convention avec l'A.S.B.L. communale dont 50 % au moins du budget est couvert par subvention communale » ; qu'afin de déterminer si 50 % du budget de l'A.S.B.L. est couvert par subvention communale, il faut tenir compte tant des subventions de nature financière que des subventions non financières ;

Qu'il ressort en effet de la circulaire du 3 juillet 2020 que la notion de subside doit être calquée sur la notion de subvention donnée par l'article 2 de la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions et ainsi définie : « toute contribution, avantage ou aide, quelles qu'en soient la forme ou la dénomination, en ce compris les avances de fonds récupérables consenties sans intérêts, octroyées en vue de promouvoir des activités utiles d'intérêt général (...) » ;

Considérant par conséquent qu'une nouvelle convention de gestion doit être effectivement conclue entre la Commune d'Uccle et l'A.S.B.L. Génération+ ;

Considérant qu'en vertu de l'article 39 de l'ordonnance du 5 juillet 2018, la convention doit comprendre au minimum les éléments suivants :

- la nature et l'étendue des tâches d'intérêt communal que l'A.S.B.L. doit assumer et, pour chacune d'elles, les critères et indicateurs qualitatifs qui permettront d'en évaluer la réalisation ;
- l'organe chargé de la réalisation du rapport d'évaluation sur la base des indicateurs prédéfinis et les modalités de transmission à la commune de ce rapport ;
- les moyens de contrôle dont dispose la commune sur la situation financière de l'A.S.B.L. et les modalités concrètes lui permettant d'exercer un contrôle effectif sur l'utilisation des subsides octroyés par la commune ;
- les moyens mis à disposition de l'A.S.B.L. par la commune ;
- sa durée (en principe, calquée sur la durée de la mandature communale ; dans tous les cas, la convention prend fin maximum 6 mois après le renouvellement complet du conseil communal consécutif aux élections) ;

Que la bonne exécution de la convention fera l'objet d'une évaluation annuelle sur base d'un rapport écrit par l'A.S.B.L. communale, examiné par le Conseil communal en présence du président du conseil d'administration de l'A.S.B.L. communale ;

Considérant que la convention de gestion ci-annexée devra être également approuvée par l'Assemblée Générale de l'ASBL Génération+ à sa plus prochaine séance ; Qu'elle entrera en vigueur à la signature des deux parties ;

Décide :

D'approuver la convention gestion ci-jointe qui doit être conclue entre la Commune d'Uccle et l'A.S.B.L. Génération+ en vertu de l'article 38 de l'ordonnance du 5 juillet 2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale

Vzw Generatie+ : Goedkeuring van een nieuwe beheersovereenkomst

De raad,

Gelet op artikel 117 en volgende van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op het Wetboek van Vennootschappen en Verenigingen;

Gelet desgevallend op de beslissing van de Europese Commissie van 20 december 2011;

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen;

Gelet op de ordonnantie van 5 juli 2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten (hierna genoemd de ordonnantie), meer bepaald artikel 38 tot 40 van deze ordonnantie;

Gelet op de ministeriële omzendbrieven van 3 juli 2020 en 14 april 2023 betreffende de ordonnantie van 5 juli 2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten;

Gelet op de beheersovereenkomst goedgekeurd door de raad in zitting van 16 december 2021 en ondertekend tussen de gemeente en vzw Generatie+, gemeentelijke vzw in de zin van de voornoemde ordonnantie;

Aangezien deze beheersovereenkomst vervalt uiterlijk zes maanden na de volledige vernieuwing van de gemeenteraad; dat ze niet stilzwijgend verlengd wordt;

Aangezien er dus een uitdrukkelijke beslissing genomen moet worden voor de vervaldag ervan, meer bepaald ofwel de vernieuwing van de huidige overeenkomst ofwel de goedkeuring van een nieuwe overeenkomst;

Aangezien er in dit geval voorgesteld wordt de bijgevoegde nieuwe beheersovereenkomst goed te keuren, waarvan sommige artikels verduidelijkt en aangepast werden ten opzichte van de vorige beheersovereenkomst, zoals de artikels met betrekking tot de Voogdij en de inhoud van het jaarlijks evaluatieverslag;

Overwegende dat vzw Generatie+ nog steeds een gemeentelijke vzw is in de zin van artikel 32 van de ordonnantie, meer bepaald aangezien de gemeente Ukkel optreedt in de hoedanigheid van werkend lid van de vzw door de tussenkomst van een van haar rechtstreekse vertegenwoordigers, meer bepaald de schepen Jean-Luc VANRAES;

Overwegende dat de vzw nog steeds voldoet aan minstens een van de volgende voorwaarden:

- Eén of meerdere bestuursorganen (algemene vergadering, raad van bestuur, bestuur, ...) is voor meer dan de helft samengesteld uit leden van de gemeenteraad of leden voorgedragen door de gemeenteraad, of

- De gemeente of haar rechtstreekse of onrechtstreekse vertegenwoordigers beschikken over de meerderheid van de stemmen in één of meerdere bestuursorganen, of
- De gemeente neemt het grootste deel van het structureel tekort van de vzw of van het vereffeningspassief op zich;

Overwegende dat artikel 38 van de ordonnantie van 5 juli 2018 luidt: " *De gemeente sluit een overeenkomst met de gemeentelijke vzw waarvan minstens 50 % van het budget gedekt wordt door een gemeentelijke subsidie*"; dat om te bepalen of 50 % van het budget van de vzw gedekt wordt door een gemeentelijke subsidie er rekening gehouden moet worden zowel met de subsidies van financiële aard als met de subsidies van niet-financiële aard;

Dat immers uit de omzendbrief van 3 juli 2020 blijkt dat de notie van subsidie overgenomen moet worden van de notie van toelage gegeven door artikel 2 van de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen en als volgt gedefinieerd: "*Elke tegemoetkoming, elk voordeel of elke hulp, ongeacht de vorm of de benaming ervan, met inbegrip van de zonder interest verleende terugvorderbare voorschotten, toegekend ter bevordering van voor het algemeen belang dienstige activiteiten (...)*";

Overwegende bijgevolg dat er daadwerkelijk een nieuwe beheersovereenkomst gesloten moet worden tussen de gemeente Ukkel en vzw Generatie+ ;

Overwegende dat krachtens artikel 39 van de ordonnantie van 5 juli 2018 de overeenkomst minstens de volgende elementen moet bevatten:

- De aard en de strekking van de taken van gemeentelijk belang die de vzw op zich dient te nemen voor elke van deze taken de kwalitatieve criteria en indicatoren waarmee de verwezenlijking hiervan kan worden geëvalueerd;
- Het orgaan belast met de verwezenlijking van het evaluatieverslag op grond van de vooraf vastgestelde indicatoren en de wijze waarop dit verslag aan de gemeente bezorgd moet worden;
- De middelen waarover de gemeente beschikt om de financiële toestand van de vzw te controleren en de concrete regels aan de hand waarvan zij een effectieve controle kan uitoefenen op het gebruik van de subsidies die door de gemeente worden toegekend;
- De middelen die aan de vzw ter beschikking gesteld worden door de gemeente;
- De looptijd (in principe overgenomen van de duur van de gemeentelijke ambtsperiode; in elk geval loopt de overeenkomst af hoogstens 6 maanden na de volledige vernieuwing van de gemeenteraad als gevolg van de verkiezingen);

Dat de goede uitvoering van de overeenkomst het voorwerp uitmaakt van een jaarlijkse evaluatie op basis van een schriftelijk verslag van de gemeentelijke vzw, geanalyseerd door de gemeenteraad in aanwezigheid van de voorzitter van de raad van bestuur van de gemeentelijke vzw;

Overwegende dat de bijgevoegde beheersovereenkomst ook goedgekeurd moet worden door de algemene vergadering van vzw Generatie+ in haar eerstkomende zitting;

Dat ze in werking treedt na de ondertekening door beide partijen;

Beslist:

- De bijgevoegde beheersovereenkomst, die gesloten moet worden tussen de gemeente Ukkel en vzw Generatie+ krachtens artikel 38 van de ordonnantie van 5 juli 2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten, goed te keuren.

DÉPARTEMENT AFFAIRES CULTURELLES ET RÉCRÉATIVES - DEPARTEMENT CULTURELE EN RECREATIEVE ZAKEN

Bredeschool - Bredeschool

45 **Ecole élargie Uccle / Brede School Ukkel - Approbation de l'avenant à la convention « Brede School 2024-2025 » entre la Commune d'Uccle et la Vlaamse Gemeenschapscommissie.**

Le Conseil,

Considérant que la VGC soutient la mise en place d'une « Brede School » (Ecole élargie) dans les communes et écoles bruxelloises depuis de nombreuses années;

Considérant que le Conseil, en séance du 30 novembre 2024, a marqué son accord pour rejoindre le réseau « Brede School Brussel »;

Vu que l'objectif d'une « Brede School » est d'offrir aux enfants et aux jeunes (en particulier issus de milieux défavorisés) les meilleures chances de développement en :

- créant un réseau dans lequel les acteurs locaux et les partenaires collaborent;
 - permettant un apprentissage global;
 - organisant des activités parascolaires via le réseau des écoles et de divers acteurs partenaires;
- Vu que, dans ce cadre, la commune d'Uccle a signé la convention « Brede School 2024-2025 » avec la VGC;

Vu que cette convention implique que la commune d'Uccle :

- met en place une « Brede School » pour toutes les écoles néerlandophones de son territoire;
- engage un coordinateur (bredeschoolcoördinator) en 2024 (1 ETP, au moins de niveau B);- prévoit un financement structurel d'au moins 5.000 euros en 2024 et de 10.000 euros annuellement à partir de 2025 pour la mise en place d'actions spécifiques;
- constitue un comité de pilotage local qui détermine la direction stratégique, construit des ponts entre les partenaires et présente un plan d'action annuel;

Qu'en contrepartie, la VGC octroie une subvention de 32.500€ pour 2024 et de 65.000€ annuellement à partir de 2025 afin de couvrir les coûts salariaux et les frais de fonctionnement spécifique du bredeschoolcoördinator;

Vu que cette convention arrive à échéance le 31 décembre 2025 et que la VGC poursuit actuellement une réflexion dans le cadre de son nouveau plan pluriannuel 2026-2030;

Vu que, dans ce cadre, il est proposé à toutes les communes de signer un avenant à la Convention

existante pour prolonger celle-ci d'une durée de six mois, soit jusqu'au 30 juin

2026; Considérant que cette avenant se trouve en pièce jointe, Décide :

- de marquer son accord sur l'avenant à la convention « Brede School 2024-2025 » prolongeant celle-ci de 6 mois.

Oprichting van een Brede School in Ukkel.- Goedkeuring van het addendum van het convenant « Brede School 2024-2025 » tussen de gemeente Ukkel en de Vlaamse Gemeenschapscommissie.

De Raad,

Gelet dat de VGC al vele jaren de invoering van een Brede School in Brusselse gemeenten en scholen ondersteunt; Gelet dat de Raad in zitting van 30 november 2024 zijn akkoord heeft gegeven om toe te treden tot het netwerk "Brede School Brussel"; Gelet de kernopdracht van

Brede School die kinderen en jongeren (in het bijzonder in kansarmoede) maximale ontwikkelingskansen geeft door:

- een netwerk te creëren waarin lokale actoren en partners samenwerken;
 - breed leren mogelijk te maken;
 - naschoolse activiteiten te organiseren via het netwerk van scholen en diverse partneractoren;
- Gelet dat in dit kader de gemeente Ukkel het convenant 'Brede School 2024-2025' heeft ondertekend met de Vlaamse Gemeenschapscommissie; Gelet dat dit convenant inhoudt dat de gemeente Ukkel:
- een Brede School inricht voor alle Nederlandstalige scholen op haar grondgebied;
 - een Brede School coördinator aanwerft in 2024 (1 VTE, minstens niveau B);
 - een structurele cofinanciering voorziet van minimaal 5.000 euro in 2024 en 10.000 euro vanaf 2025 voor specifieke acties;
 - een stuurgroep samenstelt die de inhoudelijke richting bepaalt, bruggen bouwt tussen de partners en jaarlijks een actieplan voorlegt;

Gelet dat de VGC hiervoor in ruil een subsidie toekent van 32.500 euro in 2024 en 65.000 euro vanaf 2025, te besteden aan de loonkost van de bredeschoolcoördinator en de specifieke werkingskosten in het kader van de doelstellingen van Brede School; Gelet dat dit convenant afloopt op 31 december 2025 en dat de VGC momenteel werkt aan een nieuw meerjarenplan 2026-2030; Gelet dat in dit kader aan alle gemeenten wordt voorgesteld om een addendum bij het bestaande convenant te ondertekenen, dat de looptijd ervan met zes maanden verlengt tot en met 30 juni 2026; Gelet dat dit addendum als bijlage is toegevoegd, Beslist :

- akkoord te gaan met het addendum bij het convenant 'Brede School 2024-2025' dat de looptijd ervan met 6 maanden verlengt.

Bibliothèques communales - Gemeentelijke bibliotheken

46 Gemeentelijke Openbare Bibliotheek.- Accord-cadre pour l'achat de livres et de media 20252029 et convention avec le VGC.

Le Conseil,

Attendu que la Vlaamse Gemeenschapscommissie joue un rôle de soutien auprès des bibliothèques néerlandophones de la Région de Bruxelles-Capitale;

Attendu qu'en vue de renforcer ce soutien, la Vlaamse Gemeenschapscommissie a établi un accordcadre, à savoir un marché public de fourniture portant sur l'achat des collections de livres et médias pour les bibliothèques publiques bruxelloises néerlandophones et que celui-ci arrive à échéance le 14 octobre 2025;

Attendu que la VGC a lancé un nouveau marché pour l'achat de livres et de medias dans les Bibliothèques néerlandophones bruxelloises et que celui-ci sera d'application du 15 octobre 2025 au 14 octobre 2030;

Attendu que les communes dont dépendent ces bibliothèques sont invitées, si elles le souhaitent, à faire usage de cet accord-cadre en signant une convention avec la VGC;

Que la convention ainsi que le cahier des charges se trouvent en pièces jointes à ce rapport, ainsi que tous les documents de marchés publics établis par la VGC

Attendu que la Centrale des marchés de la Commune a été consultée par rapport à cette proposition et aux conditions et l'a évaluée positivement;

Attendu qu'il existe déjà un marché pour l'achat de livres dans la bibliothèque néerlandophone d'Uccle mais que ce marché comporte une clause de non-exclusivité;

Que les bibliothécaires pourront commander leurs livres et médias soit via le marché de la VGC, soit via la marché de la Commune, en fonction des conditions proposées les plus avantageuses ou de la disponibilité des ouvrages demandés, Décide :

- de marquer son accord sur la convention avec la VGC pour l'utilisation de l'accord-cadre pour la commande de livres et de médias pour la Bibliothèque néerlandophone.

Gemeentelijke Openbare Bibliotheek.- Raamovereenkomst voor het aankopen van bibliotheekcollecties 2025-2029 en overeenkomst met de VGC.

De Raad,

Aangezien de Vlaamse Gemeenschapscommissie een ondersteunende rol speelt voor de Nederlandstalige bibliotheken in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Aangezien de Vlaamse Gemeenschapscommissie, om deze steun te versterken, een raamovereenkomst heeft opgesteld, d.w.z. een overheidsopdracht voor de aankoop van boeken- en mediacollecties voor de Nederlandstalige Brusselse openbare bibliotheken dat eindigt op 14 oktober 2025;

Aangezien de VGC een nieuwe aanbesteding heeft uitgeschreven voor de aankoop van boeken en media in de Nederlandstalige bibliotheken van Brussel, die van kracht zal zijn van 15 oktober 2025 tot 14 oktober 2030;

Aangezien de gemeenten waartoe deze bibliotheken behoren worden uitgenodigd om desgewenst van deze raamovereenkomst gebruik te maken door een overeenkomst met de VGC te ondertekenen;

Aangezien de overeenkomst en het lastenboek aan dit verslag zijn toegevoegd;

Aangezien de Opdrachtcentrale werd geraadpleegd over dit voorstel en de voorwaarden en het voorstel positief heeft beoordeeld;

Aangezien er reeds een opdracht bestaat voor de aankoop van boeken in de Nederlandstalige bibliotheek van Ukkel maar deze overheidsopdracht een niet-exclusiviteitsclausule bevat; Aangezien de bibliothecarissen hun boeken en media kunnen bestellen via de opdracht van de VGC of via de opdracht van de gemeente, naargelang de voordeligste voorwaarden die worden aangeboden of de beschikbaarheid van de gevraagde werken, Beslist:

- zijn goedkeuring te verlenen aan de overeenkomst met de VGC voor het gebruik van de raamovereenkomst voor de bestelling van boeken en media voor de Nederlandstalige bibliotheek.

DÉPARTEMENT AFFAIRES GÉNÉRALES - DEPARTEMENT ALGEMENE ZAKEN

Centrale des marchés - Opdrachtcentrale

47 Nettoyage des vitres et surfaces en hauteur 2026-2029. - Approbation des conditions et de la procédure de passation - Application de l'article 234 de la Nouvelle Loi communale.

Le Conseil,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment l'article 234 relatif aux compétences du Conseil communal;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 36;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques;

Considérant le cahier des charges N° 2025-026 relatif au marché " Nettoyage des vitres et surfaces en hauteur 2026-2029." établi par la Centrale de marchés en collaboration avec le service Rénovation et Maintenance ;

Considérant que ce marché est divisé en lots :

Lot 1 (Bâtiment CAU, Ancienne maison communale et centre opérationnel Stalle), estimé sur quatre ans à 360.000 €, 21 % TVA comprise ;

Lot 2 (Divers autres sites), estimé sur quatre ans à 360.000 €, 21 % TVA comprise ;

Lot 3 : (Nettoyage des surfaces en hauteur) estimé sur quatre ans à 280.000€, 21 % TVA comprise ;

Considérant que le montant global estimé de ce marché sur quatre ans s'élève à 1.000.000€, 21 % TVA comprise ;

Considérant que ce marché est prévu pour 24 mois avec deux reconductions tacites (1 et 2) de 12 mois ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure ouverte ;

Considérant que cette estimation dépasse les seuils d'application de la publicité européenne ;

Considérant que les crédits permettant les dépenses sont inscrits à l'article budgétaire 137/12506/85 pour l'exercice 2026 et suivants, sous réserve de leurs approbations par les autorités compétentes ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

Décide :

D'approuver le cahier des charges N° 2025-026 et le montant estimé du marché " Nettoyage des vitres et surfaces en hauteur 2026-2029.", établis par la Centrale de marchés en collaboration avec le service Rénovation et Maintenance. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé sur quatre ans s'élève à 1.000.000€, 21 % TVA comprise.

De passer le marché par la procédure ouverte.

De compléter, d'approuver et d'envoyer l'avis de marché au niveau national et européen.

De transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.

Reiniging van ramen en hooggelegen oppervlakken 2026-2029 – Goedkeuring van de voorwaarden en van de gunningsprocedure – Toepassing van artikel 234 van de Nieuwe Gemeentewet.

De raad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 234 betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de monitoring, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, meer bepaald artikel 36;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 plaatsing overheidsopdrachten in de klassieke sectoren;

Overwegende het bestek nr. 2025-026 met betrekking tot de opdracht "Schoonmaak van de ramen en oppervlakken op hoogte 2026-2029", opgesteld door de Opdrachtencentrale in samenwerking met de dienst Renovatie en Onderhoud;

Overwegende dat deze opdracht verdeeld is in percelen:

Perceel 1 (Gebouw ACU, voormalig gemeentehuis en Opera oneel Centrum Stalle), geraamd op € 360.000 inclusief 21 % btw;

Perceel 2 (Verschillende andere sites), geraamd op € 360.000 inclusief 21 % btw;

Perceel 3 (Schoonmaak van de oppervlakken op hoogte), geraamd op € 280.000 inclusief 21 % btw;

Overwegende dat het globale geraamde bedrag van deze opdracht € 1.000.000 inclusief 21 % btw beloopt;

Overwegende deze overheidsopdracht is voorzien voor een periode van 24 maanden met twee stilzwijgende verlengingen (1 en 2) van telkens 12 maanden;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen via openbare procedure;

Overwegende dat deze raming de drempels overschrijdt die van toepassing zijn op de Europese bekendmaking;

Overwegende dat de kredieten die de uitgaven mogelijk maken ingeschreven zijn op begrotingsartikel 137/125-06/85 voor dienstjaar 2026 en volgende, onder voorbehoud van de goedkeuring ervan door de bevoegde overheden;

Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen;

Beslist:

Het bestek nr. 2025-026 en het geraamde bedrag van de opdracht "Schoonmaak van de ramen en oppervlakken op hoogte 2026-2029", opgesteld door de Opdrachtcentrale in samenwerking met de dienst Renova e en Onderhoud, goed te keuren. De voorwaarden zijn vastgesteld zoals voorzien in het bestek en in de algemene uitvoeringsregels van overheidsopdrachten. Het geraamde bedrag beloopt € 1.000.000 inclusief 21 % btw;

De opdracht te gunnen via openbare procedure;

De aankondiging van de opdracht op na onaal en Europees niveau te vervolledigen, goed te keuren en te versturen;

Deze beraadslaging over te maken aan de toezichthoudende overheid met het oog op de uitoefening van het algemeen toezicht.

48 **Nettoyage de bâtiments communaux et complexes sportifs 2025-2029 - Lot 1 "Bâtiment CAU, ancienne Poste et centre opérationnel Stalle (lot réservé) - Approbation du dépassement de l'estimation.**

Le Conseil,

Vu la décision du conseil communal du 24 avril 2025 approuvant les conditions, le montant estimé et la procédure de passation (procédure ouverte) de ce marché ;

Vu que l'estimation annuelle pour le Lot 1 "Bâtiment CAU, ancienne Poste et centre opérationnel Stalle (lot réservé), était de 500.000,00€ TVAC soit 2.000.000€ TVAC reconductions comprises ;

Considérant l'unique offre régulière qui nous est parvenue de VILLAGE N°1 ENTREPRISE ASBL, Avenue Reine Astrid 1 à 1440 Wauthier-Braine (1.797.265,80 € hors TVA ou 2.174.691,62 €, 21 % TVA comprise) pour les quatre ans (reconductions comprises) ;

Considérant que le montant de l'offre dépasse le montant de l'estimation de 174.691,62 € ;

Considérant dès lors qu'il y'a lieu d'approuver le présent dépassement avant d'attribuer le lot 1 Bâtiment CAU, ancienne Poste et centre opérationnel Stalle (lot réservé) ;

Décide :

D'approuver le dépassement du montant de l'estimation de 174.691,62 € TVAC sur quatre ans ;

Reiniging van gemeentelijke gebouwen en sportcomplexen 2025-2029 - Perceel 1 "CAU-gebouw, oud postkantoor en operationeel centrum Stalle (voorbehouden lot) - Goedkeuring van de overschrijding van de raming.

De Raad,

Gezien het besluit van de gemeenteraad van 24 april 2025 waarbij de voorwaarden, het geraamde bedrag en de procedure voor de gunning (openbare procedure) van deze opdracht werden goedgekeurd; Gezien dat de jaarlijkse raming voor perceel 1 "CAU-gebouw, oud postkantoor en operationeel centrum Stalle (voorbehouden lot)" 500.000,00 € btw inbegrepen bedroeg, zijnde in totaal 2.000.000 € btw inbegrepen inclusief verlengingen;

Overwegende dat de enige regelmatige offerte die ons werd toegestuurd afkomstig is van VILLAGE N°1 ENTREPRISE ASBL, Avenue Reine Astrid 1 te 1440 Wauthier-Braine (1.797.265,80 € exclusief btw of 2.174.691,62 € inclusief 21% btw) voor vier jaar (inclusief verlengingen);

Overwegende dat deze voorziene uitgave het geraamde bedrag met 174.691,62 € overschrijdt; Overwegende dat het daarom noodzakelijk is deze overschrijding goed te keuren alvorens Lot 1 "CAU-gebouw, oud postkantoor en operationeel centrum Stalle (voorbehouden lot)" toe te wijzen; Besluit:

De overschrijding van het geraamde bedrag met 174.691,62 € btw inbegrepen over vier jaar goed te keuren;

49 Marchés publics - Nouvelle loi communale, article 234 § 3 - Prise pour information des décisions du Collège échevinal

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234, § 3 et 236,

Prend pour information les décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins suivantes : - 24 juin 2025 : Voirie : Aménagement de cheminements piétons pour les personnes à mobilité réduite - exercice 2019 - approbation de l'état d'avancement n°2, décompte final - approbation d'un prix unitaire supplémentaire - engagement de la dépense supplémentaire - mode de financement prise pour information par le Conseil communal pour le supplément - paiement de la facture réception provisoire - approbation du procès-verbal - libération partielle du cautionnement. 4.604,29€ T.V.A.C. - Article : 421/731-60/82-20250285.

- 24 juin 2025 : Centrale des marchés : Achat d'une désherbeuse - nettoyeur haute pression suraccu - Approbation des conditions du marché et des firmes à consulter - Application de l'article 234§3 de la NLC. - 50.000,00€ T.V.A.C. - Article : 766/744-51/58-20250089.

- 24 juin 2025 : Environnement : Destruction des nids de frelons asiatiques - Désignation et engagement de la dépense - Prise pour information par le Conseil. - 5.000,00€ T.V.A.C. - Article : 766/124-06/83.

- 24 juin 2025 : Bibliothèques communales : Bibliothèque du Centre.-Achat de mobilier.- Attribution et engagement de la dépense. Information du Conseil - Mode de financement. - 484,80€ T.V.A.C. Article : 76701/741-51/FR/73-20250001.

- 1er juillet 2025 : Centrale des marchés : Contrôle des extincteurs, des dévidoirs et des hydrants de divers bâtiments communaux pour la période du 09/07/2025 au 09/07/2029. - Approbation de l'attribution et de l'engagement de la dépense - Dépassement du montant de l'estimation Application de l'article 234§3. - 128.820,96€ T.V.A.C pour 4 ans. - Article : 137/124-06/88. - 1er juillet 2025 : Nouvelles technologies : Informatisation des services -

- Acquisition d'un logiciel de dématérialisation des dossiers pour le département de l'Etat civil - Approbation des conditions, de la procédure de passation et des firmes à consulter - Application de l'article 234 §3 de la Nouvelle loi communale (INF523) - Prise pour information par le Conseil. - 456.925,81€ T.V.A.C. Article : 139/123-13/53.
- 1er juillet 2025 : Nouvelles technologies : Informatisation des services - Acquisition de licences Office 365 pour la migration des boites mails suite à la fin du service fourni par Paradigm - Approbation des conditions, de la procédure de passation et des firmes à consulter - Application de l'article 234 §3 de la Nouvelle loi communale (INF519) - Prise pour information par le Conseil. 456.095,07€ T.V.A.C. - Article : 139/123-13/53.
 - 1er juillet 2025 : Maintenance - Parking Saint-Pierre : Remplacement des extracteurs - Marché detravaux - Procédure de faible montant - Approbation des conditions et de l'attribution du marché Engagement de la dépense - Mode de financement - Prise de connaissance par le Conseil communal - 26.360,00€ T.V.A.C. - Article 424/724-60/85-20250165.
 - 8 juillet 2025 : Centrale des marchés : Fourniture d'art et de bricolage des écoles communales SUITE 2025 - Approbation des conditions, du mode de passation et des firmes à consulter Application de l'article 234 §3 de la Nouvelle loi communale - 1) 7.450,70€, 2) 3.174,82€, 3) 2.012,31€, 4) 1.036,08€ estimé à 38.000€ T.V.A.C.- Articles : 1) 721/124-02/40, 2) 722/124-02/40, 3) 75101/124-02/40, 4) 75102/124-02/40.
 - 8 juillet 2025 : Centrale des marchés : Fournitures d'outillages et de machines pour lesplantations et jardinage - Approbation des conditions, de la procédure de passation et des firmes à consulter. - Lot 1 Outillage de jardinage & accessoires, 84.319,81€ T.V.A.C., Lot 2 Tondeuses, 15.444,96€ T.V.A.C. pour un total de 99.764,77€ T.V.A.C. - Articles : 878/744-51/58 (budget tondeuse) projet 20250116 ; 722/744-98/40 projet 20250134 ; 766/744-98/58 projet 2025 0104 ; 875/744-98/58 projet ; projet 20250115 ; 75102/744-51/40 projet 20250147 et 75102/744-51/40 projet 20250146.
 - 15 juillet 2025 : Propreté publique : Achat et livraison de 10 charrettes de balayage. - Approbationdes conditions du marché, de la liste des fournisseurs et de l'attribution - Mode de financement Engagement de la dépense - Prise pour information par le Conseil.- 6.584,22€ T.V.A.C. - Article : 875/744-98/62-20250008.
 - 15 juillet 2025 : Propreté publique : Achat d'un nettoyeur à ultrason et son produit d'utilisation. Approbation des conditions du marché, de la liste des fournisseurs et de l'attribution - Mode de financement - Engagement de la dépense - Prise pour information par le Conseil.- 729,93€ T.V.A.C. - Article : 875/744-98/62-20250008.
 - 15 juillet 2025 : Centrale des marchés : Achat d'une désherbeuse - nettoyeur haute pression suraccu - Approbation des conditions du marché et des firmes à consulter - Application de l'article 234§3 de la NLC - Erratum. - 50.000€ T.V.A.C. - Article : 766/744-51/58-20250089.
 - 15 juillet 2025 : Centrale des marchés : Matériel destiné aux enfants à besoins spécifiques dansle cadre des aménagements raisonnables - Approbation des conditions, firmes à consulter, attribution et engagement de la dépense - Application des articles 234, § 3 et 236 de la nouvelle loi communale - Mode de financement. - 1) 321,29€, 2) 999,32€ pour un total de 1.500€ T.V.A.C. Articles : 1) 721/744-98/40-20250130, 2) 75101/744-98/40-20250143.
 - 15 juillet 2025 : Centrale des marchés : « Aménagement du Garage - Approbation de l'attributionet des conditions – Engagement de la dépense. - Info conseil » - Mode de financement. - 1) 25.082,70€, 2) 4.147,88€. Articles : 1) 136/741-51/58 2) 136/744-98/58.
 - 22 juillet 2025 : Centrale des marchés : Acquisition de quatre tables piques-niques bois rondeavec bancs et dossiers. - Approbation des conditions du marché de faible montant et des firmes à consulter, de l'attribution et de l'engagement de la dépense –Application des articles 234 §3 et 236 de la NLC - Mode de financement. - 3.630,00€ T.V.A.C. - Article : 75102/741-51/40 -20250144. - 22 juillet 2025 : Centrale des marchés : Acquisition d'un tabouret bas à roulettes. - Approbation des conditions du marché de faible montant et des firmes à consulter, de l'attribution et de l'engagement de la dépense – Application des articles 234 §3 et 236 de la NLC - Mode de financement - Prise pour information par le Conseil.- 445,90€ T.V.A.C.- Article : 84401/741-51/58 20250107.

- 22 juillet 2025 : Centrale des marchés : Achat et livraison d'instruments de musique et d'accessoires 2025 - Approbation de l'attribution et engagement de la dépense – Application de l'article 234§3 de la NLC - Mode de financement. - 1) 626,01€ T.V.A.C. 2) 7.209,87€ T.V.A.C. Articles : 1) 722/744-98/40 2) 734/744-98/40.
- 22 juillet 2025 : Maintenance : Marché de fourniture de matériel de serrurerie du 1er août 2025 au 31 juillet 2026 (et reconductible trois fois une année supplémentaire, soit jusqu'au 31 juillet 2029 au plus tard) - Procédure négociée sans publication préalable - Approbation des conditions du marché - Prise pour information par le Conseil communal. - 121.000,00€ T.V.A.C. pour 4 ans - Article : 125-02/85.
- 22 juillet 2025 : Environnement : Aménagement du Linkebeek au droit de la rue de Percke – Exercice 2023 – Approbation de l'état d'avancement n°4 – Paiement de la facture - prise pour information par le Conseil. - 89.284,09€ T.V.A.C. - Articles : 879/732-60/93 de 2023 et 879/73260/93 du budget 2025 pour le solde.
- 12 août 2025 : Architecture : Ecole du Longchamp – construction de mezzanines et traitement d'un mur humide - Approbation du projet, du cahier spécial des charges, de l'estimation, du mode de passation, de la liste des entrepreneurs à consulter - Prise pour information par le Conseil communal. - 70.000,00€ T.V.A.C. - Article : 722/723-60/96 20250026.
- 12 août 2025 : Centrale des marchés : Achat d'une chaise de bureau adaptée. - Approbation des conditions du marché de faible montant et des firmes à consulter, de l'attribution et de l'engagement de la dépense – Application des articles 234 §3 et 236 de la NLC - Mode de financement - Prise pour information par le Conseil. - 870,16€ T.V.A.C. - Article : 137/741-51/58 20250071.
- 12 août 2025 : Centrale des marchés : Achat de deux vélos électriques et de deux remorques - Approbation des conditions du marché de faible montant et des firmes à consulter, de l'attribution et de l'engagement de la dépense – Application des articles 234 §3 et 236 de la NLC - Info conseil.
- 19.999,99€ T.V.A.C. - Article : 766/743-51/83-20250081.
- 12 août 2025 : Centrale des marchés : Acquisition d'une tondeuse débroussaileuse et d'un broyeur compact sur chenilles pour le service Vert - Approbation de la dépense, de la procédure de passation du marché, du cahier des charges, et des firmes à consulter - Application de l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale. - 39.999,98 T.V.A.C. - Article : 766/744-51/58 20250089.
- 19 août 2025 : Voirie : Location, pose et la dépose des illuminations de fin d'année 2025. Approbation de l'estimation de la dépense, des documents du marché, de la procédure de passation du marché et des firmes à consulter. - Prise d'information par le Conseil communal. 124.980,90€ T.V.A.C. - Article : 520/124-12/82.
- 19 août 2025 : Voirie : Entretien, pose, dépose et stockage des illuminations de fin d'année 2025. - Approbation de l'estimation de la dépense, des documents du marché, de la procédure de passation du marché et des firmes à consulter. – Prise d'information par le Conseil communal. 49.210,70€ T.V.A.C. - Article : 520/124-12/82.
- 19 août 2025 : Transport : Réparation du véhicule 141 immatriculé : 1 EUW 124 - Changement complet de la boîte de vitesse - Engagement de la dépense - Paiement de la facture - Mode de financement - Prise pour information par le Conseil. - 2.436,42€ T.V.A.C. - Article : 136/745-52/84-20250315.
- 19 août 2025 : Transport : Réparation du véhicule 120 immatriculé : 1 TEQ 849 - Changement complet du kit d'embrayage - Engagement de la dépense - Paiement de la facture - Mode de financement - Prise pour information par le Conseil. - 620,55€ T.V.A.C. - Article : 136/745-52/-/84 20250315.
- 19 août 2025 : environnement : Projet d'ilot de fraîcheur rue du Roetaert - Réaménagement d'un rond-point et de la voirie en vue de végétaliser, de gérer les eaux de pluie et de créer un ilot de fraîcheur. Choix de la procédure de passation et fixation des conditions. Prise pour information par le Conseil communal. - 126.033,72€ T.V.A.C. - 879/ 732-60/93-20250055.

- 19 août 2025 : service vert : Réaménagement des aires de jeux et création d'aires de jeux inclusives au Parc de Wolvendael- Approbation des états d'avancement n°5 - Paiement de la facture - Dépassement - Engagement de la dépense supplémentaire - Mode de financement - Prise pour information par le Conseil.- 66.502,09€ T.V.A.C.(766/725-60/83 - de 2023) ; 64.167,26€ T.V.A.C.(766/725-60/83 20250084) - Articles : 766/725-60/83 - de 2023 ; 766/725-60/83 20250084. - 19 août 2025 : Centrale des marchés : Achat de matériels de cuisine industriels à destination des écoles communales, des crèches et des services communaux 2025. - Approbation des conditions du marché de faible montant et des firmes à consulter, de l'attribution et de l'engagement de la dépense – Application des articles 234 §3 et 236 de la NLC - Mode de financement - Prise pour information par le Conseil. - 8.803,90€ T.V.A.C. - Articles : 722/744-51/40-20250133 ; 75102/74498/40-20250147.
- 19 août 2025 : Centrale des marchés : Achat d'un broyeur sur châssis à destination du service Vert 2025 - Approbation des conditions du marché et des firmes à consulter - Application de l'article 234 §3 de la NLC - 60.000,00€ T.V.A.C. - Article : 766/744-51/58-20250089. - 26 août 2025 : Voirie : Asphaltage de la rue Copernic - Exercice 2025.- Approbation de la dépense, des documents et de la procédure de passation du marché - Prise pour information par le Conseil communal. - 157.177,79 € T.V.A.C. - Article : 421/731-60/82-20250273.
- 26 août 2025 : Voirie : Réaménagement de la rue Egide Van Ophem, exercice 2021 - Lot 2 Approbation de l'état d'avancement n°2 et final - Approbation de 1 prix unitaire supplémentaire - Paiement de la facture - Approbation de la dépense supplémentaire - Mode de financement - Prise pour information par le Conseil. - 29.597,53€ T.V.A.C. - Article : 421/731-60/82-20250279. - 26 août 2025 : Maintenance : Crèche du Homborch : remplacement de la chaudière et mise en conformité de l'installation de chauffage - Engagement de la dépense supplémentaire - Mode de financement - Prise pour information par le Conseil communal. - 1) 4.054,15€ (84401/724-60/85 de 2024) + 2) 7.601,32€ (84401/724-60/85 - 20250249) pour un total de 11.655,47€ T.V.A.C. Articles : 1) 84401/724-60/85 de 202, 2) 84401/724-60/85 - 20250249.
- 26 août 2025 : Maintenance : Ecole des églantiers: Modification de la régulation de la chaudière Marché de travaux - Procédure de faible montant - Approbation des conditions et de l'attribution du marché - Engagement de la dépense - Mode de financement - Prise pour information par le Conseil communal. - 4.240,00€ T.V.A.C. - Article : 722/724-60/85 - 20250188.
- 26 août 2025 : Environnement : Mission d'étude et de conseils : Suivi de l'assainissement et évaluation finale du site Danse/Beeckman. Engagement et paiement de la dépense supplémentaire. Mode de financement - Prise pour information par le Conseil communal. 12.376,73€ T.V.A.C. - Article : 137/747-60/93-20250046.
- 2 septembre 2025 : Centrale des marchés : Achat d'une balayeuse. - Approbation des conditions, de la procédure de passation et des firmes à consulter - Application de l'article 234 §3 de la Nouvelle loi communale. - 165.289,25€ T.V.A.C.- Article : 875/743-53/58-20250112.
- 2 septembre 2025 : Centrale des marchés : Achat de matériel pour l'aménagement des cours de récréation des écoles communales - Approbation des conditions et de l'attribution - Mode de financement - Application des articles 234, § 3 et 236 de la nouvelle loi communale.- 26.501,99€ T.V.A.C. - Article : 722/741-51/40-20250131.
- 2 septembre 2025 : Centrale des marchés : Matériel et équipement de psychomotricité pour les crèches et les écoles communales - Approbation des conditions et de l'attribution - Application des articles 234 §3 et 236 de la nouvelle loi communale. - 12.000,00 T.V.A.C. - Articles : 721/74498/40-20250130, 722/744-98/40-20250134, 84401-744-98/58-20250110.
- 2 septembre 2025 : Centrale des marchés : Matériel et équipement pour les crèches communales - Approbation des conditions et de l'attribution - Application des articles 234 §3 et 236 de la nouvelle loi communale - Mode de financement. - 10.891,56€ T.V.A.C. - Article : 84401/74498/58-20250110.

Overheidsopdrachten - Nieuwe gemeentewet, artikel 234 § 3 - Kennisneming van beslissingen van het Schepencollege

De Raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, meer bepaald artikels 234, leden 3 et 236,

Neemt kennis van de volgende beslissingen van het college van burgemeester en schepenen

- 24 juni 2025 : Wegenis : Inrichting van voetpaden voor personen met beperkte mobiliteit – dienstjaar 2019 - goedkeuring van de vorderingstaat nr.2, eindafrekening - goedkeuring van een extra eenheidsprijs - verbinding van de aanvullende uitgave - financieringswijze - kennisneming door de Gemeenteraad voor de aanvullende uitgave - betaling van de faktuur - voorlopige oplevering - goedkeuring van het proces-verbaal - gedeeltelijke vrijgave van de borgtocht. 4.604,29€ B.T.W. - Artikel : 421/731-60/82-20250285.
- 24 juni 2025 : Opdrachte centrale : Aankoop van een hogedrukreiniger op batterijen - Goedkeuring van de voorwaarden en van de gunningsprocedure - 50.000,00€ B.T.W. - Artikel : 766/744-51/58-20250089.
- 24 juni 2025 : Milieu : Vernietiging van nesten van Aziatische hoornaars - Aanwijzing envastlegging van de uitgaven - Financieringswijze - Ter informatie genomen door de Raad. 5.000,00€ B.T.W. - Artikel : 766/124-06/83.
- 24 juni 2025 : Gemeentelijke Bibliotheek : Aankoop van meubilair voor de bibliotheek "duCentre".- Gunning en vastlegging van de uitgave.- Toepassing van artikels 236 en 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet. - 484,80€ B.T.W. - Artikel : 76701/741-51/FR/73-20250001. - 1st juli 2025 : Opdrachte centrale : Inspectie van brandblussers, brandslanghaspels en brandkranen in verschillende gemeentelijke gebouwen voor de periode 09/07/2025 tot 09/07/2029 Overschrijding van de raming van de uitgave. - 128.820,96€ T.V.A.C voor 4 jaren. - Artikel : 137/124-06/88.
- 1st juli 2025 : Nieuwe Technologieën : Informatisering van de diensten - Aanschaf van softwarevoor het dematerialiseren van dossiers voor de Dienst Burgerlijke Stand - Goedkeuring van de voorwaarden, de gunningsprocedure en de te raadplegen bedrijven - Toepassing van artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet (INF523) - Ter informatie genomen door de Raad. - 456.925,81€ B.T.W. - Artikel : 139/123-13/53.
- 1st juli 2025 : Nieuwe Technologieën : Informatisering van de diensten - Aankoop licenties Office365 voor de migratie van de E-mail tgv het einde van de dienstverlening van Paradigm - Goedkeuring van de voorwaarden, de gunningsprocedure en de te raadplegen bedrijven - Toepassing van artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet (INF519) - Ter informatie genomen door de Raad. - 456.095,07€ B.T.W. - Artikel : 139/123-13/53.
- 1st juli 2025 : Onderhoud - Sint-Pieters Parking : vervanging van afzuigkappen - Werkenoverheidsopdracht - Procedure met beperkte waarde - Goedkeuring van de voorwaarden en van de gunning van de opdracht - Vastlegging van de uitgave - Financieringswijze Kennisneming door de Gemeenteraad. - 26.360,00€ B.T.W. - Artikel 424/724-60/85-20250165. - 8 juli 2025 : Opdrachte centrale : Kunst- en doe-het-zelfbenodigdheden voor gemeentelijke scholen 2025 (gevolg van) - Goedkeuring van voorwaarden, gunningsprocedure en te raadplegen bedrijven - Toepassing van artikel 234, lid 3, van de nieuwe gemeentewet - 1) 7.450,70€, 2) 3.174,82€, 3) 2.012,31€, 4) 1.036,08€ geschat op 38.000€ B.T.W.- Artikelen : 1) 721/124-02/40, 2) 722/124-02/40, 3) 75101/124-02/40, 4) 75102/124-02/40.
- 8 juli 2025 : Opdrachte centrale : Levering van gereedschap en machines voor beplantingen entuinen - Goedkeuring van de voorwaarden van de opdracht. - Kavel 1 Tuingereedschap & accessoires, 84.319,81 € T.V.A.C., Kavel 2 Grasmaaiers, 15.444,96€ B.T.W. voor een totaal van 99.764,77€ B.T.W.- Artikelen : 878/744-51/58 (budget tondeuse) project 20250116 ; 722/744-98/40 project 20250134 ; 766/744-98/58 project 2025 0104 ; 875/744-98/58 project ; project 20250115 ; 75102/744-51/40 project 20250147 et 75102/744-51/40 project 20250146.

- 15 juli 2025 : Openbare reinheid : Aankoop en levering van 10 veegkarren – Goedkeuring van de voorwaarden van de opdracht, van de lijst met de leveranciers en van de gunning – Financieringswijze – Vastlegging van de uitgave.- 6.584,22€ B.T.W. - Artikel : 875/744-98/6220250008.
- 15 juli 2025 : Openbare reinheid :Aankoop van een ultrasoon onderdelenreiniger en hetbijbehorende reinigingsproduct – Goedkeuring van de voorwaarden van de opdracht, van de lijst met de leveranciers en van de gunning – Financieringswijze – Vastlegging van de uitgave.- 729,93€ B.T.W. - Artikel : 875/744-98/62-20250008.
- 15 juli 2025 : Opdrachte centrale : Aankoop van een hogedrukreiniger op batterijen - Goedkeuringvan de voorwaarden en van de gunningsprocedure - Erratum. - 50.000€ B.T.W. - Artikel : 766/74451/58-20250089.
- 15 juli 2025 : Opdrachte centrale : Uitrusting voor kinderen met speciale behoeften als onderdeel van redelijke huisvesting - Goedkeuring van voorwaarden, te raadplegen bedrijven, toekenning en vastlegging van uitgaven - Toepassing van artikelen 234, § 3 en 236 van de nieuwe gemeentewet. - 1) 321,29€, 2) 999,32€ voor een totaal van 1.500 € B.T.W. - Artikelen : 1) 721/744-98/4020250130, 2) 75101/744-98/40-20250143.
- 15 juli 2025 : Opdrachte centrale : Inrichting van de Garage - Goedkeuring van de aanwijziging van de voorwaarden - Vastlegging van de uitgave. - Kennisgeving door de Gemeenteraad Financieringswijze, 1) 25.082,70 € B.T.W., 2) 4.147,88 € B.T.W. - Artikelen : 1) 136/741-51/58 2) 136/744-98/58.
- 22 juli 2025 : Opdrachte centrale : Aankoop van vier ronde houten picknicktafels met banken en rugleuningen. - Goedkeuring van de voorwaarden van de opdracht van geringe waarde en de te raadplegen firma's, de gunning en de vastlegging van de uitgaven -Toepassing van artikel 234, lid 3, en artikel 236 van de WIC - Financieringswijze. - 3.630,00 B.T.W. - Artikel : 75102/741-51/40 20250144.
- 22 juli 2025 : Opdrachte centrale : Aanschaf van een laag krukje op wieltjes. - Goedkeuring van de voorwaarden van de opdracht van geringe waarde en de te raadplegen firma's, de gunning en de vastlegging van de uitgaven -Toepassing van artikel 234, lid 3, en artikel 236 van de WIC Financieringswijze. - 445,90 B.T.W.- Artikel : 84401/741-51/58 - 20250107.
- 22 juli 2025 : Opdrachte centrale : Aankoop en levering van muziekinstrumenten en accessoires 2025 - Goedkeuring van de gunning en verplichting van de uitgave – Toepassing van artikel 234§3 van het NLC - Financieringswijze. - 1) 626,01€ B.T.W. 2) 7.209,87€ B.T.W. - Artikelen : 1) 722/74498/40 2) 734/744-98/40.
- 22 juli 2025 : Onderhoud : Overheidsopdracht van leveringen van het materiaal voor deslotenmakers voor de periode van 1 augustus 2025 tot 31 juli 2026 (en verlengbaar jaarlijks driemaal voor een aanvullend jaar, hetzij tot 31 juli 2025 ten laatste) - Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Goedkeuring van de voorwaarden van de opdracht Kennisneming door de Gemeenteraad. - 121.000,00€ B.T.W. voor 4 jaren. - Artikel : 125-02/85.
- 22 juli 2025 : Milieu : Aanleg van de Linkebeek ter hoogte van de de Perckestraat – Dienstjaar 2023 – Goedkeuring van vorderingsstaat 4 – Betaling van de factuur – Kennisneming door de raad. - 89.284,09€ B.T.W. - 879/732-60/93 voor 2023879/732-60/93 van de begroting 2025 voor saldo. - 12 augustus 2025 : Architectuur : School Longchamp - bouw van mezzanines en vochtwering van een muur - Goedkeuring van het ontwerp, van het bijzonder bestek, van de raming, van de wijze van gunning van de opdracht, van de uit te nodigen bedrijven - Kennis van de informatie door de Gemeenteraad. - 70.000,00€ B.T.W. - Artikel : 722/723-60/96 20250026.
- 12 augustus 2025 : Opdrachte centrale : Aankoop van een aangepaste bureaustoel. Goedkeuring van de voorwaarden van de opdracht van beperkte waarde en vastlegging van de uitgaven -Toepassing van artikel 234, lid 3 van de NGW - Financieringswijze. - 870,16€ B.T.W. Artikel : 137/741-51/58-20250071.
- 12 augustus 2025 : Opdrachte centrale : Aankoop van twee elektrische fietsen en twee aanhangers. - Goedkeuring van de voorwaarden van de opdracht van beperkte waarde en vastlegging van de uitgaven - Toepassing van de artikelen 234, § 3 en 236 van de NLC. 19.999,99€ B.T.W. - Artikel : 766/743-51/83-20250081.

- 12 augustus 2025 : Opdrachte centrale : Aanschaf van apparatuur voor 2025 plantages
Goedkeuring van de uitgaven, gunningsprocedure, bestek en de te raadplegen ondernemingen
Toepassing van artikel 234, § 3, van de nieuwe Gemeentewet. - 39.999,98€ T.V.A.C. - Artikel :
766/744-51/58 20250089.
- 19 augustus 2025 : Wegenis : Verhuur, installatie en verwijdering van de
eindejaarsverlichting 2025. - Goedkeuring van de kostenraming, contractdocumenten,
aanbestedingsprocedure en te raadplegen bedrijven. - Informatieverzameling door de
gemeenteraad. - 124.980,90€ B.T.W. Artikel : 520/124-12/82.
- 19 augustus 2025 : Wegenis : Onderhoud, installatie, verwijdering en opslag van
deindejaarsverlichting 2025. - Goedkeuring van de kostenraming, contractdocumenten,
aanbestedingsprocedure en te raadplegen bedrijven. - Informatieverzameling door de
gemeenteraad. - 49.210,70€ B.T.W. - Artikel : 520/124-12/82.
- 19 augustus 2025 : Vervoer : Herstelling van het voertuig 141 nummerplaat : 1 EUW 124
volledige verandering van de versnellingsbak - Inzet voor de uitgave - Betaling van de faktuur
Financieringswijze - Ter informatie genomen door de Raad. - 2.436,42€ B.T.W. - Artikel :
136/74552/-/84-20250315.
- 19 augustus 2025 : Vervoer : Herstelling van het voertuig 120 nummerplaat : 1 TEQ 849
Volledige verandering van de koppelingset - Inzet voor de uitgave - Betaling van de faktuur
Financieringswijze - Ter informatie genomen door de Raad. - 620,55€ B.T.W. - Artikel :
136/74552/-/84-20250315.
- 19 augustus 2025 : Milieu : Project van koelte-eiland Roetaertstraat – Heraanleg van de
rotonde van de weg om te vergroenen, het regenwater te beheren en een koelte-eiland te
creëren. Keuze van de plaatsingsprocedure en vastlegging van de voorwaarden. Kennisneming
door de gemeenteraad. - 126.033,72€ B.T.W. - Artikel : 879/ 732-60/93-20250055.
- 19 augustus 2025 : Groendienst : Heraanleg van de speeltuinen en aanleg van
inclusievespeeltuinen in het Wolvendaelpark – Goedkeuring van vorderingsstaat 5 – Betaling
van de factuur – Overschrijding – Vastlegging van de extra uitgave – Financieringswijze –
Kennisneming door de raad.- 66.502,09€ B.T.W.(766/725-60/83 - de 2023) ; 64.167,26€
B.T.W. (766/725-60/83 20250084) - Artikelen : 766/725-60/83 - de 2023 ; 766/725-60/83
20250084.
- 19 augustus 2025 : Opdrachte centrale : Aankoop van grootkeukenmateriaal voor
degemeentescholen, de kinderdagverblijven en de gemeentediensten 2025 - Goedkeuring van
de voorwaarden van de opdracht van beperkte waarde en vastlegging van de uitgaven -
Toepassing van de artikel 234, § 3 van de NLC. - 8.803,90€ B.T.W. - Artikelen : 722/744-
51/40-20250133 ; 75102/744-98/40-20250147.
- 19 augustus 2025 : Opdrachte centrale : Aankoop van een hakselaar op chassis voor
deGroendienst 2025 - Goedkeuring van de voorwaarden en van de gunningsprocedure -
60.000,00€ B.T.W. - Artikel : 766/744-51/58-20250089.
- 26 augustus 2025 : Wegenis : Asfaltering van de Copernicusstraat - Dienstjaar 2025.
Kennisneming van de beslissing van het Schepencollege goedkeurend van de uitgave van
157.177,79 € BTW inbegrepen, artikel 421/731-60/82, de documenten en de plaatsing van de
procedure van de opdracht. - 157.177,79 € B.T.W. - Artikel : 421/731-60/82-20250273. - 26
augustus 2025 : Wegenis : Heraanleg van de Egide Van Ophemstraat, boekjaar 2021 –
Perceel 2 – Goedkeuring van de 2de vorderingstaat en van de bijkomende uitgave van
29.597,53 €. - 29.597,53€ B.T.W.. - Artikel : 421/731-60/82-20250279.
- 26 augustus 2025 : Onderhoud : Kinderdagverblijf Homborch : vervanging van de ketel en
inovereenstemming brengen van het verwarmingssysteem - Vastlegging van de extra uitgave
– Financieringswijze - Kennisneming door de Gemeenteraad. - 1) 4.054,15€ (84401/724-60/85
de 2024) + 2) 7.601,32€ (84401/724-60/85 - 20250249) voor een totaal van 11.655,47€ B.T.W..
Artikelen : 1) 84401/724-60/85 de 202, 2) 84401/724-60/85 - 20250249.
- 26 augustus 2025 : Onderhoud : School van de Hondsozen: Wijziging van de regeling van
deketel - Werkenoverheidsopdracht - Procedure van beperkte waarde - Goedkeuring van de
voorwaarden en van de gunning van de opdracht - Vastlegging van de uitgave –
Financieringswijze - Kennisneming door de Gemeenteraad.. - 4.240,00€ B.T.W. - Artikel :
722/724-60/85 - 20250188. - 26 augustus 2025 : Milieu : Studieopdracht: Bewaking van de

sanering en eindbeoordeling van de site Danse/Beeckman. Vastlegging en betaling van de extra uitgaven. Financieringswijze Kennisneming door de gemeenteraad. - 12.376,73€ B.T.W. - Artikel : 137/747-60/93-20250046. - 2 september 2025 : Opdrachte centrale : Aankoop van een veegmachine. – Goedkeuring van de voorwaarden, de gunningsprocedure en de te raadplegen firma's – Toepassing van artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet. - 165.289,25€ B.T.W..- Artikel : 875/743-53/58-20250112. - 2 september 2025 : Opdrachte centrale : Aankoop van materiaal voor de inrichting van de speelplaatsen van de gemeentescholen - Toepassing van de artikelen 234, § 3 en 236 van de nieuwe gemeentewet.- 26.501.99€ B.T.W. - Artikel: 722/741-51/40-20250131.

- 2 september 2025 : Opdrachte centrale : Psychomotorisch materiaal en uitrusting voorkinderdagverblijven en gemeentelijke scholen - Goedkeuring van de voorwaarden en toewijzing Toepassing van de artikelen 234 §3 en 236 van de nieuwe gemeentewet. - 12.000,00 B.T.W. Artikelen : 721/744-98/40-20250130, 722/744-98/40-20250134, 84401-744-98/58-20250110. - 2 september 2025 : Opdrachte centrale : Materiaal en uitrusting voor gemeentelijke kinderdagverblijven - Goedkeuring van de voorwaarden en de toewijzing - Toepassing van de artikelen 234 §3 en 236 van de nieuwe gemeentewet. - 10.891,56€ B.T.W. - Artikel : 84401/74498/58-20250110.

Secrétariat central - Centraal secretariaat

50 Question écrite de M. Cools : souffleurs et engins bruyants

Schriftelijke vraag van de h. Cools : blowers en lawaaijige apparatuur

51 Question écrite de M. Marc Cools : les départs naturels. (Complémentaire)

Schriftelijke vraag van de heer Marc Cools : natuurlijke vertrek. (Aanvullend)

52 Interpellation de Mme Czekalski : Le projet de construction de logements sociaux sur le site du Bois de Calevoet.

Interpellatie van Mevr. Czekalski : Het project voor de bouw van sociale woningen op het terrein van het Kalevoetbosje.

53 Interpellation de M. Lambert-Limbosch : L'impact à Uccle des mesures fédérales visant Israël. (Complémentaire)

Interpellatie van de h. Lambert-Limbosch: De impact in Ukkel van de federale maatregelen tegen Israël. (Aanvullend)

54 Interpellation de M. Lambert-Limbosch : Les conséquences de la sécheresse 2025. (Complémentaire)

Interpellatie van de h. Lambert-Limbosch: De gevolgen van de droogte in 2025. (Aanvullend)

55 Question orale de Mme Mavinga : Sécurité durant les travaux aux arrêts de la gare Saint-Job. (Complémentaire)

Mondelinge vraag van Mevr. Mavinga : Veiligheid tijdens de werkzaamheden aan de haltes van het station Sint-Job. (Aanvullend)

56 Question orale de M. Tojerow : Abattage massif des arbres par la commune d’Uccle. (Complémentaire)

Mondelinge vraag van de h. Tojerow : Grootschalige kap van bomen door de gemeente Ukkel. (Aanvullend)

57 Question orale de M. Meeus : Mobilité partagée – situation des trottinettes et vélos. (Complémentaire)

Mondelinge vraag van de h. Meeus : Gedeelde mobiliteit – situatie van steps en fietsen. (Aanvullend)

58 Question orale de M. Meeus : Projet immobilier au Bois de Calevoet. (Complémentaire)

Mondelinge vraag van de h. Meeus: Vastgoedproject in het Bois de Calevoet. (Aanvullend)

59 Question orale de M. Meeus : Stationnement en lien avec l’expérience des parkings d’Uccle-Centre. (Complémentaire)

Mondelinge vraag van de h. Meeus: Parkeren in verband met de ervaringen met de parkeergarages van Ukkel-Centrum. (Aanvullend)

60 Question orale de M. Meeus : Fusion des zones de police et l'impact à Uccle. (Complémentaire)

Mondelinge vraag van de h. Meeus: Fusie van de politiezones en de gevolgen voor Ukkel. (Aanvullend)

61 Question orale de M. Assal : Budget du Cpas et de la dotation de la Commune concernant la possibilité d'engagement (supplémentaire) de personnel pour répondre à l'arrivée des personnes exclues du chômage à partir de janvier 2026 (Complémentaire)

Mondelinge vraag van de h. Assal : Begroting van het OCMW en de dotatie van de gemeente met betrekking tot de mogelijkheid om (extra) personeel aan te werven om tegemoet te komen aan de komst van personen die vanaf januari 2026 uit de werkloosheid worden uitgesloten. (Aanvullend)

62 Question orale de Mme Vanderborght : Protection des espaces naturels et logement social. (Complémentaire)

Mondelinge vraag van mevr. Vanderborght : Bescherming van natuurgebieden en sociale huisvesting. (Aanvullend)

63 Question orale de M. Mercenier - Exposition permanente Roi Baudouin. (Complémentaire)

Mondelinge vraag van de h. Mercenier : Permanente tentoonstelling Koning Boudewijn. (Aanvullend)

64 Question orale de Mme Sirtaine : Sécurisation des aires de jeux. (Complémentaire)

Mondelinge vraag van mevr. Sirtaine : Beveiliging van speelplaatsen. (Aanvullend)

65 Question orale de Mme Kokaj : Effets de la canicule sur les enfants de nos écoles primaires. (Complémentaire)

**Mondelinge vraag van Mevr. Kokaj : Effecten van de hittegolf op kinderen in onze basisscholen.
(Aanvullend)**

66 Question orale de M. Mercenier : marquage des places de stationnement. (Complémentaire)

Mondelinge vraag van de h. Mercenier : markering van parkeerplaatsen. (Aanvullend)

67 Question orale de Mme Sirtaine : Cartes PMR. (Complémentaire)

Mondelinge vraag van de Mevr. Sirtaine : PMB-kaart. (Aanvullend)

**68 Question orale de Mme Kabachi : Suivi des interventions en voirie par les impétrants.
(Complémentaire)**

**Mondelinge vraag van Mevr. Kabachi : Opvolging van wegwerkzaamheden door de aanvragers.
(Aanvullend)**

**69 Question orale de Mme Kabachi : Suppression envisagée de la gare de Linkebeek.
(Complémentaire)**

**Mondelinge vraag van Mevr. Kabachi : Overwogen sluiting van het station Linkebeek.
(Aanvullend)**
